

هكذا في النسخ

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16014 - 7 F

MARDI 23 JUILLET 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

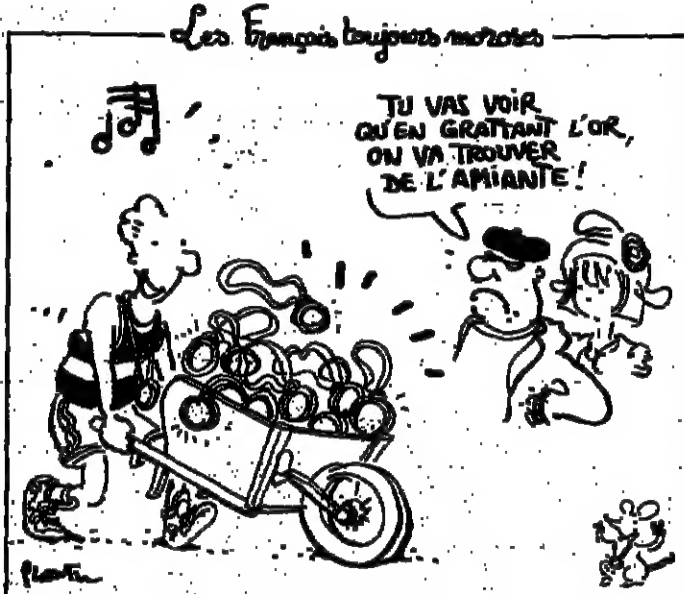
Les athlètes français ont pris un départ éclatant à Atlanta

L'organisation des Jeux est critiquée par les délégations

APRÈS deux journées de compétitions, la délégation française aux Jeux d'Atlanta a remporté huit médailles. Ce résultat, considéré en regard des vingt-neuf médailles gagnées en deux semaines lors des précédents Jeux d'été, en 1992, à Barcelone, récompense des athlètes issus de quatre disciplines : judo, lutte, cyclisme et escrime. Plusieurs records mondiaux ont été améliorés en natation, discipline

dans laquelle de nombreux petits pays ont connu le succès. L'organisation déficiente des Jeux est dénoncée par la presse et les participants, qui déplorent notamment les graves problèmes de

transports à Atlanta et les défaillances du système de publication des résultats. Le CIO a demandé aux organisateurs de se reprendre en donnant la priorité « à la technologie et aux transports ».



Les Jeux d'Atlanta

Les reportages de nos envoyés spéciaux pages 13 à 16

■ A sa quatrième tentative, Jeanne Longo obtient enfin le titre olympique

■ Un Néige et une Sud-Africaine ont battu le record du monde du 100 m brasse

■ David Douillet entre dans le gotha du judo avec son titre de champion

■ Benicourt, jeudi 22 juillet, entre l'équipe de France de football et l'Espagne, tenant du titre

La femme à l'épée



LAURA FLESSLER

POUR LA PREMIÈRE fois depuis 1948, deux membres de l'équipe de France d'escrime se sont rencontrés au cours d'une finale olympique. La Guadeloupéenne Laura Flessel a remporté la première médaille d'or de l'épée, discipline qui vient de s'ouvrir aux femmes.

Transmission d'héritage anarcho-espagnol à Toulouse

TOULOUSE

Sous la bannière fraîchement repeinte de la CNT-AT (Confédération nationale du travail-Association internationale du travail), trois cents exilés espagnols ont célébré, dimanche 21 juillet, le soixantième anniversaire de la « révolution espagnole » à Toulouse, où vivent encore plusieurs milliers de républicains qui ont fui la victoire franquiste en 1939.

Cette commémoration a été marquée par la projection du film de Vincente Aranda Lobato, *Land and Freedom*, sur les écrans espagnols, l'œuvre du cinéaste catalan, âgé de soixante-dix ans, était présentée pour la première fois en France. La salle de l'ABC, qui compte trois cents places, n'a pu accueillir tous les militants de la CNT et les compagnons de route curieux de comparer cette production de deux heures avec, notamment, *Land and Freedom* de l'Anglais Kean Leach.

« Après quarante ans de silence et vingt ans de consensus, l'Espagne est encore très divisée », estime Vincente Aranda, venu en voisin de Barcelone. Agé de neuf ans au moment du soulèvement provoqué par le général Franco,

le 18 juillet 1936, Vincente Aranda nourrissait son projet depuis seize ans, mais, comme il le dit, « l'Espagne consensuelle ne voulait pas parler de cette époque ». Aujourd'hui, avec la baisse d'influence de l'Eglise et de l'armée, derrière la *movida* culturelle et sous les efforts conjugués de la démocratie et de l'ouverture européenne, l'Espagne a décidé de visiter son passé.

La jeunesse était présente, dimanche, à Toulouse, aux côtés des survivants de l'époque héroïque. « C'est une émotion énorme de pouvoir rencontrer et discuter avec nos grands-parents porteurs de l'idéal anarchiste », confie Hector Chera, membre de la CNT de Madrid. Rafael Henares, de Barcelone, renchérit : « Après la disgrâce et l'annexion durant soixante ans, il est temps de rendre leur dignité aux vaincus ».

Pour la première fois à Toulouse, les débats au sein de la CNT française et espagnole ont été suivis par les caméras de la télévision espagnole. Les « rouges et noirs » redevenaient-ils à la mode ? Ils s'y refusent, en tout cas, selon Florent Samitier, secrétaire régional de l'extérieur à la CNT, qui souligne : « Notre organisation syndicale n'a jamais vou-

lu s'aligner sur le consensus mou pour transformer la société. Ce n'est pas aujourd'hui qu'elle va changer ! »

Il est sûr, cependant, que le film de Kean Leach a cassé les schémas d'une histoire semi-officielle, même si les anarcho-syndicalistes récusent, bien sûr, la part belle faite aux trotskistes du POUUM (Parti ouvrier d'unité marxiste) dans *Land and Freedom*. Vincente Aranda, lui, rend davantage hommage à l'anarchisme, cette idéologie « impossible » pour laquelle il a un profond respect.

Ni mode ni résurrection, l'anarchisme espagnol jouit peut-être, simplement, d'une révision de l'histoire au bénéfice des aîeux. Considérés il y a soixante ans comme des « illuminés » qui prétendaient se libérer en même temps qu'ils libéraient autrui, ces octogénaires sont célébrés aujourd'hui parce qu'ils ont vécu des événements héroïques. Il faut dire qu'à l'heure où se multiplient les affaires politico-financières les « rouges et noirs » ont le sentiment que leur dénonciation des abus du pouvoir - de tout pouvoir - démontre chaque jour sa pertinence.

Franck Demay

Lire pages 8 et 9

Lire pages 5 et 12

La consommation des abats de mouton jugée à son tour dangereuse

DANS UN DOCUMENT « confidentiel » dont nous révélons le contenu, les experts scientifiques de la Commission européenne spécialistes de la maladie de la « vache folle » mettent en garde, pour la première fois, contre la consommation, jugée dangereuse, des abats de mouton et de chèvre dans tous les pays de l'Union. Selon eux, ces mesures préventives sont indispensables compte tenu des nouvelles données scientifiques sur l'épizootie. Daté du 17 juillet, ce document a été annexé au rapport du conseil scientifique vétérinaire, qui, pour des raisons plus politiques que scientifiques, a décidé de ne pas suivre ces experts dans leurs recommandations. Ces dernières seront toutefois proposées par Franz Fischler, commissaire européen à l'agriculture, aux ministres de l'agriculture des Quinze réunis les 22 et 23 juillet à Bruxelles.

Deux projets de loi concurrents sur la lutte contre l'exclusion

M. Juppé arbitrera entre M. Barrot et M. Emmanuelli

ÉVÉNEMENT RARE dans la pratique gouvernementale de la V^e République, deux projets de loi concurrents - dont *Le Monde* révèle le contenu - ont été soumis au premier ministre, sur la lutte contre l'exclusion, par Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. Les deux textes se démarquent nettement sur la conception même du combat à mener et sur son financement. Ils adoptent cependant des positions communes ou voisines, notamment sur l'accès des plus démunis aux droits fondamentaux, sur l'insertion professionnelle des jeunes défavorisés ou le logement social.

Pour M. Barrot, le traitement de la pauvreté en France doit être « spécifique ». Pour M. Emmanuelli, qui cite le chiffre de 12 millions de personnes en situation de précarité, la lutte contre l'exclusion doit être placée « au cœur de la politique du gouvernement ».

M. Barrot propose de réaliser des « économies substantielles » en diminuant trois prestations sociales - sans toucher au revenu minimum

d'insertion - pour subventionner une action élargie en faveur des plus démunis. Le ministre prend le risque d'une réaction de protestation qui pourrait déborder celle des associations de solidarité. M. Emmanuelli, hormis une utilisation inédite du « 1 % EDF-GDF », ne suggère pas d'autres moyens budgétaires importants, semblant s'en remettre à la loi de finances 1997. Jusqu'en 1^{er} juin 1996, 1 % des factures de l'EDF-GDF étaient prélevées pour indemniser les anciens actionnaires des sociétés d'électricité et de gaz.

Face à une synthèse improbable, Matignon doit trancher cet été, si le gouvernement entend toujours présenter un texte définitif au Parlement à l'automne. L'élaboration de cette loi, très attendue par le monde associatif, est déjà en retard d'une session parlementaire. Le choix du premier ministre permettra de mesurer la volonté politique exprimée par le chef de l'Etat de « réduire la fracture sociale » et d'élaborer « une grande loi de cohésion sociale ».

L'enquête sur le Boeing de la TWA

L'hypothèse d'un acte terroriste est privilégiée par le FBI. La lenteur des opérations de recherche indignent les familles des victimes.

Attentats en Espagne

L'ETA intensifie sa campagne d'attentats. Des hôtels et un aéroport ont été touchés.

La capitale des « barbus » d'Israël



Les ultra-orthodoxes règnent en maîtres sur Bnei Brak, aux portes de Tel-Aviv l'impie.

Mercenaires de la City

Les courtiers de la City deviennent des mercenaires aux salaires de plus en plus élevés.

L'argent de Moulinex

Les anciens dirigeants de Moulinex ont réalisé des plus-values considérables lors de la reprise de l'entreprise par les salariés.

International	2	Finances/marchés	18
France	6	Aujourd'hui	19
Carnet	7	Abonnements	20
Société	8	Météorologie	21
Horizons	18	Mots croisés	28
Les Jeux d'Atlanta	13	Culture	21
Entreprises	17	Radio-Télévision	25

Lire page 19

Allemagne, 3 DM; Autriche, 10 S; Belgique, 40 FB; Canada, 25 \$ CAN; Danemark, 16 D; Espagne, 166 Ptas; France, 100 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 100 Ir£; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Pays-Bas, 10 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Sfr; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2 \$.

M 0147 - 0723 - 7 00 F



L'été inquiet de Jacques Chirac

LA GUYANE ATTENDRA. Ce « département français d'Amérique », déjà visité par Alain Juppé en avril, avait été retenu à titre d'hypothèse par l'Elysée pour un nouveau déplacement du président de la République « sur le terrain » - modèle Deux-Sèvres, Doubs, Réunion, Somme et Finistère - à la fin de juillet. Tout bien considéré, l'Amazonie, chère au cœur de Jacques Chirac depuis un fameux Noël à Maripasoula lors de son premier séjour à l'hôtel Matignon, en 1975, recevra bien sa visite avant la fin de l'année, assure-t-on au Palais, mais pas tout de suite.

Cette décision est révélatrice de l'inquiétude du chef de l'Etat devant... l'inquiétude des Français. Aller visiter les tropiques, au moment où les raisons de protester s'amoncellent dans les villes et les régions touchées par la restructuration des industries de défense et par celle des armées, lui a paru peu opportun. Accaparé par les questions internationales ou par celles qui concernent l'avenir du pays plutôt que la réalité quotidienne de ses habitants, M. Chirac s'est peut-être souvenu des sarcasmes de Michel Rocardowski qui, au début du premier septennat de François Mitterrand, avait qualifié ce dernier de « madame des aéroports » et lui

avait reproché de se montrer plus soucieux de rencontrer les grands de ce monde que de résoudre les problèmes des Français.

L'entretien télévisé du président de la République, le 14 juillet, lui a permis d'affirmer sa volonté d'être présent sur tous les terrains et de prolonger le dialogue qu'il avait établi avec les Français pendant sa campagne électorale. M. Chirac a reconnu, ce jour-là, que les motifs d'inquiétude ne manquent pas, notamment ceux qui comportent les crises de santé publique que sont l'affaire de la « vache folle » et celle

de l'amiante. Alain Juppé, qui a bien perçu dans le propos présidentiel la critique, en creux, d'une carence du gouvernement et de la responsabilité qui lui incombe dans la morosité ambiante, a marqué, dès le lendemain, une sorte de distance avec M. Chirac. Aux yeux du chef du gouvernement, le pessimisme des Français est « très excessif ». Pour un peu, il aurait reproché au chef de l'Etat de l'alignement...

Fidèle à ses repères, M. Chirac est attentif aux réactions de deux milieux qu'il connaît bien, les agri-

culteurs et les militaires. La mévente de la viande bovine, en raison de la « vache folle », lui fait craindre que le désespoir des producteurs n'éclate à l'automne, dans la période d'arrivée sur le marché des veaux destinés aux élevages de viande de boucherie. Les modes d'expression courants de la revendication sociale dans ce secteur - manifestations violentes, « attaques » de préfectures ou de sous-préfectures - pourraient créer alors un climat propice à d'autres éclats. La CGT a déjà annoncé pour octobre une « montée sur Paris » des personnels des arsenaux touchés par les suppressions d'emploi. Cherbourg, Lorient et Brest ont vu défilé, ces dernières semaines, des cortèges imposants.

Face à ces dangers, le dispositif gouvernemental n'offre pas toutes les garanties de pouvoir apporter les réponses qui permettront de calmer les mécontentements. M. Juppé a certes montré, dans la foulée de l'intervention présidentielle, sa détermination à se porter sur tous les fronts, à commencer par celui de la majorité, invitée à se ressaisir.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 11

« Le roi Christophe » à Avignon

APRÈS EURIPIDE, en 1993, c'est à Aimé Césaire que rend hommage Jacques Nichet, fondateur, en 1970, du Théâtre de l'Aquarium, directeur, depuis 1986, du Centre dramatique des Treize-Vents, à Montpellier. Il présente, dans la cour d'honneur, la grande pièce de Césaire, *La Tragédie du roi Christophe*, à la tête d'une troupe composée essentiellement d'acteurs noirs. Laurence Mayor, en créant une pièce d'un auteur contemporain, Jean-Pierre Milovanoff, *Angé des peupliers*, séduit par la délicatesse de sa mise en scène, en accord avec celle du texte. En revanche le chorégraphe belge Alain Platel ne convainc pas avec un travail sur l'exclusion. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a décliné l'invitation du *Monde*, de « la politique culturelle en crise », avec, notamment, Catherine Trautmann, Frédérique Bredin et Jean-Jacques Aillagon. Le ministre a annoncé son intention de déposer un projet de loi sur « le pluralisme dans les bibliothèques publiques ». Lire pages 21 et 22

PROCHE-ORIENT Israël et le Hezbollah libanais pro-iranien ont procédé, dimanche 21 juillet, à un important échange de prisonniers et de dépouilles mortelles, au terme

d'une médiation aussi discrète que réussie de l'Allemagne, et avec le concours du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). ● LE HEZBOLLAH a remis les corps de deux sol-

dats israéliens tués en 1986 au Liban et dix-sept miliciens de l'Armée du Liban sud (ALS), milice libanaise supplé-

mentaire de l'État juif. Quarante-cinq Libanais détenus par l'ALS ont été li-

bérés, et les corps de 123 combattants tués dans des attaques contre l'ALS et l'Armée israélienne, ont été remis en échange. ● L'ALLEMAGNE, que le premier ministre israélien, Be-

nyamin Nétanyahou, a remerciée pour ses efforts, entend mettre à profit ses bonnes relations avec l'Iran pour obtenir d'autres échanges.

Israël et le Hezbollah libanais échangent prisonniers et dépouilles mortelles

L'Allemagne, qui a mis à profit ses bonnes relations avec l'Iran, tuteur du « parti de Dieu », pour faire aboutir les négociations, veut favoriser d'autres opérations de ce genre

BEYROUTH
de notre correspondant
Après trois mois de tractations discrètes et une petite semaine d'attente dont l'issue faisait peu de doutes, un échange de corps et de prisonniers entre Israël et le Hezbollah chiite libanais, a eu lieu le dimanche 21 juillet. C'est un succès pour le parti islamiste qui détenait la clé de ce troc, et pour l'Allemagne qui en a été l'artisan.

Ce sont cent vingt-trois dépouilles - dont 78 ont été identifiées avec certitude comme étant celles de combattants du Hezbollah, selon le chef du service de sécurité intérieure d'Israël, Yaacov Peri - et quarante-cinq détenus de

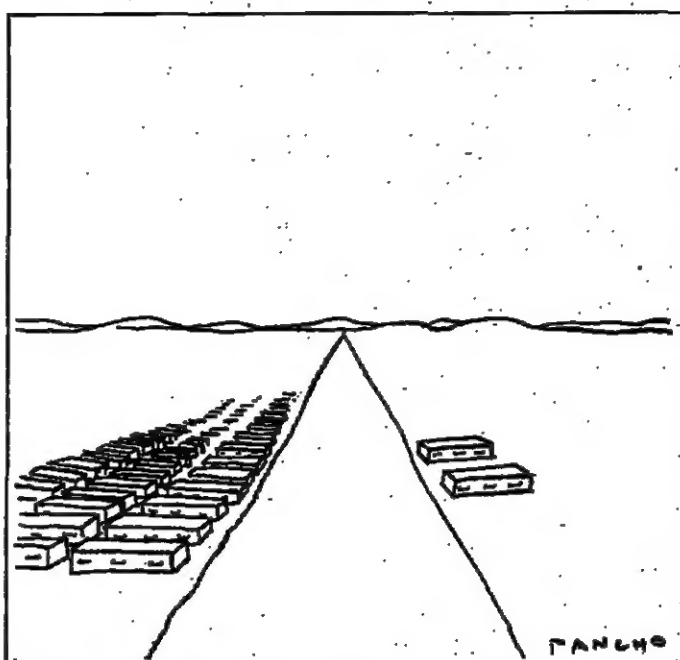
la prison de Khiam, contrôlée par l'Armée du Liban sud (ALS), milice libanaise auxiliaire d'Israël, qui ont été restitués par l'État juif. Le « parti de Dieu » a relâché dix-sept miliciens de l'ALS et remis à l'État juif les corps de deux soldats israéliens portés disparus au Liban en 1986.

BLOCAGE
Les ossements des deux israéliens, Rahamin Alsheikh et Yossef Fink, qui étaient le principal enjeu de l'échange, avaient été dûment authentifiés par des médecins légistes allemands, sur la base d'éléments génétiques, dentaires et autres, transmis par l'armée israé-

lienne. Ils ont été embarqués à l'aéroport de Beyrouth, sur un avion militaire de la Luftwaffe, après avoir été placés dans des containers métalliques. Ils sont arrivés à l'aéroport de Tel-Aviv après un détour par Chypre.

Les autres volets de l'échange se sont déroulés par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), sollicité par le gouvernement libanais, dans la localité de Kfaritboute, au Liban sud, à l'entrée de la « zone de sécurité » occupée par Israël. Ils ne concernaient que des Libanais. Les dépouilles des combattants ont été accueillies aux cris de « Mort à Israël », tandis que les dix-sept miliciens pro-israéliens de l'ALS libérés par le Hezbollah ont affirmé qu'ils ne souhaitent pas retourner dans la zone occupée par l'État juif. Conformément aux termes de l'accord, le CICR devait toutefois les conduire dans une première position de l'ALS, avant de leur donner le choix de se rendre dans la « zone » ou de regagner la capitale.

Bien qu'il s'agisse de la plus importante opération du genre entre Israël et une organisation libanaise, l'échange qui a eu lieu dimanche ne préjuge pas un changement d'attitude des deux protagonistes. Le blocage est tel depuis l'accession de Benjamin Nétanyahou au poste de premier



ministre de l'État juif que la légère description induite par cette opération ne devrait avoir que très peu d'incidence sur le processus de paix. Cette opération, comme la mise sur pied d'un « groupe de surveillance » du cessez-le-feu au Liban sud - dont la première réunion est prévue jeudi - « ne constitue pas un changement sérieux

dans les positions politiques », a commenté le vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam. Quant au gouvernement libanais, son rôle aura finalement consisté à participer à la mise en forme et à l'exécution d'accords ayant reçu l'aval de la Syrie. Des « fuites » concernant un retrait unilatéral d'Israël de la « zone de

sécurité » occupée au Liban sud ne sont pas prises au sérieux à Beyrouth. « Si l'on devait y avoir retenu, il s'agirait plutôt d'un redéploiement militaire de caractère technique qui risque, au contraire, de nous créer des complications », a déclaré le ministre libanais des affaires étrangères, Farès Boutéiz. M. Khaddam a affirmé de son côté qu'un tel retrait serait, naturellement, bien venu mais que rien ne l'annonçait.

CONSECRATION
Pour le Hezbollah, en revanche, la consécration est patente. C'est avec lui, mais avec l'aval de Téhéran et de Damas, que continuera la négociation annoncée par le médiateur allemand, Bernd Schmidbauer, concernant les dépouilles de trois autres soldats de l'État juif portés disparus au Liban, depuis l'invasion israélienne de 1967, et notamment le pilote Ron Arad, présumé vivant, mais que le Hezbollah affirme ne pas détenir. Le « parti de Dieu » pour sa part, réclame encore la libération de ses deux dirigeants Abdel Karim Obeid et Moustapha Dirani, enlevés par des commandos israéliens respectivement en 1989 et en 1994. Il reste d'autre part en Israël et dans la prison de Khiam plus de deux cents prisonniers libanais.

Lucien George

Les principaux précédents depuis 1974

L'échange auquel Israël et le Hezbollah ont procédé dimanche 21 juillet n'est pas le premier du genre au Proche-Orient. Les principaux ont été celui, en mars 1974, de deux israéliens détenus en Égypte contre soixante-cinq Palestiniens. Le 14 mars 1979, Israël a libéré soixante-seize Palestiniens, contre un soldat israélien détenu au Liban depuis 1978 par une organisation palestinienne. Le 24 novembre 1983, quelque 4 500 détenus palestiniens et arabes ont été relâchés en échange de la libération de six soldats israéliens capturés par l'OLP. Le 20 mai 1985, 1 150 prisonniers palestiniens, libanais et arabes étaient libérés en échange de trois soldats israéliens capturés au Liban. Le 13 septembre 1991, l'État juif a récupéré le corps d'un soldat disparu au Liban en 1983, Samir Assad, et autorisé le retour dans les territoires palestiniens d'un Palestinien expulsé, Ali Abdallah Abou Hilla. Le 21 octobre 1991 enfin, l'otage américain Jesse Turner était relâché au Liban contre la libération par Israël de quinze prisonniers libanais. - (AFP)

Le Liban se prépare à des élections législatives orchestrées par la Syrie

BEYROUTH
de notre correspondant
La Syrie, maître d'œuvre de plus en plus incontesté de la politique libanaise, a tranché : Damas a décidé que les élections législatives, dont l'opportunité était contestée par une partie au moins des Libanais, auraient lieu aux dates prévues - le premier tour est fixé au 18 août - et selon un découpage électoral taillé sur mesure.

Dans la montagne, on votera dans six petites circonscriptions (les *casas* ou districts), pour permettre au chef druze, Walid Joumblatt, ministre des personnes déplacées, et Michel Murr, ministre de l'intérieur - de demeurer les maîtres incontestés de leurs fiefs, alors que dans tout le reste du pays, le scrutin se déroulera sur la base des cinq *mohafazats* (grandes divisions administratives), afin de favoriser le brassage intercommunautaire. L'écrasante majorité du Parlement, qui était hostile à ces disparités, a fini par voter pour...

Damas peut aussi se féliciter des déchirements de l'opposition à

quelques semaines du premier tour. Chrétiens de facto, même si deux ou trois hommes politiques musulmans de la vieille garde s'y sont joints, l'opposition s'est en effet scindée en deux : les opposants que l'on pourrait appeler « de l'extérieur » - c'est-à-dire essentiellement ceux qui sont installés en France - appellent au boycottage du scrutin. Ces opposants ne forment pas un groupe uni, l'intratable Raymond Eddé, chef du parti Bloc national tenant à marquer sa différence avec l'ancien premier ministre exilé, Michel Aoun, l'ancien président Amine Gemayel et le chef du Parti national libéral, Dory Chamoun. Tous soutiennent néanmoins qu'il ne faut pas légitimer le futur Parlement, en participant à des élections sclérosées à leurs yeux.

Bien plus nombreux mais souffrant de l'absence de figure de proue, les opposants « de l'intérieur » se sont au contraire nettement prononcés pour la participation au scrutin. Ils font valoir que le boycottage des législatives de 1992 (13 % de votants à l'échelle

nationale, ce qui signifie bien moins de 10 % chez les chrétiens), a démontré qu'il était vain de laisser vacant le terrain politique que d'autres ont su occuper. De tous les Parlements de l'histoire du Liban, l'Assemblée élue en 1992 a en effet été celle qui a promulgué le plus grand nombre de lois, et non des moindres : de nombreux traités d'alliance ont été conclus avec la Syrie, un amendement a été apporté à la Constitution pour obtenir la réélection de M. Hraoui, la loi électorale a été modifiée.

La Syrie joue sur du velours dans cette affaire et n'a aucune raison de favoriser l'une ou l'autre des deux oppositions, d'autant que son ingérence dans le scrutin s'est faite en amont. Toute fraude électorale devient dès lors d'autant plus inutile que non seulement les États-Unis, mais aussi la France et le Vatican, traditionnellement proches des chrétiens du Liban, ont invité ces derniers à voter pour reprendre leur place dans la vie politique.

L. Ge.

Bonn met à profit ses contacts constants avec Téhéran

L'ANNONCE, il y a quelques jours, que l'Allemagne jouait les intermédiaires entre Israël et le Hezbollah libanais pour un échange de dépouilles et de prisonniers n'était surprenante qu'en apparence. Bonn, et singulièrement le secrétaire d'État à la chancellerie, Bernd Schmidbauer, coordonnateur des services secrets allemands, maintient depuis plusieurs années, et dans une plus ou moins grande discrétion, des contacts constants avec les dirigeants iraniens, notamment le ministre des renseignements, Ali Fallahian.

Téhéran, que M. Schmidbauer et le ministre israélien de la défense Itzhak Mordechai ont remercié, dimanche 21 juillet - en même temps qu'ils ont salué les efforts de la Syrie, du Hezbollah et de l'État libanais - pour sa coopération, avait au moins deux raisons de faire un favori à l'Allemagne. D'une part Bonn est, avec Paris, un avocat convaincu de la continuation du « dialogue critique » avec l'Iran - dialogue que les États-Unis et Israël refusent parce qu'ils sont déterminés à mettre le régime iranien en quarantaine. D'autre part, les liens entre Bonn et Téhéran se sont quelque peu dégradés au début de l'année, après que la justice allemande eut lancé un mandat d'arrêt contre M. Fallahian, accusé d'avoir commandité le meurtre, en 1992 à Berlin, d'opposants kurdes iraniens.

MÉTHODE
Aussi, après avoir fait un geste envers la France, en coopérant à l'instauration d'un cessez-le-feu entre le Hezbollah libanais et l'État juif au Liban sud, le 27 avril, les dirigeants allemands ont sans doute estimé qu'ils avaient tout intérêt à en faire un autre envers l'Allemagne, par ailleurs leur premier partenaire commercial. L'opération était en outre « tout bénéfice » pour leurs « amis » libanais du Hezbollah.

Ce n'est pas la première fois que l'intercession de Bonn, qui n'a jamais joué de rôle politique dans la région même si elle est un excellent partenaire écono-

mique de la quasi-totalité des pays du Proche-Orient, est évoquée dans une affaire d'échange. Mais c'est la première fois qu'elle aboutit.

En février 1995 déjà, le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) affirmait que des contacts étaient engagés depuis des années entre Israël et l'Allemagne pour obtenir la libération du pilote israélien Ron Arad, présumé vivant, dont l'avion fut abattu au Liban sud, le 16 octobre 1986. L'ancien premier ministre israélien, Itzhak Rabin, avait confirmé ces contacts, mais précisé qu'ils avaient tourné court. Niant avoir quelque chose à voir dans cette affaire - d'autant qu'Israël suspecte l'Iran de détenir Ron Arad dans la prison d'Evin -, Téhéran avait au contraire démenti ces informations. L'affaire avait même donné lieu à une histoire rocambolesque, le chef du département iranien de la radio d'État israélienne appelant en direct le directeur des services pénitentiaires iraniens à la prison d'Evin pour lui demander de parler à Ron Arad.

Lorsque, en octobre 1995 déjà, M. Fallahian avait été reçu à Bonn, entre autres par M. Schmidbauer, il y avait eu une levée de bouilliers américano-britannique, le ministre iranien ayant annoncé que les services de renseignements des deux pays travaillaient ensemble depuis deux ans. Ces contacts visaient à traiter des cas humanitaires, avait alors rétorqué M. Schmidbauer, qui avait indiqué que, dans les pays d'où venaient les critiques, « on avait également mené d'intenses négociations » avec les services secrets iraniens au cours des dernières années. Le porte-parole du gouvernement allemand avait affirmé que les contacts sur des cas humanitaires concernaient surtout des ressortissants de pays tiers.

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a remercié dimanche le chancelier Helmut Kohl, qu'il a invité à se rendre en Israël.

Mosma Naïm

Hervé de Charette commence à Damas une tournée-marathon au Proche-Orient

A LA DEMANDE du président Chirac, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, devait commencer, lundi 22 juillet, par la Syrie une tournée de deux jours qui le mènera ensuite au Liban, en Jordanie, à Gaza, en Israël et en Égypte. Le Quai d'Orsay a précisé que ce voyage avait quatre objectifs : « Procéder à une évaluation de la situation » après l'élection de Benjamin Nétanyahou au poste de premier ministre en Israël, exprimer les vœux de la France, « contribuer au dialogue nécessaire entre Israël et ses voisins arabes » et « conforter » le processus de paix tel qu'il a été conçu à la conférence de Madrid en octobre 1991.

M. de Charette, a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Jacques Rummelhardt, rappellera « les principes » qui ont sous-tendu le processus de paix, « notamment le droit à l'autodétermination, et l'échange de la terre contre la paix ». Il insistera sur la nécessité de « respecter strictement » les accords conclus entre Israël et les Palestiniens et l'importance de « la reprise, sans conditions préalables et sur les bases agréées » des négociations bilatérales. Il soulignera aussi que « les parties doivent s'abstenir de prendre des actions qui constitueraient des faits accomplis » - le statut de Jérusalem, en particulier, relevant de la négociation entre les

parties concernées. Lundi, la question demeurait de savoir si M. de Charette se rendrait à la Maison d'Orient, siège officiel de l'OLP à Jérusalem-Est, qui, selon l'expression d'un diplomate, a « une valeur quasi mythique pour les Palestiniens comme pour les Israéliens » - ces derniers n'entendant pas remettre en cause leur souveraineté sur Jérusalem « réunifiée ».

Avant le départ de M. de Charette, M. Chirac a eu une conversation téléphonique avec son homologue égyptien, Hosni Moubarak, à l'initiative de ce dernier. M. Arafat devait de son côté rencontrer, mardi, David Lévy, ministre israélien des affaires étrangères.

AVIS
CONCOURS D'ARCHITECTURE
[Complément à l'Avis public d'appel à candidatures publié dans le BOAMP du 20 juillet et dans le Moniteur des TP et du Bâtiment du 19 juillet]

Sous le patronage de la Direction de l'Architecture du Ministère de la Culture et avec la participation de l'ensemble des écoles d'architecture de France, UNION MINIERE a organisé un CONCOURS OUVERT AUX ETUDIANTS SUR LE THEME « LE ZINC DANS LA VILLE ». Dans le cadre d'un enseignement du projet, les candidats ont travaillé sur un programme de construction neuve initié par l'OPAC DU GRAND LYON. Cette opération d'environ 65 logements situés dans le 3ème arrondissement, implique le traitement d'un îlot dans son environnement urbain. Une Commission de présélection s'est réunie le 15 juillet et a désigné, pour la qualité de leurs projets, 4 étudiants lauréats. L'originalité de la démarche consiste à permettre à ces étudiants, de prolonger une étude théorique d'un projet par une mise en situation opérationnelle et professionnelle au sein d'un cabinet d'architecture. Afin de mettre en œuvre cet objectif essentiel, l'OPAC DU GRAND LYON a lancé le concours de maîtrise d'œuvre en direction de la profession sur la base d'un règlement de participation particulièrement innovant. Il souligne l'obligation de constitution d'équipes entre les architectes souhaitant concourir et les étudiants lauréats qui seront intégrés, dans le cadre de stages, aux cabinets d'architecture retenus. Le vendredi 26 juillet 1996, de 9h30 à 13 heures, une réunion de présentation des 4 projets lauréats se tiendra à l'OPAC DU GRAND LYON, 191, cours Lafayette - LYON 6ème. Elle permettra, entre autres, aux architectes intéressés de prendre les premiers contacts en vue de constituer les futures équipes. Nous attendons une large participation de la Profession, et demandons aux architectes de nous faire connaître leur participation à cette présentation, en adressant un fax à l'OPAC DU GRAND LYON - (16) 72 74 68 02.



هكذا نحن النحلي

L'Asean veut mettre en place des mécanismes de prévention des conflits régionaux

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est propose un « code de conduite » à la Chine

La réunion annuelle de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), samedi 20 et dimanche 21 juillet en Indonésie, a été l'occasion

pour ses sept membres d'exprimer leur préoccupation face à des tensions latentes dans la zone, au casar desquelles se trouve la Chine. Ces

inquiétudes seront à nouveau exprimées lors du Forum régional asiatique (FRA) à partir du mardi 23 juillet.

DIJAKARTA
de notre envoyé spécial
« Les tensions dans la région » (sud-est asiatique) sont liées à « des disputes de longue date qui, faute d'être gérées avec succès, pourraient dégénérer en conflits susceptibles de menacer la stabilité régionale et internationale ». Cet extrait du communiqué publié par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dimanche 21 juillet à Djakarta, à l'issue de sa 29^e conférence ministérielle annuelle et à l'avant-veille de trois jours d'entretiens avec les représentants des « Grands » de la planète, résume les préoccupations d'une organisation aux moyens limités.

Dans le concert asiatique, les sept Etats de l'Asean - Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam - ne font pas le poids. Certes, ces économies comptent parmi les plus dynamiques du monde. Elles ont, pourtant, du chemin à parcourir avant de s'imposer : le PNB de l'ensemble des pays du Sud-Est asiatique n'est équivalent qu'à celui de la France. Mieux vaut donc, avec réalisme, « mettre en place » des « mécanismes de prévention des conflits » et « bâtir la confiance », afin de circonscrire les appétits naissants ou à venir, de voisins beaucoup plus puissants, que l'Asean ne désigne pas, mais qui sont la Chine aujourd'hui et l'Inde

ou le Japon demain. Aux Chinois, qui tendent déjà leur nasse en mer de Chine du Sud au nom d'un droit historique contesté, l'Asean répond en proposant un « code de conduite régional qui mettra en place les fondations d'une stabilité à long terme dans le secteur ».

Ce code s'inspirera à la fois de la Convention internationale sur le droit de la mer de 1982 et de la « déclaration de Manille », un traité de l'Asean adopté dix ans plus tard et qui fait appel à la résolution pacifique des différends qui opposent, dans ces eaux, Pékin à au moins quatre membres de l'association : Brunei, la Malaisie, les Philippines et surtout le Vietnam. Ali Alatas, ministre des affaires étrangères indonésien, a ajouté dimanche que ce code devrait aussi se fonder sur le traité de paix et de coopération de l'Asean, signé à Bali en 1976, et que Pékin n'a jamais ratifié.

Le chef de la diplomatie indonésienne a aussi reconnu que Djakarta avait demandé à Pékin des « éclaircissements » sur une nouvelle revendication chinoise en mer de Chine du Sud émise voilà deux mois et qui avait aussitôt suscité des protestations des Philippines et du Vietnam. En d'autres termes, faute de mieux, l'Asean a replacé la balle dans le camp de Pékin avant la réunion, mardi 23, du FRA, le Forum régional de

l'Asean, auquel participera Qian Qichen, chef de la diplomatie chinoise. Le sujet devrait aussi être évoqué mercredi, lors d'une session à huis clos entre l'Asean et la Chine.

LE SOUCI NUCLEAIRE

Le souci de protéger la région explique plusieurs autres cheminement. L'association a réitéré sa volonté de ratifier, si possible avant la fin de l'année, et de faire accepter par les Grands, même au prix d'éventuels amendements, le traité faisant de l'Asie du Sud-Est « une zone libre d'armes nucléaires » signé à Bangkok en décembre 1995. Demandant à l'Inde de lever ses objections et à la Chine, sans la nommer, de renoncer à la poursuite de ses essais, elle a appelé à « l'application entière et réelle du traité de non-prolifération nucléaire ».

Dans le même esprit, elle a promu au rang de « partenaires de dialogue » l'Inde, la Chine et la Russie. La candidature du Pakistan au FRA est à l'étude. La volonté d'intégrer, avant l'an 2000, les trois « observateurs » du Sud-Est asiatique que sont le Cambodge, le Laos et la Birmanie a été réaffirmée. La junte de Rangoun a beau ne pas lui faciliter la tâche en excluant toute ouverture politique, l'Asean estime que la priorité demeure le regroupement de l'en-

semble de l'Asie du Sud-Est au sein d'une association dont la structure est jugée assez solide pour s'accommoder, le cas échéant, de poids morts. « Le véritable défi, résume un diplomate singapourien, s'inscrit dans le long terme ».

Ainsi s'explique également la « préoccupation » exprimée, samedi 20 juillet, par le président Suharto, lors de l'inauguration de la conférence ministérielle, devant « les efforts de certains pays développés » d'introduire, à l'occasion de la première conférence ministérielle de l'OMC à Singapour en décembre, « des questions étrangères au commerce » - une claire allusion aux « clauses sociales » avancées par les Etats-Unis et l'Europe occidentale.

Ainsi s'explique encore que l'Asean « se réjouisse » - ce qui n'a pas toujours été le cas - de voir de mieux en mieux acceptés « le concept et la logique » du projet malaisien d'EAEC (East Asia Economic Caucus), un forum des économies d'Asie de l'est destiné à regrouper toute la façade orientale du continent, et qui correspond donc, à quelques détails près, à la représentation asiatique lors du premier sommet entre l'Europe et l'Asie, en février à Bangkok.

Pour l'Asie du Sud-Est, la question est donc de tenter de ne pas devenir l'enjeu - politique, économique et militaire - des nations plus puissantes qui l'entourent. La voie est étroite. Elle n'en constitue pas moins la trame d'une stratégie défensive qui se dessine depuis la fin de la guerre froide et relève, effectivement, du défi.

Jean-Claude Pomonti

Trois cents civils tutsis massacrés dans un camp au Burundi

BUJUMBURA. La descente aux enfers continue au Burundi, où plus de 300 personnes, hommes, femmes et enfants, ont été massacrées, samedi 20 juillet, dans un camp à Bugendana, dans la province de Gitega, au centre du pays. Selon les informations diffusées par le cabinet du premier ministre, les victimes étaient des Tutsis installés dans ce camp de déplacés, attaqué à l'aube par la rébellion hutue. L'armée, à majorité tutsie, a accusé les Forces pour la défense de la démocratie, branche armée du Conseil national pour la défense de la démocratie, de l'ancien ministre Léonard Nyangoma, d'être responsable des tueries de Bugendana. Environ 5 000 jeunes Tutsis ont manifesté, dimanche, à Bujumbura pour condamner ce massacre. - (AFP)

L'Afrique devra quadrupler sa production agricole d'ici à 2050

ROME. L'Afrique devra accroître sa production agricole de 300 % d'ici à 2050 afin de satisfaire ses besoins alimentaires. Les pays d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes devront augmenter leur production de 69 % à 80 %, et les pays d'Amérique du Nord de 30 %, selon un rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), basée à Rome. En revanche, les besoins alimentaires des populations des pays européens seront en diminution, indique le rapport préparé pour le sommet mondial de l'alimentation, qui se tiendra à Rome du 13 au 17 novembre sur le thème « La nourriture pour tous ». - (AFP)

AFRIQUE

■ **NIGER :** la Cour suprême a « validé », dimanche 21 juillet, les résultats de l'élection présidentielle et affirmé la « victoire », au premier tour, le 7 et 8 juillet, du chef de la junte, le général Maïnassara. Au pouvoir depuis le coup d'Etat du 27 janvier, M. Maïnassara a recueilli 52,3 % des suffrages, selon la Commission nationale des élections. - (AFP)

■ **SAO TOME :** le président Miguel Trovoada serait réélu, selon les premiers résultats du second tour de l'élection à Sao Tomé et Principe, dimanche 21 juillet. M. Trovoada (centre droit), qui dirige l'ex-colonie portugaise depuis cinq ans, aurait recueilli 52 % des voix contre son adversaire Manuel Pinto Da Costa, ancien marxiste devenu socialiste. - (AFP, Reuters)

ASIE

■ **SRI LANKA :** un nouveau bilan des violents combats qui se poursuivent depuis le jeudi 18 juillet entre soldats du camp de Mullativu, au nord-est de l'île, et Tigres séparatistes, a été fourni par le LTTE (Mouvement de libération de l'île tamoul). Les rebelles assurent avoir tué 1 208 gouvernementaux et avoir perdu 128 hommes. Colombo, pour sa part, a fait état, samedi, de la mort de 179 de ses soldats et de plus de 400 rebelles. Mais des officiels admettaient, dimanche, que le bilan pourrait être bien plus lourd. - (AFP, Reuters)

■ **BANGLADESH :** près de 2 millions de personnes sont affectées par des inondations dues à la mousson, a indiqué, samedi 20 juillet, le ministre chargé des secours. « La situation au nord-est, nord-ouest et nord du pays est stable. Mais le Centre et le Sud vont bientôt être frappés », a ajouté un responsable du ministère. - (AFP)

Douze passagers d'un autobus ont été assassinés en Algérie par un groupe armé

ALGER. L'assassinat d'un autobus algérien, samedi 20 juillet, dans un climat politique morose, une série de rencontres avec les dirigeants des principaux partis de l'opposition, de sanglantes actions attribuées aux « terroristes » islamistes ravivaient les inquiétudes de la population. La censure imposée par les autorités sur tout ce qui relève de la sécurité ne parvient pas à dissimuler l'ampleur de violences qui semblent frapper principalement l'Algérie. Les attentats marquent pourtant un crescendo dans l'horreur puisqu'ils prennent pour objectifs des lieux publics très fréquentés, comme les cafés, ou pour cibles des groupes de personnes.

Douze passagers d'un autobus transportant des employés d'une entreprise publique, la Société des véhicules industriels (SNVI), ont ainsi été assassinés, dimanche 21 juillet, à Keddara, à 50 kilomètres au sud-est d'Alger. Selon l'AFP, qui cite des sources informées, l'autobus aurait été intercepté par un faux barrage dressé par un groupe armé islamiste. Les victimes ont été minutieusement choisies parmi les passagers et fusillées ; certaines ont ensuite été décapitées. Avant de repartir, le

L'Algérien au centre de la violence



groupe a mitraillé l'autobus, blessant plusieurs de ses occupants. Le même jour, un attentat à la bombe a fait cinq morts et une trentaine de blessés dans un café de Koléa, à 30 kilomètres à l'ouest de la capitale. Le quotidien privé *El Watan* avait fait état d'un attentat similaire perpétré, le 17 juillet, dans un café du centre de Blida. Une dizaine de consommateurs avaient été tués, et plusieurs morts avaient été dénombrés à la suite

de l'explosion, presque simultanée, d'un fourgon piégé à l'entrée de la ville. Selon le quotidien saoudien *El Hayat*, édité à Londres, une quarantaine de personnes, dont vingt islamistes armés, auraient également été tuées, au cours de la semaine écoulée. Seize gardes communaux ont été assassinés dans des embuscades à Cap Djinet et à Ouled Fayet, à l'est et au sud-ouest d'Alger, et à Climar de France, un quartier de la capitale. Le journal a précisé que des islamistes avaient trouvé la mort suite à l'assaut mené par les forces de sécurité contre leur refuge à Bougara (ex-Rovigo). Ces informations sont recoupées par la dernière livraison d'Ar Ribat, l'un des bulletins clandestins de l'ex-FIS, distribué en Europe.

Le massacre de Keddara rappelle celui perpétré en mois de mars contre des employés d'une entreprise publique de textiles de Draa Ben Khedda, non loin de Tizi Ouzou, en Kabylie. L'autobus avait été, lui aussi, intercepté à un faux barrage. Six de ses occupants, originaires d'un même village, avaient été choisis par le groupe armé et fusillés sur place, puis leurs corps avaient été brûlés dans le véhicule.

Vives protestations à l'ONU après la condamnation du député tunisien Khémaïs Chamhari

LE PRÉSIDENT du groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire, Louis Joinet, a été alerté par plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) - dont la Commission internationale des juristes, l'Organisation mondiale contre la torture, le Service international des droits de l'homme et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) - sur le cas du député tunisien Khémaïs Chamhari, condamné à cinq ans d'emprisonnement ferme (le Monde du 19 juillet), nous indique notre correspondante à Genève, Isabelle Vichnac. Les signataires de l'appel demandent que ce cas soit traité selon la procédure d'urgence.

Selon ces ONG, « les poursuites engagées contre Khémaïs Chamhari, son placement en détention et sa condamnation ont uniquement pour but de sanctionner l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et

d'expression garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par l'article 19 du pacte international sur les droits civils et politiques, auquel la Tunisie est partie ». Ces organisations rappellent, en outre, que l'état de santé de M. Chamhari est alarmant : hypertension, troubles cardiaques, ulcère hémorragique et hernie discale. Elles déplorent « le caractère tout à fait insuffisant des soins médicaux » qu'il reçoit. Jugant sa condamnation arbitraire, ces ONG demandent la libération immédiate de M. Chamhari.

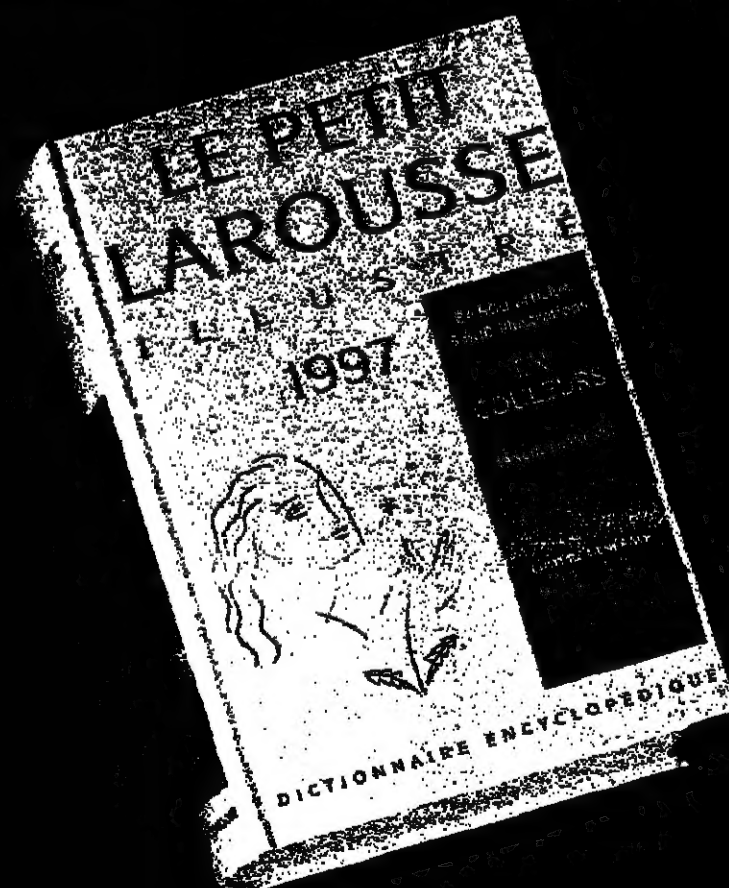
« PRESSION »

Ancien vice-président de la FIDH, Khémaïs Chamhari est lauréat du prix des droits de l'homme de la Commission consultative française des droits de l'homme. Membre du bureau politique du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), principal parti de

l'opposition légale, il avait été arrêté, le 18 mai, et inculpé pour avoir diffusé à l'étranger « le secret de l'instruction » dans l'affaire du président du MDS, Mohamed Mouada, lui-même condamné à onze ans de prison, le 29 février, pour « intelligence avec un Etat étranger », la Libye. M. Chamhari a plaidé devant le tribunal criminel de Tunis que son procès « revêtait un aspect politique lié à son activité politique et à son rôle de défenseur des droits de l'homme ».

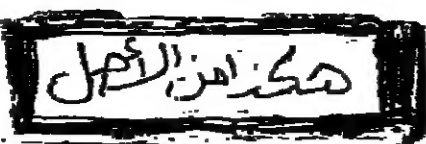
La condamnation, le 17 juillet, de Khémaïs Chamhari a soulevé une tempête de protestations internationales. La Fédération internationale des droits de l'homme a estimé qu'elle intervenait « alors que s'accroît manifestement la pression exercée par les autorités (...) à l'encontre de tous les Tunisiens susceptibles d'exprimer des opinions divergentes de la ligne officielle ».

On ne peut pas passer sa vie sans savoir.



CEP
COMMUNICATION

Larousse, un éditeur
du groupe C.E.P. Communication.



Le mouvement séparatiste basque intensifie sa campagne de terreur

L'ETA a fait exploser trois bombes en Catalogne, dont l'une a fait trente-cinq blessés près de Tarragone. Cette multiplication des attentats survient après l'annonce par le gouvernement espagnol de José Maria Aznar d'un renforcement des mesures antiterroristes

Après la trêve d'une semaine qu'il avait lui-même décrétée à la fin du mois de juin, et ses tentatives de perturber le Tour de France, le mouvement séparatiste basque ETA a intensifié sa campagne estivale de

terreur. Il a fait exploser, samedi 20 juillet, trois bombes en Catalogne. L'une des engins, déposée à l'aéroport de Reus, à proximité de Tarragone, a blessé trente-cinq personnes, dont quatre sérieusement. L'or-

ganisation indépendantiste a ainsi déplacé son action contre les zones touristiques de la côte andalouse vers les plages de la Catalogne. Depuis le 9 juillet, neuf engins explosifs avaient en effet provoqué des dé-

gâts matériels en différents lieux de la Costa del Sol (Andalousie), et notamment à Malaga, sans cependant faire de victimes. Samedi 20 juillet, la cible choisie fut la côte sud de la Catalogne. Avant cette série d'at-

tentats, le gouvernement espagnol, présidé par José Maria Aznar, avait annoncé que de nouvelles mesures de lutte contre le terrorisme seraient annoncées à la fin de la semaine.

MADRID

Un appel téléphonique au nom de l'ETA a fait savoir aux journaux Egin (basque) et Avui (catalan) que les charges devaient exploser, samedi 20 juillet, entre 19 h 30 et 23 heures. La police n'eut pas le temps nécessaire pour faire évacuer l'aéroport. La bombe placée dans une poubelle explosa à 19 h 40, blessant sérieusement une femme de ménage - dont les jours ne sont pas en danger - ainsi que trois ressortissants britanniques dont un enfant de dix ans. Une vingtaine de Britanniques au total, qui s'approprièrent à rentrer au Royaume-Uni, furent touchés par la déflagration ainsi que des voyageurs d'autres nationalités dont une majorité d'Espagnols. Deux autres engins, l'un dissimulé dans le hall d'un hôtel de Cambrils - heureusement évacué à temps - et l'autre dans une poubelle d'une rue de Salou ne firent pas de victimes. Dimanche, deux autres bombes furent démolies à temps, toujours dans la localité touristique de Salou.

Au total, treize bombes ont explosé en l'espace de onze jours sans parler de deux attaques au mortier contre des casernes de la Garde civile de Navarre et des tentatives infructueuses des terroristes pour perturber le bon déroulement du Tour de France lors de son passage à Pampelune et au Pays basque espagnol. L'ETA a repris,

comme pratiquement chaque année, sa campagne d'été, essentiellement dirigée contre des objectifs touristiques afin de créer un réflexe de peur et d'inciter les vacanciers à déserter les sites balnéaires. Cette fois, elle est plus intense. Ce sont des zones particulièrement fréquentées comme l'Alhambra de Grenade, qui sont directement visées par les poseurs de bombes.

« L'Etat espagnol a reconnu le droit à l'autodétermination ainsi que l'acceptation, du résultat, quel qu'il soit, d'un débat démocratique à réaliser entre les citoyens basques », a répondu la réponse fut apportée par le biais d'une réunion, à Ajuria Enea, des partis démocratiques basques regroupés au sein d'un pacte antiterroriste. Le 25 juin, ils propo-

saient une manifestation d'unité de la part des partis politiques ne s'étant pas produite. De surcroît, ce front commun ouvrait la possibilité de l'annonce d'un dialogue. L'ETA a dit non, en dépit d'un fort courant dans l'opinion publique basque et au sein d'organisations qui lui sont proches en faveur d'une prolongation de l'interruption de la violence. Le gouvernement fit également un geste, et procéda, au Pays basque, au rapprochement de 32 détenus sur les quelque 500 dispersés dans les prisons du pays tout en annonçant que le sort d'autres détenus était à l'étude.

Une semaine plus tard, les attentats ont donc repris. Celui de l'aéroport de Tarragone est le premier à faire des victimes mais le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, a, dès le 14 juillet, exprimé la crainte que l'ETA ne frappe un grand coup. Dimanche 21 juillet, lors d'une visite aux blessés de l'attentat, il a souligné avec insistance que « la politique antiterroriste ne sera pas modifiée ». La veille, José Maria Aznar, président du gouvernement, avait annoncé (avant les bombes de samedi) que de nouvelles mesures de lutte contre le terrorisme seraient décidées cette semaine. S'agit-il donc d'un nouveau durcissement après la période d'espérance suscitée par la trêve, qui avait été perçue comme une « ouverture » du front armé basque à l'égard du nouveau régime, bien

que ce dernier l'ait qualifié de « piège » ? Le Parti populaire - c'est indéniable - a depuis son arrivée au pouvoir modifié sa position intransigente concernant la question basque. José Maria Aznar était, avant son élection, particulièrement hostile à la politique de réinsertion et réclamait l'accomplissement intégral des peines prononcées.

Il fustigeait la politique antiterroriste du gouvernement socialiste accusé de « capituler » devant l'ETA et de vouloir, sans le dire, le dialogue. Le discours du gouvernement est aujourd'hui plus pondéré. Les critiques dirigées contre le Parti nationaliste basque (PNV), favorable à l'ouverture de pourparlers secrets avec l'ETA, se sont tues. Le parti de Javier Arzalluz a été considéré comme un excellent intermédiaire pour ces travaux d'approche. Ce qui auparavant suscitait de violentes polémiques.

RAIDISSEMENT APRÈS LA TRÊVE

La semaine dernière, le numéro deux du pouvoir, le vice-président Francisco Alvarez Cascos a repris son discours d'antan en repoussant avec force tout dialogue secret avant que l'ETA n'ait officiellement décidé de déposer les armes. Les socialistes aussi le disaient mais on s'est rendu compte, voici deux semaines, que le discours ne correspond pas toujours à la réalité et que le gouvernement de Felipe Gonzalez avait lancé des têtes de

points en direction de l'organisation séparatiste par l'intermédiaire notamment du prix Nobel de la paix norvégien, Adolfo Pérez Esquivel.

Pour le moment, la situation est plutôt celle du raidissement après les espoirs nés de la trêve. « L'ETA ne laisse aucun pontillon à l'espérance », a fait remarquer Francisco Alvarez Cascos. De plus, vendredi 19 juillet, le Tribunal suprême a décidé de citer à comparaître les vingt-cinq membres de la direction d'Henri Batasuna (HB) - le bras politique de l'ETA - pour délit de collaboration à bande armée. Il est reproché à ces dirigeants d'avoir diffusé avant la campagne électorale du 3 mars une cassette vidéo dans laquelle l'ETA faisait part de ses revendications.

Cette convocation du collectif de Henri Batasuna peut provoquer de nouvelles tensions au Pays basque car, jusqu'à présent, la justice avait plutôt fermé les yeux sur les relations, pourtant évidentes, entre les deux organisations. Cette fois, le juge Baltasar Garçon, qui a instruit ce dossier, a estimé que les bombes avaient été franchies car HB avait déjà légitimé, dans des communiqués, les assassinats en février dernier de l'avocat Fernando Mugica et de Francisco Tomas y Valhena, ancien président du Tribunal constitutionnel - deux meurtres qui avaient soulevé une immense indignation en Espagne.

Michel Bole-Richard

Un fonctionnaire de prison séquestré depuis 6 mois

Depuis le 17 janvier, un fonctionnaire de prison, José Antonio Ortega Lara, est séquestré par l'ETA afin d'obtenir du gouvernement qu'il reconsidère sa politique pénitentiaire. L'organisation séparatiste souhaite que tous les prisonniers appartenant à ce mouvement soient regroupés au Pays basque, et non plus dispersés à travers le pays comme c'est le cas actuellement.

Un premier pas a été fait puisque 32 d'entre eux ont été transférés, ce qui, aux yeux de l'ETA, est nettement insuffisant. José Antonio Ortega Lara, gardien de prison à Logroño (Rioja), est donc toujours entre les mains de ses ravisseurs en dépit de la multiplication des manifestations à travers l'Espagne tout entière en faveur de sa libération. A l'occasion de ses six mois de séquestration, des rassemblements de protestation se sont déroulés dans la plupart des grandes villes. - (Corresp.)

Cette nouvelle vague d'intimidation survient après la trêve d'une semaine observée par l'ETA du 23 au 30 juin, qui, contrairement aux espoirs du gouvernement, n'a pas été reconduite. Le mouvement armé avait réclamé au nouveau pouvoir « une réponse claire et publique sur ses intentions afin de régler le conflit au Pays basque », proposant

seraient aux responsables de la lutte armée d'ouvrir un dialogue sous trois conditions : que soit relâché le fonctionnaire de prison José Antonio Ortega Lara, séquestré depuis le 17 janvier, qu'il soit mis un terme à la violence, et que l'ETA reconnaisse la pluralité politique du peuple basque. Il y avait bien longtemps qu'une

Le nouveau premier ministre grec veut rompre avec le populisme d'Andréas Papandréou

ATHÈNES

Cette longue attente a été payée. C'est le long moment attendu à Athènes, la déclaration des Quinze sur le différend gréco-turc qui permet la mise en œuvre du programme Média d'aide aux pays méditerranéens (Le Monde du 17 juillet) est aussi la première manifestation de la nouvelle attitude politique qu'entend adopter Costas Simittis. Débarassé de l'ombre pesante d'Andréas Papandréou et fort de sa victoire au congrès du Pasok (Mouvement socialiste panhellénique), le premier ministre veut agir vite pour montrer que sa promesse de moderniser la Grèce et la vie politique grecque n'est pas un vain mot.

Depuis son élection, en janvier, à la tête du gouvernement par le groupe parlementaire du Pasok, contre la volonté des « papandréistes », il avait paru timoré, gêné par la présence obsédante d'un Papandréou agonisant dans une banlieue chic d'Athènes, paralysé par les querelles internes au parti, empêtré dans une contestation territoriale avec la Turquie. Aujourd'hui l'attentisme n'est plus de mise. Costas Simittis doit profiter d'un état de grâce qui lui attire les sympathies de l'extrême gauche non communiste comme de certaines franges

de la Nouvelle démocratie (conservatrice). Il veut proposer rapidement une stratégie avant les élections législatives de l'automne 1997.

« RÔLE DE GRÈCE »

En septembre, il prononcera son discours programme : des priorités clairement affirmées, un petit nombre de projets réalisables avant le scrutin, qui rendront visible pour tout le monde la volonté de changement et qui annonceront les transformations de la législature suivante. Il y a du Mendès-France chez ce « Rôles grec » : des objectifs limités mais précis, un calendrier serré, et ensuite le peuple jugera. A ce propos, Athènes bruit de rumeurs sur des élections anticipées dès la rentrée, afin de profiter de l'élan donné par la victoire au congrès du Pasok, mais le premier ministre pense que la normalité de la vie politique passe aussi par le respect des échéances constitutionnelles.

Le gouvernement va agir dans quatre domaines. D'abord l'économie : l'objectif est d'appliquer la politique de convergence définie par le traité de Maastricht, en luttant contre une inflation qui dépasse les 8 %, en réduisant le déficit public, en s'attaquant à des taux d'intérêts réels les plus éle-

vés en Europe, qui découragent l'investissement, et en se préparant à utiliser dans les meilleures conditions les fonds promis par le paquet Dehòla II. Deuxièmement, la modernisation des institutions, la réforme d'une administration pléthorique, la redéfinition des objectifs des entreprises publiques, dont certaines seront privatisées. Ensuite, la défense et le développement des acquis sociaux, même si cet objectif paraît bien difficile à atteindre en période de rigueur budgétaire.

« Nous devons briser un triangle

infernal, confie une personnalité proche de Costas Simittis. Les écrivains de Maastricht, l'Etat-providence et le maintien de dépenses militaires relativement les plus fortes d'Europe sont incompatibles ». C'est pourquoi la quatrième priorité du gouvernement, une nouvelle approche des questions de politique extérieure, dont l'accord sur Média est le signe, est essentielle pour permettre, à long terme, une diminution du budget de la défense.

Ce n'est pas la seule raison qui pousse Costas Simittis à rompre

avec l'orientation populiste de son prédécesseur dans ses relations avec ses alliés de l'Union européenne ou de l'OTAN comme les grandes questions nationales. La Grèce devrait pouvoir jouer un rôle moteur dans les Balkans, en « exportant la stabilité » plutôt qu'en étant un facteur de trouble, et en mettant à profit sa propre expérience pour rapprocher les pays balkaniques de l'Europe occidentale.

FAIRE SAUTER LE VERRON TURC

Reste à faire sauter le verrou turc, les tensions avec la Turquie qui empoisonnent la diplomatie grecque, on l'a bien vu au début de l'année avec le conflit sur l'île rocheuse d'Imia dans la mer Egée. On a suivi à Athènes l'arrivée d'un islamiste à la tête du gouvernement d'Ankara avec un mélange d'inquiétude et de satisfaction malicieuse à l'adresse des partenaires européens, sur le thème : on vous avez bien dit qu'il ne faut pas faire confiance à la Turquie, qu'il ne faut pas prendre pour preuve d'occidentalisme les tailleurs Chanel de M^{me} Ciller...

Dans les milieux proches du premier ministre grec, le discours est un peu plus élaboré. La crainte porte moins sur l'arrivée au pouvoir des islamistes eux-mêmes que sur la fragilité de la

coalition entre Necmettin Erbakan, le chef du parti islamique Refah, et Tansu Ciller, et sur les risques de surenchères nationalistes. Le Refah n'étant pas une formation homogène, la politique la plus intelligente ne consisterait-elle pas, dit-on, à aider son allié pragmatique, dans laquelle on incite M. Erbakan, afin qu'elle n'ait besoin ni des fondamentalistes ni d'une coalition avec M^{me} Ciller pour gouverner ? Or comment l'aider, l'empêcher de se déstabiliser de l'Occident, sinon « avec des écus » ? Autrement dit, le gouvernement grec n'est pas hostile à une aide européenne à la Turquie, à condition qu'elle soit liée à des engagements précis d'Ankara.

Il reste un peu plus d'un an à Costas Simittis pour faire des pas décisifs vers cette nouvelle politique. Après avoir reçu l'unction des députés, puis du Pasok, il lui manque encore la consécration du suffrage universel pour tourner lui-même la page de l'histoire grecque ; cette page clora définitivement la période de « l'après-Ciller » qu'incarnera, avec ses hauts et ses bas, Andréas Papandréou.

Daniel Vernet

Nouvelles querelles avec Ankara à propos de Chypre

Costas Simittis n'a pas apprécié la visite faite par le nouveau premier ministre turc, Necmettin Erbakan (Islamiste), à Chypre-nord, samedi 20 juillet, à l'occasion du 22^e anniversaire de l'intervention militaire turque, dans cette partie de l'île. Elle confirme, à ses yeux, « l'intransigence irréductible » d'Ankara. Il a aussi protesté contre « le pillage culturel » de l'île, « la violation permanente des droits de l'homme » par les forces d'occupation et qualifié d'« inacceptable la poursuite de cette situation ». Rappelons que, quelques jours après un coup d'Etat ultranationaliste chypriote grec, la Turquie était intervenue militairement à Chypre, le 20 juillet 1974. Elle occupe, depuis, le nord de l'île et y maintient une force estimée à 35 000 hommes. Une « République turque de Chypre du Nord » (RTCN) a été autoproclamée en 1983 dans cette partie de l'île. Elle n'est reconnue que par la Turquie. Pour sa part, M. Erbakan a déclaré qu'il n'y avait « aucune raison de s'inquiéter pour [sa] visite ». « C'est mon premier voyage à l'étranger, a-t-il ajouté, et c'était un devoir pour moi de venir ici (...) Chypre est une cause nationale pour la Turquie. Nous voulons la paix, la sécurité et le progrès pour les Chypriotes turcs ».

Bénéfice net du deuxième trimestre 1996 : + 18 %

Schlumberger

53 900 personnes

de 95 nationalités,

930 implantations

dans 100 pays

2 SECTEURS D'ACTIVITÉS :

■ Services pétroliers

■ Mesure et Systèmes

Le bénéfice net de Schlumberger s'élève à 197 millions de dollars, et son bénéfice net par action, à 0,80 dollar, en progressions respectives de 18 % et de 16 % par rapport au deuxième trimestre de 1995. Le chiffre d'affaires d'exploitation, en hausse de 15 % par rapport à la même période de l'année dernière, s'élève à 2,15 milliards de dollars. Pour l'ensemble du premier semestre 1996, le chiffre d'affaires est également en augmentation de 15 % par rapport à la période correspondante de l'année dernière, tandis que le bénéfice net est en hausse de 17 %.

SERVICES PÉTROLIERS : CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE DE 22 %

Le chiffre d'affaires des Services pétroliers a enregistré une hausse de 22 %, le nombre d'appareils de forage en activité augmentant de 7 %. Toutes les lignes de produits, y compris Geoco-Prakla, redevenue rentable, ont fortement contribué aux résultats du trimestre. Euan Baird, président-directeur général, a déclaré : « La poursuite de la forte croissance de toutes les lignes de produits de nos Services pétroliers reflète à la fois la confiance grandissante de nos clients envers leurs activités d'exploration et de production et les efforts que nous avons déployés sur un large éventail de technologies, gage d'une meilleure productivité ».

MESURE ET SYSTÈMES : FORTE PROGRESSION DE TRANSACTIONS ÉLECTRONIQUES

Le chiffre d'affaires de Mesure et Systèmes a augmenté de 2 % par rapport à la même période de l'année dernière, la forte progression de Transactions électroniques ayant été largement compensée par la baisse du chiffre d'affaires du secteur Comp-tage. Pour Euan Baird, le secteur Mesure et Systèmes a connu un trimestre médioré, résultant principalement des pressions que des mutations technologiques importantes ont exercées sur le marché et de la confusion provoquée par la déréglementation des activités des compagnies d'électricité et de gaz en Europe.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS

Deuxième trimestre	1996	1995
Chiffre d'affaires d'exploitation (en millions de dollars)	2 150 790	1 877 081
Bénéfice net (en millions de dollars)	196 718	166 854
Bénéfice net par action (en dollars)	0,80	0,69
Nombre moyen d'actions en circulation (en millions)	244 670	241 687

Les résultats trimestriels ou semestriels et les informations sur le groupe sont disponibles sur le site Internet : <http://www.slb.com> - Contact : Christophe Sirey, +33 (0)1 47 00 15 15

صكر امن الاصل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 23 JUILLET 1996 / 5

Les experts européens préconisent l'arrêt de la consommation des abats ovins et caprins

Les ministres de l'agriculture doivent prendre position sur cette question éminemment politique

Les experts de la « vache folle » de l'Union européenne viennent de préconiser l'arrêt, à des fins préventives, de la consommation des abats

d'ovins et de caprins. Ces tissus peuvent en effet être potentiellement vecteurs de l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine. Réunis à

Bruxelles, les 22 et 23 juillet, les ministres européens de l'agriculture devront se prononcer sur cette question économique autant que politique.

BRUXELLES

Une nouvelle et considérable épidémie vient d'être déclarée par les meilleurs vétérinaires européens, spécialistes des encéphalopathies spongiformes transmissibles. Ceux-ci, réunis au sein d'un groupe de conseil scientifique vétérinaire, viennent d'adopter, à l'unanimité, un texte formulant une série de recommandations très sévères vis-à-vis de la consommation des abats des petits ruminants (ovins et caprins). Ces recommandations ont été prises à la lumière des risques de transmission, par voie alimentaire, de l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle »). Ce texte a été annexé au compte rendu du comité scientifique vétérinaire qui s'est réuni en session plénière le 17 juillet à Bruxelles. Les recommandations de ces spécialistes vont être transmises par Franz Fischler, commissaire européen à l'agriculture, aux ministres de l'agriculture de l'Union européenne réunis les 22 et 23 juillet à Bruxelles.

Le « sous-groupe ESB » du comité scientifique vétérinaire a pris en compte l'ensemble des nouvelles données scientifiques en

la matière. L'un des acquis les plus importants concerne la facilité avec laquelle l'agent infectieux (et la maladie neurodégénérative mortelle qu'il provoque) peut se transmettre par voie alimentaire à d'autres espèces. On a ainsi démontré que l'administration orale d'un demi-gramme de cerveau de bovin infecté était suffisant pour contaminer un mouton (*Le Monde* du 5 juin). Au terme de plusieurs rencontres, les spécialistes de l'Union européenne ont estimé que cette réalité ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences pratiques en terme de santé publique animale et humaine.

CHATS SOUS SURVEILLANCE

Au terme d'un long travail d'estimation actualisée du risque, ces scientifiques formulent une série de recommandations concernant la consommation des abats d'ovins et de caprins. Ils rappellent qu'il n'existe pas dans les pays de l'Union européenne de système de surveillance de la maladie de la tremblante du mouton, une situation qui interdit de disposer de données fiables quant à la réalité épidémiologique vétérinaire. D'autre part la découverte, récente, des traces de farines de viande et d'os en provenance de

Grande-Bretagne n'est pas de nature à rassurer quant à l'état de santé des différents cheptels.

Les experts préconisent pour l'ensemble des pays de l'Union européenne l'arrêt de la consommation des abats (cerveau, globes oculaires et moelle épinière) des animaux (bovins, ovins et caprins) de plus d'un an ainsi que celle de la rate des ovins et caprins de plus de six mois. Une telle conclusion conduit à de profonds bouleversements en matière d'abattage et de commerce des viandes de moutons et de chèvres. Les carcasses de ces animaux ne sont en effet pas traitées de la même manière que celles des bovins (qui sont découpées de façon symétrique) et l'ablation des abats à risque infectieux imposerait de modifier les techniques actuellement mises en œuvre dans les abattoirs des pays de l'Union et la présentation commerciale de ces viandes.

Les experts du « sous-groupe ESB » estiment nécessaire de mettre en place une surveillance épidémiologique des chats et d'autres animaux (visons et ruminants non domestiques) susceptibles d'être atteints de maladies neurodégénératives à prions et déclarent que les « minimum standards » de fabrication des farines

de viande et d'os devraient être au plus vite respectés dans l'ensemble des pays de l'Union.

Quelles suites les ministres de l'agriculture des Quinze donneront-ils aux propositions de ces experts ? A Bruxelles on confie que si la position britannique évolue rapidement quant aux mesures préventives qu'il est nécessaire de prendre vis-à-vis de la consommation de mouton, l'analyse faite par l'Allemagne risque fort, en revanche, de freiner l'adoption de mesures uniques au sein de l'Union.

On confie également à Bruxelles qu'il n'est pas rare que certains de ces membres suivent les « recommandations » de leurs autorités administratives et politiques. Dans un document, daté du 17 juillet, ce comité souligne avoir « bien accueilli » ce rapport « scientifiquement fondé ». On lit toutefois que « certains Etats membres ont soulevé des points qui ne leur permettent d'adopter dès maintenant le rapport tel qu'il est présenté ». Les opposants font notamment valoir qu'il leur faut plus de temps pour en étudier le problème en profondeur. Ils soulignent également que les mesures sanitaires préventives doivent tenir compte du statut du cheptel bovin national vis-à-vis de l'ESB. « Il s'agit là d'un point capital d'un point de vue politique fait-on valoir à Bruxelles auprès de la Commission. Il est clair en effet que si on ne prend pas les mêmes mesures à l'échelon communautaire il n'y a plus de marché unique. Or les Allemands se moquent de cela quand ils ne s'en rendent pas compte. »

Jean-Yves Nau

Offensive russe en Tchétchénie

MOSCOU. Une centaine de blindés, regroupés dans la vallée de Chatof, au sud-ouest de la Tchétchénie, et appuyés par l'aviation et l'artillerie, n'avaient pas réussi, lundi 22 juillet, au troisième jour de leur offensive, à déloger la centaine de combattants indépendantistes qui sont basés dans cette région montagneuse, désertée par les civils. Les « Russes sont en train de tout raser, mais pour l'instant sans succès », a indiqué le porte-parole Movladi Oudougov. Lundi, les Russes ont affirmé que leur offensive est freinée par « le mauvais temps ». L'offensive russe, lancée dans tout le sud du pays le 9 juillet, en violation des accords signés avant la réélection de Boris Eltsine, a déjà fait une centaine de morts ou plusieurs centaines selon des sources tchétchènes. — (Corresp.)

Le roi Albert II critique le « regain » de nationalisme en Belgique

BRUXELLES. Le roi des Belges, Albert II, a appelé au maintien de l'unité de la Belgique dans une allocution télédiffusée, samedi 20 juillet, à la veille de la fête nationale du 21 juillet. « En défendant la cohésion du pays (...), nous nous inscrivons dans un projet d'avenir qui refuse le retour aux nationalismes érigés du passé », a déclaré Albert II, alors que la Belgique est confrontée à une croisade autonomiste des Flamands (57 % de la population). Le système fédéral belge « implique le rejet de toute forme de séparatisme, explicite ou larvé », a estimé le roi Albert II, qui intervenait pour la première fois dans ce débat. — (AFP)

EUROPE

■ TURQUIE : un détenu d'extrême gauche, qui poursuivait une grève de la faim, à la prison d'Umraniye à Istanbul, est mort, dimanche 21 juillet, ont annoncé ses avocats dans un communiqué. Deux cent dix prisonniers d'extrême gauche sont actuellement en grève de la faim dans différentes prisons de Turquie depuis deux mois. Ils réclament une amélioration générale de leurs conditions de détention ainsi que la fermeture de la prison de haute sécurité d'Esiköy. — (AFP)
■ Tansu Ciller a été réélue, dimanche 21 juillet, à la tête du Parti de la juste voie (DYP), membre de la coalition islamico-conservatrice au pouvoir. Vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, M^{me} Ciller a expliqué son alliance avec le Parti de la prospérité (Refah) au gouvernement, comme un effort de « réconciliation sociale ». — (AFP)
■ VATICAN : le nombre de prêtres catholiques est en forte augmentation dans le monde, mais il y a de moins en moins d'Occidentaux et de plus en plus d'Asiatiques et d'Africains. L'annuaire statistique 1994 de l'Eglise catholique, publié samedi 20 juillet, indique que les futurs prêtres étaient 105 075 en 1994, contre 72 991 en 1970. — (AFP)

AMÉRIQUES

■ ARGENTINE : le président Carlos Menem a nommé, dimanche 21 juillet, un nouveau ministre de la défense, Jorge Domínguez, en remplacement d'Oscar Camillón, qui avait présenté sa démission après que la justice eut demandé la levée de son immunité parlementaire dans le cadre d'une enquête sur une vente illégale d'armes à l'Equateur. — (AFP)
■ CANADA : au moins dix personnes ont perdu la vie à la suite d'une violente tempête qui s'est abattue dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 juillet sur l'est du Québec. — (AFP)

L'industrie de la génétique animale encaisse le choc de la chute des exportations de viande

LE SPERME de bovins britanniques va-t-il défier sur l'Europe continentale lorsque la Commission de Bruxelles aura pris la décision de principe de lever l'embargo sur ce produit, réservé à la viande, classé à côté des suifs et des gelatines, la mettra à exécution ? « Il est inutile de se préoccuper par avance, c'est une tempête dans un verre d'eau », répond Claude Allo, directeur de l'Union nationale des coopératives d'insémination artificielle, puisque, depuis plusieurs années, la Grande-Bretagne n'exporte plus de semence bovine. Ce pays était en pointe il y a dix ans, mais après plusieurs années de destruction du secteur de la génétique animale outre-Manche, les Anglais ont complètement disparu du marché. C'est même l'inverse : la Grande-Bretagne où n'existe aucun procédé d'identification des animaux, importe du sperme de bovins des Etats-Unis, des Pays-Bas et, de plus en plus, de France. C'est un de nos principaux clients.

Entièrement géré par des coopératives, le secteur de l'insémination en France a progressivement connu un développement spectaculaire depuis dix ans, d'autant le pion aux leaders traditionnels, les Etats-Unis

en tête. Ce pays, au demeurant, prend depuis deux mois prétexte de l'affaire de la « vache folle » pour chercher à fermer son territoire à toute importation de ce produit en provenance d'un quelconque membre de l'Europe des Quinze. Du coup, vu la suspicion générale qui s'attache à l'élevage européen, les efforts commerciaux faits par Sersia France (qui regroupe l'ensemble des exportateurs de semences) vers des pays comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud ou certains Etats d'Amérique latine, sont à reprendre presque à zéro.

REPÉTITION

Les exportations — sous forme de semence ou d'embryons congelés de huit jours conservés dans l'azote liquide — ne représentent pas en soi un chiffre d'affaire considérable (10 % environ de l'activité des centres de prélèvement), mais c'est davantage la réputation générale de la génétique et la crédibilité des efforts des chercheurs et des éleveurs qui risquent de pâtir, directement ou indirectement, de la crise actuelle. Les quelque 50 coopératives d'insémination représentent 3 300 emplois, investissent chaque

année environ 350 millions de francs, pratiquent 5 millions d'inséminations et sont surtout localisées dans l'Ouest et le Massif central.

Les reproducteurs (1 200 mâles dans l'ensemble du pays) et les mères les plus réputées sont répertoriés sur un registre international appelé Interbull qui classe deux fois par an les meilleurs taureaux et qui est mis à jour régulièrement. Pour une coopérative, posséder de tels animaux dont la « carrière » est suivie jour après jour est l'équivalent d'une appellation contrôlée pour les vins ou les fromages.

L'insémination est une pratique quasiment généralisée dans les troupeaux de vaches laitières où la sélection des races les plus performantes (Prim'Holstein ou Normande) exige une période de testages, de suivi génétique, de sept à dix ans avant qu'un taureau puisse bénéficier de tous les agréments qui forgeront sa réputation. Elle est utilisée de manière beaucoup plus limitée dans le secteur des vaches allaitantes tournées vers la production de viande (Blonde d'Aquitaine, Charolaise, races rustiques comme la Salers).

François Grosrichard

Greenpeace à la recherche de managers pour gérer des dons en forte augmentation

LA HAYE

de notre correspondant
1995 a été, en termes financiers, une année faste pour Greenpeace. L'organisation de défense de l'environnement a collecté 152,8 millions de dollars (environ 800 millions de francs) dans le monde entier, contre 137,3 millions l'année précédente. Ce montant est remarquable à double titre. D'une part, il marque une remontée de la courbe des dons enregistrés par Greenpeace. Depuis 1990, année record au cours de laquelle 4,8 millions de donateurs avaient versé 160 millions de dollars dans ses caisses, les fonds dont elle disposait n'avaient fait que décroître. La reprise est intervenue au cours d'une année fondamentale pour la multinationale de l'écologie : 1995, qui a vu la confrontation de Greenpeace et de la France sur les essais nucléaires, marque aussi l'arrivée aux commandes de Thilo Bode, manager et écologiste, qui veut professionnaliser

Greenpeace et remonter le niveau de ses finances.

D'autre part, l'augmentation des contributions s'est accompagnée d'une réduction de nombre de donateurs, de 3,1 millions en 1994 à 2,9 millions l'an dernier. Explication de Luisa Colastomone, porte-parole de Greenpeace international : « Nous avons mis un terme au démarchage, au porte-à-porte qui se pratiquait surtout aux Etats-Unis et en Australie. Nous nous sommes rendus compte qu'il est préférable de concentrer nos efforts sur les donateurs qui font des versements permanents. En moyenne, ces personnes nous soutiennent pendant sept à huit ans d'affilée, ce qui permet de faire des projets à long terme. »

La branche française de Greenpeace a collecté 8,2 millions de francs (contre 7,7 millions en 1994), auxquels se sont ajoutés 4,8 millions de subventions de Greenpeace International. Selon Pénélope Komitès, directrice de la branche française, 9 900 nouveaux donateurs se sont mani-

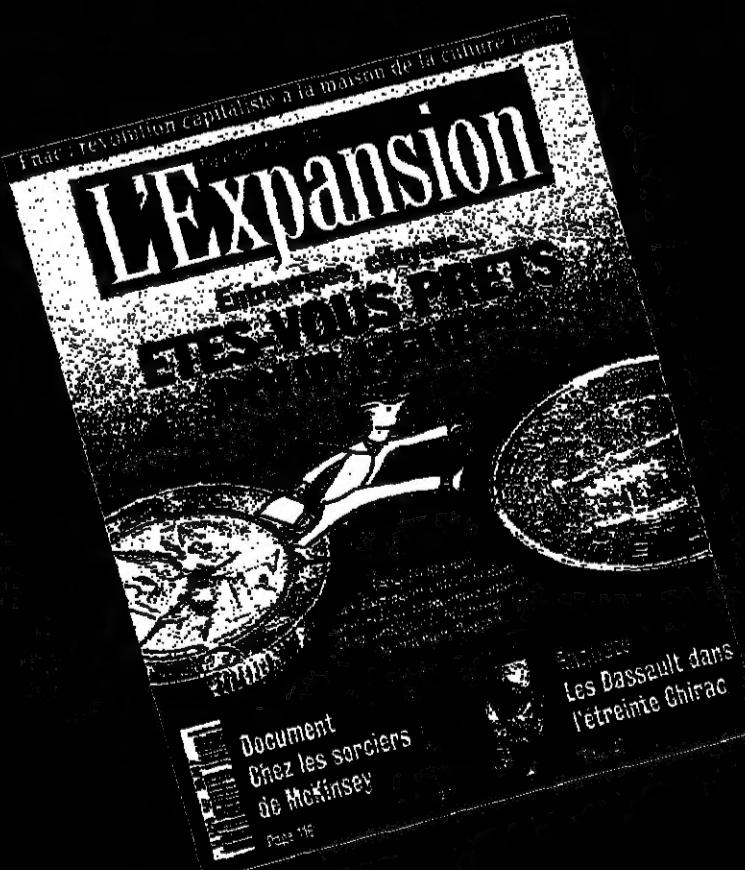
festés l'an dernier. L'un de ses objectifs est de fidéliser ces sympathisants de fraîche date.

Pour l'année en cours, l'organisation internationale a choisi quatre terrains principaux de combat : la défense de la biodiversité, le changement climatique, la lutte contre les produits toxiques et le nucléaire (la campagne contre les essais français a coûté 2,8 millions de dollars au 31 janvier 1995).

Mais Thilo Bode est toujours à la recherche de collaborateurs de haut niveau. L'an dernier, plusieurs d'entre eux ont quitté Greenpeace ou ont été congédiés. Officiellement, quatre d'entre eux, dont Ulrich Jürgens, directeur des campagnes, et Richard Titcher, responsable de la communication avec les médias, n'ont pas été remplacés, tandis que deux nouveaux postes de coordinateurs avec les bureaux nationaux n'ont pas encore été pourvus.

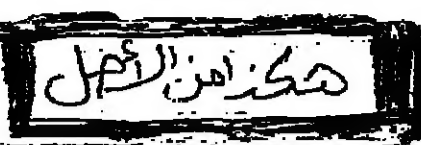
Alain Franco

On ne peut pas
passer sa vie sans savoir.



C.E.P.
COMMUNICATION

L'Expansion, un magazine
du groupe C.E.P. Communication.



FRANCE

LE MONDE / MARDI 23 JUILLET 1996

RÉGIONS En Alsace, les réactions au plan de Charles Millon ont été éclipsées par la tempête provoquée par les propositions de la Datar préconisant un gel des projets de TGV

Est et du canal Rhin-Rhône. ● EN LORRAINE, la restructuration des armées est au cœur des ressentiments de la majorité, que la remise en question du TGV Est vient aggraver.

Les Lorrains craignent un nouveau cataclysme dans une région déjà durement touchée et dont les effectifs militaires totalisent quarante-deux mille personnes. ● RHÔNE-ALPES, à

la différence d'autres régions, a été épargnée par les restructurations de l'armée, mais un autre chantier, douloureux, l'attend : celui du redéploiement de l'industrie de l'arme-

ment. ● LA SNCF testera, dès cet automne, sur la ligne Paris-Limoges tout comme sur la ligne Lyon-Turin, un train pendulaire italien, le Pendolino ETR 460.

L'Alsace et la Lorraine s'estiment mal traitées par le gouvernement

Le rapport de la Datar doutant de l'utilité du TGV Est et du canal Rhin-Rhône ranime l'animosité des élus alsaciens contre Paris. Entre Nancy et Metz, la restructuration des armées est au cœur des ressentiments de la majorité

STRASBOURG ET METZ

A gauche comme à droite, le monde politique alsacien grogne à chaque constitution du gouvernement. L'Alsace se confond alors dans l'idée qu'elle est mal comprise, mal aimée et, au bout du compte, ignorée par Paris et l'ensemble des « Français de l'intérieur ». Le désarroi est encore plus vif lorsque le gouvernement est composé des mêmes partis que ceux qui forment la « majorité alsacienne », c'est-à-dire le RPR et l'UDF. Edouard Balladur comptait parmi ses ministres le centriste Daniel Hoeffel, président du conseil général du Bas-Rhin, au poste de ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales. Alain Juppé n'a pas suivi cet exemple. La « blessure » régionale s'est ouverte.

La grande affaire que constitue la réalisation du TGV Est freinait les ardeurs de ceux qui voulaient prendre leurs distances avec le gouvernement. Dans un premier temps, la déclaration d'utilité publique, en mal, avait permis de dé-

tourner l'attention, le débat prenant la forme d'une confrontation entre la droite et le président du conseil régional, Adrien Zeller (UDF-FD). Ce dernier disait ne pas croire à un TGV d'un coût de 33 milliards de francs, vu l'état des finances publiques nationales. Après le rapport de la Datar remettant en question l'utilité du train à grande vitesse et du canal Rhin-Rhône (Le Monde du 17 juillet), Paris est de nouveau dénoncé comme adversaire des intérêts alsaciens.

Dans un entretien aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*, M. Hoeffel tenait des propos d'une dureté inhabituelle chez lui, déclarant que « la fin du TGV Est serait une aberration » et stigmatisant un « aménagement du territoire à deux vitesses », dont l'Alsace serait la première victime. M. Hoeffel s'indignait de voir les régions de l'Est cantonnées au rôle de « contributeurs », alors que, « dans le même temps, on voudrait les priver des outils et des infrastructures devant permettre de valoriser leur rôle au cœur de l'Europe ».

Les élus RPR ne sont pas en reste. Dans une « lettre ouverte » à Jacques Chirac, Joseph Ostermann, sénateur, et Bernard Schreiner, député du Bas-Rhin, expriment leur « stupeur » et leur « indignation ». Jean-Paul Meunier, président du groupe RPR du conseil régional, affirme qu'« une fois de plus on veut exclure l'Alsace de l'aménagement du territoire français ».

LE SOUVENIR D'UN TRAUMATISME

Paradoxalement, M. Zeller, surveillé de près par le RPR, ne s'est pas réellement insurgé contre le document de la Datar. Comme si la preuve était faite maintenant qu'il avait été, lui, le président du conseil régional estime que le rapport « pose les vraies questions sur les modalités de réalisation du TGV Est » et se réjouit de l'avis « très favorable » donné au TGV Rhin-Rhône, qui relierait le réseau sud-est à l'Allemagne. Il lui paraît « sain et utile d'accepter la discussion avec l'Etat s'il s'agit de rendre le projet plus acceptable, techniquement et financièrement,

pour les collectivités locales et pour le contribuable ».

La tempête déclenchée par les appréciations de la Datar sur les deux grands projets concernés a quelque peu éclipsé le débat sur la restructuration des armées. Il est vrai que l'Alsace est relativement épargnée sur ce dossier. Seule Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, appuyée par FO et la CFDT, s'indigne de la disparition de l'hôpital militaire de la capitale alsacienne.

En Lorraine, au contraire, la restructuration des armées est au cœur des ressentiments de la majorité, que la remise en question du TGV Est vient aggraver. Les Lorrains se souviennent qu'en trente ans, de 1965 à 1995, les effectifs dans les activités traditionnelles (fer, charbon, acier, textile) sont passés de 200 000 à 36 000 salariés. Le traumatisme n'est pas oublié, même si la reconversion est en marche, et il explique la peur d'un nouveau cataclysme dans une région dont les effectifs militaires totalisent 42 000 personnes (dont

20 000 militaires de carrière et 5 000 civils).

Le plan de restructuration, qui se traduit par la dissolution de cinq régiments et la fermeture de deux bases aériennes, n'épargne pas la région, mais il ne la saigne pas à blanc. Aussi les réactions des élus peuvent-elles apparaître presque euphoriques lorsqu'elles sont entendues à Paris, tant elle sont en décalage avec celles d'autres régions. Gérard Longuet, président (UDF-PR) du conseil régional, observe qu'« aucune ville de garnison ne perd sa présence militaire, même si les plus lourdes doivent participer à l'effort ».

Pourtant, la réforme est ressentie durement. André Rossinot, maire (UDF-Parti radical) de Nancy et député de Meurthe-et-Moselle, Jacques Baudot, sénateur (UDF-FD) et président du conseil général, et Gérard Léonard, député (RPR) de Meurthe-et-Moselle, affirment à l'unisson que leur département subit « d'importantes conséquences » de la réorganisation des armées. Ils demandent des mesures de compensation : « Le premier geste à faire est d'annoncer rapidement la réalisation prochaine du TGV, dont seuls les habitants de l'est de la France sont aujourd'hui privés... », affirment-ils.

« Il faut se battre toutes tendances politiques confondues. C'est notre dernière chance », affirme M. Baudot. Son homologue de Moselle, Philippe Leroy (RPR), estime qu'il serait « inadmissible de mettre en cause les intérêts fondamentaux de l'est de la France ». M. Longuet qualifie d'« inacceptable la destruction avec laquelle le dossier remis au ministre de l'aménagement du territoire préconisant un réexamen du TGV Est traite des grands projets financièrement rentables sur le long terme et destinés à arrimer la France à la construction européenne, à laquelle les électeurs du Grand Est se sont toujours montrés attachés ».

L'éventualité d'un nouveau report de cette infrastructure, qui ne cesse d'être remise en question depuis six ans, fait grincer les dents. Sollicitée pour participer au « bouclage » financier de l'équipement, la Lorraine avait apporté, en 1989, 1 milliard de francs pour accélérer sa réalisation et obtenir

Une mise en garde de Daniel Hoeffel

« Nous avons suffisamment de pouvoir de conviction pour arriver à convaincre tout gouvernement de la nécessité de ne pas faire une croix sur le TGV Est », met en garde Daniel Hoeffel (UDF), sénateur et président du conseil général du Bas-Rhin dans un entretien publié par *Le Parisien* du lundi 22 juillet, tout en déplorant le retard déjà pris pour ce chantier. L'ancien ministre de l'aménagement du territoire et aux collectivités locales estime que le train pendulaire ne serait qu'une « demi-solution ». « Je pense, ajoute Daniel Hoeffel, que le gouvernement aura à cœur de traiter le quart nord-est de notre pays d'une manière équitable ».

Déjà, après l'élection, en mai, d'Adrien Zeller (UDF-FD) à la présidence du conseil régional d'Alsace, grâce au soutien des écologistes, opposés au TGV, Daniel Hoeffel avait rappelé la nécessité de rester « fidèle » au projet de TGV Est.

une mise en service en... 1996. Aujourd'hui, une seule chose est sûre : le TGV ne roulera pas cette année. Le constat suscite une réelle amertume dans une région qui, elle non plus, n'a pas de ministre pour défendre ses intérêts.

Marcel Scotto et Jean-Louis This

La SNCF va tester un train pendulaire sur la ligne Paris-Toulouse

LIMOGES

Trente ans après le record de l'heure du Capitole, la ligne SNCF Paris-Toulouse va renouer avec les expérimentations ferroviaires. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, vient de faire savoir que cette ligne a été choisie pour effectuer les essais du futur prototype de TGV pendulaire, étudié par GEC Alsthom. L'ancien député du Lot en a fait la confidence à son voisin corrézien, le président du conseil général (RPR), Jean-Pierre Dupont.

Cette décision ouvre des perspectives aux trois régions traversées : le Centre, le Limousin et Midi-Pyrénées, - qui s'apprêtent à signer avec la SNCF une convention d'étude pour l'amélioration de la desserte. Elles se sont engagées, depuis plusieurs années, aux côtés des chambres de commerce et des milieux écono-

miques, dans une opération de lobbying tendant à imposer la réalisation d'un TGV à l'horizon 2002. L'Etat a fait la sourde oreille avant de proposer, en juin, la solution intermédiaire d'un pendulaire. La ligne, dont le parcours est sinueux dans la traversée du Massif Central, se prêterait à ce type de matériel qui permet de franchir plus vite les courbes dans de bonnes conditions de confort.

MATÉRIEL ITALIEN OU ESPAGNOL

Si l'on utilise des matériels existants - Pendolino italien ou Talgo espagnol - en améliorant le profil de la ligne, la SNCF fixe à l'an 2000 la date de réalisation possible. Ces trains, roulant à 250 km/h sur certaines portions du trajet, mettraient Châteauroux à 1 h 50 de Paris, Limoges à 2 h 30 et Brive à 3 h 10. Ce sont les objectifs fixés à la SNCF pour son étude de faisabilité.

Le projet de TGV pendulaire est plus intéressant. Son prototype ne verra pas le jour avant dix-huit mois et il faudra ensuite quarante à quarante-cinq mois pour parvenir à la mise en service commerciale. Dans le meilleur des cas, ce ne serait pas avant 2001. Avec des avantages notables selon la SNCF : les rames rouleront à 350 km/h sur les portions à grande vitesse avant de circuler à allure soutenue sur les voies classiques, ce qui mettrait Limoges à environ 2 heures de Paris, performance quasiment égale à celle d'un TGV roulant intégralement sur voie à grande vitesse et pour un coût très inférieur de reprofilage de la ligne classique, évalué à 2 milliards de francs. Pour parfaire ses connaissances en matière de matériel pendulaire, la SNCF testera, dès cet automne, sur la ligne Paris-Limoges tout comme sur la ligne Lyon-Turin, le train italien Pendolino ETR 460. (Inédit.)

Une association-écran de l'Etat est condamnée aux prud'hommes pour l'emploi de salariés en contrat emploi consolidé

LYON

Le conseil des prud'hommes de Lyon vient de prononcer un jugement favorable à deux salariés en contrat emploi consolidé (CEC) qui avaient reçu le soutien du syndicat CGT de l'administration du travail. Ces contrats à durée déterminée, qui imposent une durée de travail inférieure au temps plein, sont qualifiés en contrats à durée indéterminée (CDI).

Le jugement est exécutoire à titre provisoire. La juridiction du travail a considéré que les emplois occupés par M^{me} N. et F. sont permanents et durables par nature.

4 700 FRANCS PAR MOIS

Les contrats incriminés avaient été conclus avec la Ligue pour l'adaptation du handicap physique au travail (Ladap), une raison sociale dont le libellé un peu vieillot remonte à 1927. Les deux salariées

concernées sont en poste, respectivement depuis quatre et cinq ans, dans les locaux de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) du Rhône.

Elles travaillent avec les fonctionnaires affectés à la commission officielle de détermination des taux de handicap professionnel, en vue de l'attribution d'aides publiques. Rémunérées environ 4 700 francs par mois pour 130 heures de travail, elles ont été employées sur trois contrats de travail successifs (contrat emploi consolidé puis CEC).

La Ladap a interjeté appel de la décision du conseil des prud'hommes, estimant qu'elle ne doit pas supporter seule la charge de la requalification des contrats, car elle a « répondu à une demande de l'Etat visant à éviter que les deux salariées n'apparaissent dans les effectifs de la fonction publique ». Elle demandera que le litige soit porté devant le tribunal administratif afin de parvenir à une « clarification nationale ». En effet, selon le code du travail (article L 322-4-7), les CEC (comme les CES) ne peuvent être conclus par les services de l'Etat.

L'imbricolage juridique est complet : l'aboutissement de l'objection d'incompétence, déposée par la Ligue Ladap, au détriment du conseil des prud'hommes en faveur du tribunal administratif, signifierait que l'ensemble des CEC et CES employés dans les services de l'Etat relèvent bien de la fonction publique.

La Ladap emploie 1 400 salariés en France pour la gestion d'une cinquantaine de centres d'accueil,

avec des ressources provenant d'un prix de journée versé par la Sécurité sociale et de la facturation de services et de conseils aux entreprises. Son centre lyonnais accueille de 200 à 300 stagiaires par an.

PROTESTATION DE LA CGT

Selon Yves Rouspard, secrétaire de l'Union nationale CGT des affaires sociales, cette nouvelle décision de justice atteste que « l'administration s'est mise dans un vrai plan de titularisations. Il est hors de question que nous laissions licencier les salariés précaires, car ils seraient victimes deux fois ».

Selon des documents officiels examinés le 4 juillet lors d'un comité technique paritaire au ministère du travail, 323 personnes sont employées en CEC ou CEC dans les services déconcentrés de l'administration du travail.

Gérard Buftas

Rhône-Alpes redoute la restructuration de l'industrie d'armement

LYON

En Rhône-Alpes, la réorganisation des armées a presque rendu les élus heureux. En début d'année, quelques-uns craignaient le pire, comme à Bourg-Saint-Maurice (Savoie), qui vit, depuis 1953, au rythme des pas cadencés du 7^e bataillon de chasseurs alpins. C'est que les « diables bleus », comme on les surnomme - un millier d'hommes dont 800 appelés -, comptent dans cette commune de 6 000 habitants. En mai, Michel Barnier et Hervé Gaymard, ministres et élus de Savoie, avaient publié un communiqué pour tenter de rassurer la population. Le 7^e BCA n'a pas été dissous, et le camp de la Valbonne (Ain) a été préservé. En mars, Charles Millon, ministre de la défense, avait prévenu les élus de la région que les restructurations ne seraient pas envisagées « en fonction de l'aménagement du territoire mais de la stratégie de défense ». Le ministre n'a pas contredit M. Millon, qui a fait de l'aménagement du terri-

toire l'axe de son mandat de président du conseil régional Rhône-Alpes : c'est surtout l'agglomération lyonnaise qui est concernée par les dissolutions de régiments.

Le 99^e régiment d'infanterie, basé à Sathonay-camp, dans la banlieue nord de Lyon, sera certes rayé de la carte militaire en 1997. Mais environ 200 militaires de carrière, sur 270, seront réintégrés dans un futur centre d'information et d'orientation sur le service national. Trois autres établissements militaires de l'agglomération lyonnaise sont visés : un laboratoire de subsistance (30 personnes), un centre de matériel de mobilisation du service de santé (20 personnes) et le 5^e groupement d'hélicoptères de liaison (70 personnes), qui sera transféré à Gap (Haute-Alpes). Grenoble n'est touchée que par la disparition d'un établissement de 50 personnes.

Mais le redéploiement de l'industrie de l'armement risque d'être plus douloureux. La Loire et la Drôme ont déjà souffert des difficultés de GIAT Industries et de Sextant Avionique : depuis 1990, ces départements ont perdu 2 400 emplois dans ce secteur. Dans les prochains mois, 1 100 suppressions d'emplois sont envisagées dans les trois principaux sites de GIAT Industries : Saint-Etienne, Roanne et Saint-Chamond. Reçus le 10 juillet par M. Juppé, neuf des onze parlementaires de la Loire, tous de la majorité, n'ont pas été tout à fait convaincus par les compensations préparées par le gouvernement.

Bruno Causse

Institut Supérieur de Technologie et Management
Paris-La Défense

La grande école de l'innovation
Une double compétence intégrée
Diplôme Bac+4

Entrée en 1^{re} année à Bac+1 scientifique ou technique.
Entrée en 2^e année à Bac+2 scientifique ou technique.

CONCOURS EN SEPTEMBRE

Claude des inscriptions :
• Pour l'entrée en 1^{re} année le 16 septembre 1996.
• Pour l'entrée en 2^e année le 5 septembre 1996.

Tél. (1) 41 16 73 55

Institut Supérieur de Technologie et Management
Pôle Universitaire Lazard du Vieux
7216 Paris La Défense Cedex
Enseignement supérieur technologique
RECONNAISSANCE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour vous aider à réussir
Stages intensifs et préparations annuelles

- SCIENCES PO : entrée en 1^{re} et 2^e années.
- GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE - HEC A ESC et admissions parallèles : Bac+2 et Bac+3.
- Grands concours juridiques - EBF, CCP et ENM.
- DROIT SCIENTIFIQUE - soutien méthodologique universitaire.
- Concours d'entrée en MISTCE.

ISTH La confiance - La performance
Enseignement Supérieur Privé
DEPUIS 1954 Tél. 42 24 10 72+ Minitel 3615 ISTHES

L'effort de mise en codes des lois se heurte aux lenteurs du Parlement

Le premier ministre souhaite que ce travail soit achevé en 2000

Dans son rapport annuel, qu'elle vient de rendre public, la Commission supérieure de codification des lois et règlements, que préside officielle-

ment le premier ministre et, de fait, son vice-président, Guy Braibant, se réjouit de la volonté affichée par le gouvernement d'achever avant

2000 la codification de l'ensemble de la législation. Elle déplore, cependant, les retards dans l'adoption de certains codes déjà prêts.

L'ACCUMULATION et l'enchevêtrement des lois et des règlements est une source indéniable de difficultés pour les Français - censés ne pas « ignorer la loi » -, mais également pour le législateur et pour les praticiens du droit. Chacun l'a dit depuis un an. Le président de la République a appelé, dans son message au Parlement, le 19 mai 1995, à « une remise en ordre de la législation par un exercice général de codification et de simplification des textes ». Le séminaire gouvernemental du 14 septembre 1995 sur la réforme de l'Etat a décidé la codification « dans un délai de cinq ans » de

l'ensemble des textes législatifs et réglementaires. Après un an de discussions laborieuses, enfin, le Parlement a créé, par la loi du 14 juin, un office parlementaire d'évaluation de la législation.

Bref, la codification à le vent en poupe. La Commission supérieure de codification, créée en 1989 et dirigée par Guy Braibant, s'en réjouit dans son rapport annuel, qu'elle vient de rendre public. Conformément à l'objectif fixé par le gouvernement, elle souligne qu'elle a établi un programme ambitieux visant à codifier, d'ici à l'an 2000, l'ensemble du droit existant, avec l'élaboration de vingt-deux

codes nouveaux et la refonte de vingt autres. Cette relance n'empêche pas, cependant, la Commission supérieure de codification de déplorer les retards, « parfois importants », qui affectent la mise en place de certains de ces codes. Ces retards se produisent, selon elle, soit au niveau de l'élaboration des projets, soit au niveau de la procédure d'adoption par le Parlement.

COEXISTENCE PROBLÉMATIQUE

Ainsi, le code des marchés et des contrats d'intérêt général, mis en chantier par la commission de codification dès 1990, a été bousculé une première fois par l'adoption

de la loi de janvier 1993 sur la prévention de la corruption, et est à nouveau reporté, aujourd'hui, dans l'attente du projet de loi en préparation sur les marchés publics. De même, le code du patrimoine, préparé par le ministère de la culture et transmis à la commission au début de 1995, a été retiré de l'ordre du jour de cette dernière à la demande du ministère de la culture. Quant à la partie réglementaire du code de la consommation, elle a pris plusieurs mois de retard « en dépit de plusieurs rappels à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes du ministère des finances ».

Plus gênant encore, plusieurs codes sont prêts, mais le Parlement tarde à les adopter. C'est le cas du code rural, dont deux livres sont en instance devant l'Assemblée nationale depuis dix-huit mois et devant le Sénat depuis plus de six mois. Cette lenteur parlementaire, souligne la commission de codification, est « particulièrement regrettable, car il prolonge la période au cours de laquelle coexistent ancien et nouveau code rural, ce qui est génératif de confusions et d'incertitudes ».

De même, le code de commerce, attend toujours une nouvelle inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, après son rejet il y a deux ans par la commission des lois de l'Assemblée (Le Monde du 7 juin 1994). Enfin, la partie législative du code de l'environnement, très attendu, a été présentée en conseil des ministres le 22 février et est en attente, depuis, sur le bureau de l'Assemblée.

L'UEJF réclame la démission du préfet du Var

PLUSIEURS DIZAINES DE MEMBRES de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) qui manifestaient à Toulon contre l'association du maire Front national aux cérémonies commémoratives de la rafle du Vel'd'Hiv, organisées par le préfet, dimanche 21 juillet, se sont vu interdire l'accès au mémorial de la déportation. La préfecture explique cette décision par le fait que les manifestants arboraient « des pan-neaux ». Un d'entre eux portait à côté du nom du préfet, Jean-Charles Marchiani, la mention « stop à la collaboration avec le FN ». Le président de l'UEJF, Yaviv Abelsara, qui, après avoir proposé de se rendre seul et sans banderoles au mémorial, s'est également vu opposer un refus, réclame la démission du préfet.

En 1995, le préfet en fonction, Jean-Pierre Richer, avait également associé le maire de la ville, propriétaire du mémorial, aux commémorations mais s'était ensuite recueilli à la synagogue avec la communauté juive.

DÉPÊCHES
■ **SONDAGE** : MM. Chirac et Juppé ne redressent pas leurs cotes de popularité. Selon la dernière enquête réalisée par l'IFOP du 11 au 19 juillet auprès d'un échantillon représentatif de 1 858 personnes et publiée, dimanche 21 juillet, par Le Journal du Dimanche, le chef de l'Etat est stable, avec 35 % de satisfaits contre 53 % de mécontents (en hausse d'un point par rapport au mois de juin). Le premier ministre regagne un point, avec 30 % de satisfaits, mais l'opinion des Français à son égard reste lourdement négative puisque 59 % des personnes interrogées se disent mécontentes du chef du gouvernement.
■ **ARMÉE DE TERRE** : le général Philippe Mercier, actuellement major général des armées, devrait remplacer, comme chef d'état-major de l'armée de terre, le général Amédée Monchal qui occupe ces fonctions depuis avril 1991 et qui atteint la limite d'âge de son rang le 27 août. Le général Monchal sera reçu, mardi 23 juillet, à l'Elysée, par Jacques Chirac, auquel il fera ses adieux. La nomination du général Mercier interviendra au conseil des ministres du mercredi 24 juillet.
■ **BERCY-EXPO** : le Crédit lyonnais a confirmé l'installation d'une partie de son siège social dans le centre d'affaires de Bercy-Expo, dans le 12^e arrondissement de Paris. Mille deux cents personnes travailleront dans une partie de ce bâtiment de 14 700 mètres carrés qui, depuis son inauguration en 1993, avait des difficultés à trouver des occupants.

Une élection municipale partielle à Cérét, dans les Pyrénées-Orientales

CÉRÉT (Pyrénées-Orientales)
L. 5 717 ; V. 4 489 ; A. 21,48 % ; E. 4 283 ; Henri Sicre, PS, 2 230 (52,06 %), 22 élus ; Michel Sageloly, div. d. 2 053 (47,93 %), 7 élus.
Treize mois après avoir été écarté de la mairie de Cérét (Pyrénées-Orientales), le député PS Henri Sicre va retrouver le siège de maire qu'il a occupé de 1983 à 1995. Sa liste a obtenu 52,06 % des voix à l'élection municipale partielle qui s'est déroulée dimanche 21 juillet et bat la liste divers droite du maire sortant Michel Sageloly. Cette élection fait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat de l'élection de juin 1995, qui avait vu la victoire de la liste de M. Sageloly avec 22 voix d'avance sur celle de M. Sicre.

Un étrange « projet » d'école coranique à Orange

AUX COMMANDES de la municipalité d'Orange, le Front national agit le chiffon rouge de l'islam à travers un étrange projet d'école coranique. Etrange car nul - en dehors du maire - n'en a entendu parler. Il y a un mois, Jacques Bompard désignait le propriétaire d'une librairie musulmane d'Orange comme étant à l'origine du projet, mais, le 12 juillet, son directeur de la communication, André-Yves Beck, parlait du responsable du lieu de prière de la ville.

Malgré ce flou, le maire a obtenu de son conseil municipal le droit de préempter coup sur coup deux immeubles qui, selon lui, étaient convoités pour y installer l'école. Enfin, il invite, dans le dernier bulletin municipal, les Orangéens à faire connaître leur opinion en renvoyant un questionnaire où il faut dire si l'on

est « favorable à l'ouverture de l'école ; défavorable ou indifférent ».

« Seuls les bulletins entièrement remplis (nom, prénom...) seront validés », est-il précisé. Le texte qui introduit le questionnaire est instructif. « Une association islamiste tente actuellement d'acheter dans notre ville un local afin d'y ouvrir une école coranique », affirme-t-il, en ajoutant que « par deux fois, la municipalité a mis en échec les tentatives de ce groupement en préemptant les bâtiments que ces islamistes cherchaient à acquérir (...). Mais la mairie ne pourra pas racheter toute la ville ».

« FAIRE MAÎTRE LA PEUR »
« Scandaleuse » par cette démarche qui, souligne-t-elle, « vise de par ses allusions à faire naître artificiellement la peur », l'association « Alerte Orange rappelle que

« la République française garantit la liberté des cultes, la séparation de l'Etat et des diverses confessions religieuses organisées ».

Elle met en garde sur cette consultation qui « permet de cataloguer les Orangéens suivant leurs opinions puisque obligation leur est faite » de déclarer identité et adresse. Alerte Orange, qui a mené son enquête, affirme qu'il n'existe aucun projet d'ouverture d'école coranique.

Les différentes associations musulmanes et le propriétaire de la librairie, cité par le maire, démentent avoir une telle intention. Regroupés dans un collectif interconfessionnel, les représentants locaux des quatre religions (catholique, protestante, musulmane et juive) ont demandé à M. Bompard des éclaircissements.

Christiane Chombeau

Gérard Courtois

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

- M. Jules Buck et M^{me} Jean Juliet Buck, ont l'immense tristesse d'annoncer le décès de leur époux et mère.

Joyce BUCK,

survenu le 13 juillet 1996, à Santa Monica, en Californie.

- Le laboratoire de photobiologie du Muséum national d'histoire naturelle a le regret de faire part du décès, survenu le 4 juillet 1996, de

Pierre DENIEUL, maître de conférences au laboratoire de physique appliquée, ingénieur ESO 65, docteur ès sciences.

Pierre Denieul, par ses recherches et son enseignement, a largement contribué à la diffusion de l'optique physiologique française.

- M^{me} Anne Lamour, sa mère, M^{me} Martine Lamour, son épouse, Elise et Amélie, ses filles, M. et M^{me} Jean-Pierre Lamour, ses frère et belle-sœur, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Yvon LAMOUR,

survenu le 18 juillet 1996, dans sa quarante-neuvième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean-Marie LEON

architecte,

nous a quittés dans sa cinquantième année, le 17 juillet 1996.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Stéphanie Loik, Nathalie Stern, Daniel Emilfork, Monique Peron et Eda, Alain et Colette Peron, Et tous ses amis, ont l'immense douleur de faire part de la disparition de

Danièle PERON-EMILFORK,

épouse de théâtre, âgée de soixante et onze ans, survenue le vendredi 19 juillet 1996, à son domicile de Céret.

L'incinération aura lieu le mardi 23 juillet, à 15 h 30, au crématorium de Valenton.

Ni fleurs ni couronnes.

14, avenue Anatole-France, 94000 Créteil. (Le Monde daté 21-22 juillet.)

- Jeanne Pochialo, sa mère, Marie-Alice Gougnot-Pochialo, son épouse, Guillaume et Nicolas Pochialo, ses fils, Philippe Pochialo, son fils, Grégory et Stéphanie, ses petits-fils, Marie-France Druas et ses filles, La famille Gougnot, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Jacques POCHIALO, directeur de recherche émérite de l'Inserm, officier de l'ordre du Mérite.

survenu le 14 juillet 1996.

L'information a eu lieu le mercredi 17 juillet, au cimetière parisien de Bagneux.

Anniversaires de décès

- Il y a un an, le 22 juillet 1995, disparaissait :

Christine ELIOT.

Ses amis et collègues du Musée du Louvre se souviennent d'elle avec émotion.

- Pour le onzième anniversaire de la disparition de André JANNEY, sa mémoire est rappelée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

- Il y a vingt ans, mourait Paul MORAND.

« Partir ! écrivait-il, ce rêve des bons projectiles. »

Avis de messe

- Déjà dix-neuf ans, Jean SALUSSE nous quitte tragiquement, son lumineux souvenir et le plaisir à sa carrière folloisienne, sont au cœur de la promotion Vanban (ENA).

Jean SALUSSE, maître des conférences au Conseil d'Etat, directeur de la Collège des monuments historiques, président des Théâtres lyriques nationaux.

Que ceux qui l'ont connu et admiré tiennent une pensée affectueuse, et en union de prières y joignent son père.

Victor SALUSSE,

décédé en juillet 1990.

Une messe est célébrée à leur mémoire, dans leur paroisse, église Saint-Louis, à Hyères (Var), le 23 juillet 1996.

Ne mourant que ceux que l'on oublie :

Communications diverses

- Il reste quelques places vacantes en première et en deuxième année de classe Préparatoire économique et commerciale (option Economie).

Lycée J.-J. Rousseau,

95200 Sarcelles.

Pour tous renseignements : 39-33-26-04.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard

75242 Paris Cedex 05

Renseignements :

42-17-29-94

ou 29-94 ou 33-42

Télécopieur : 42-17-21-46

Tarif de la ligne H.T.

Toutefois rubrique 106 F

Abonnés et actionnaires 96 F

Thèmes éditoriaux 86 F

Les lignes en capitalisation grasse sont facturées sur le tarif de deux lignes.

Les lignes en gras sont obligatoires et facturées, minimum 10 lignes.

On ne peut pas passer sa vie sans savoir.

Le XX^e siècle

CEP COMMUNICATION

Armand Colin, un éditeur du groupe C.E.P. Communication.

PAUVRETÉ Le projet de loi de lutte contre l'exclusion était très attendu, notamment par les grandes associations de solidarité. En fait, deux textes - dont *Le Monde* révèle

la teneur - ont été remis à Matignon par Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. ● **FRACTURE**

GOUVERNEMENTALE exceptionnelle, cette double contribution illustre, à côté de positions communes, les divergences qui séparent les deux ministres sur la conception du combat à

mener et sur le financement de celui-ci. M. Barrot propose de réduire trois prestations sociales pour subventionner l'insertion, ce qui ne va pas manquer de provoquer des réactions.

● **CES DIVISIONS** embarrassent Matignon, qui doit trancher rapidement si le gouvernement entend présenter, comme prévu, un texte définitif au Parlement à l'automne.

Deux projets de loi divergent sur la lutte contre l'exclusion

Faute de s'être mis d'accord sur le contenu et le financement, deux ministres, Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli, ont rédigé chacun un texte destiné à « réduire la fracture sociale »

LE DÉSARROI que ressent la société française face à la montée de la pauvreté - douze millions de personnes sont en situation de précarité, selon le Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CERC), soit un cinquième de la population - est involontairement illustré par un événement tout à fait inhabituel dans la pratique gouvernementale de la V^e République: Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, ont remis à l'Hôtel Matignon, chacun de leur côté, un projet de loi de lutte contre l'exclusion - dont nous révélons le double contenu.

Les deux locataires de l'avenue de Ségur étaient pourtant chargés, depuis la formation du deuxième gouvernement Juppé en novembre 1995, de « copiloter » la « réduction de la fracture sociale », ambition chère à Jacques Chirac pendant sa campagne présidentielle et après son élection. Or ils se sont dissociés: selon les dates figurant sur les documents en notre possession, M. Emmanuelli a adressé sa copie (102 pages) le 3 mai, et M. Barrot la sienne (84 pages) le 5 juin. Cette double contribution dénote à l'évidence des divergences, qui ne sont pas de nature à faciliter

les arbitrages de l'Hôtel Matignon. A l'examen, il se révèle en effet que les deux ministres n'ont pas la même conception du combat à mener. Pour M. Barrot, il faut « reconnaître la spécificité de la lutte contre l'exclusion » et adopter, en conséquence, un dispositif particulier en faveur des plus dé-

nément pour que soit entreprise « une politique globale » contre l'exclusion. Elle a été explicitée dans le rapport sur l'« évaluation des politiques publiques de lutte contre la grande pauvreté », que Geneviève de Gaillet-Anthonioz, présidente du mouvement ATD-Quart Monde, a établi pour le compte du Conseil économique et

sionnelle, en particulier celle des jeunes en difficulté, ou le développement du logement social. Mais, selon que l'on considère la réduction de l'exclusion comme une affaire de solidarité nationale - 950 000 RMistes et près de 400 000 jeunes sans qualification l'espèrent particulièrement - ou comme un objectif, parmi d'autres, à atteindre sous réserve des restrictions budgétaires, le financement n'est naturellement pas le même, et les deux ministres ont effectivement une stratégie différente.

SOURCES DES REVENUS

Pour M. Barrot, il convient en premier lieu d'« activer les dépenses positives ». Pour cela, il propose d'abaisser trois prestations sociales (PASS, PAPI et l'APJE: allocation spécifique de solidarité, de parent isolé et parentale pour jeune enfant) et d'affecter les économies réalisées à « une insertion réelle et durable » des plus démunis.

L'idée n'est pas vraiment neuve: elle figurait, en particulier, dans le rapport de Bertrand Fragonard, délégué interministériel au RMI (revenu minimum d'insertion), intitulé « Propositions pour un plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion » (*Le Monde* daté 21-22 janvier).

En s'attaquant à des minimums sociaux, M. Barrot prend donc le risque de faire resurgir l'image des moins pauvres payant pour les plus pauvres (l'ensemble de ses propositions ne coûteront, selon lui, que 200 millions de francs net à l'Etat en 1997) et de provoquer de nouveaux soubresauts sociaux, au-delà des protestations des associations de solidarité.

En effet, quelque 120 000 personnes seront durement touchées par ces mesures - perte de 1 100 francs par mois -, tandis que 60 000 autres seront seulement un peu moins mal loties en intégrant le système RMI. Surtout, le devenir des premières n'est pas clairement indiqué dans le projet de loi de M. Barrot. Leur nombre - et partant leur avenir - est-il à mettre en regard des... 60 000 contrats d'initiative locale (CIL) que le ministre propose de créer par an pendant cinq ans?

En attendant des « explications de texte », force est de constater que le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence reste, lui, dans le « flou budgétaire ». Hors mis l'ingénieuse trouvaille du « 1 % EDF-GDF », M. Emmanuelli ne propose pas d'autre grand moyen de financement. Continuons-à l'en remettre à la loi de finances 1997? Il y a quelques mois (*Le Monde* du 12 mars), il

nous avait indiqué que le projet de loi en cours - en version unique à l'époque - « s'articulait » sur « la préparation de la loi de finances » et qu'il « espérait » un effort budgétaire important.

L'Hôtel Matignon, dans sa chasse aux dépenses publiques, y est-il disposé? A défaut, dans quelle mesure le président de la République, M. Chirac, qui a promis, avant et après son élection, « une grande loi de cohésion sociale », interviendrait-il? Un choix doit être en tout cas fait entre « le projet Emmanuelli », plus proche de la sensibilité des associations de solidarité - et partant des exclus - qui attendent impatiemment cette loi, et le « projet Barrot », qui ne manque pas de considération envers les plus démunis, mais qui est plus soucieux des contraintes économiques.

Si le gouvernement entend respecter la nouvelle échéance qu'il s'est lui-même fixée - présentation d'un texte à l'automne au Parlement -, les arbitrages devraient être assez vite rendus. La future loi contre l'exclusion est déjà en retard d'une session parlementaire et de nouveaux ajournements laissent craindre le pire sur sa naissance.

Michel Castaing

Pas d'entrée en vigueur avant la mi-1997

Après les arbitrages de Matignon - voire de l'Elysée -, attendus cet été à la lumière des dernières réunions interministérielles, un texte gouvernemental unique doit, sauf nouveaux ajournements, être présenté en septembre - « tôt à la rentrée », avait dit, début juin, M. Barrot - au Conseil économique et social, qui formulera un avis. Ensuite, le projet de loi définitif contre la pauvreté et l'exclusion sociale sera soumis à l'adoption du conseil des ministres, avant d'être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. Compte tenu de la longueur des débats qui risquent d'être enregistrés au Parlement et de l'élaboration des décrets d'application, cette loi n'entrera vraisemblablement pas en vigueur avant la mi-1997.

favorisés. Pour M. Emmanuelli, au contraire, ce combat, « indissociable du pacte républicain, doit être placé au cœur de la politique du gouvernement ».

Cette dernière approche est aussi celle du réseau Alerce, qui regroupe les principales associations de solidarité et qui a formulé, depuis près de deux ans, de multiples propositions au gouver-

social (*Le Monde* du 12 juillet 1995).

Ce rapport, notamment cité par MM. Barrot et Emmanuelli, a visiblement inspiré les deux ministres sur d'importantes pages de convergences: l'accès « effectif » des plus démunis aux droits fondamentaux (vote, santé, logement, travail, éducation...), le renforcement de l'insertion profes-

Trois allocations dans le collimateur

POUR « offrir aux plus démunis une chance réelle d'insertion durable », Jacques Barrot entend « privilégier la voie nouvelle de l'activation des dépenses passives ». En clair, réduire des prestations sociales pour subventionner l'activité. Trois allocations sont dans le collimateur: l'allocation de solidarité spécifique (ASS), l'allocation de parent isolé (API) et l'allocation parentale au jeune enfant (APJE).

L'ASS est attribuée selon les ressources du foyer et elle est majorée selon l'âge. Elle est actuellement versée à 450 000 personnes (dont un quart ont plus de 55 ans), pour un montant global annuel d'environ 13 milliards de francs. M. Barrot projette de diminuer de quelque 20 % le plafond de cumul de l'ASS avec le revenu d'activité du conjoint. La perte moyenne pour 96 000 allocataires (dont 45 000 ne percevraient plus l'ASS) serait de 1 100 francs par mois.

D'autre part, l'assimilation des périodes de chômage indemnisé à des périodes d'activité serait supprimée. Sur les 85 000 personnes concernées, 25 000 ne toucheraient plus l'ASS - soit une même perte de 1 100 francs par mois - parce les ressources du foyer dé-

passent le montant du revenu minimum d'insertion (RMI), et 60 000 accèderaient alors au RMI, enregistrant une baisse financière « faible ».

En additionnant les deux mesures, l'économie réalisée serait de 2,8 milliards de francs nets, qui serviraient à financer notamment les contrats d'initiative locale (CIL) et le fonds d'insertion de l'Etat.

● **COHERENCE** L'API est aujourd'hui versée à 150 000 personnes seules avec enfant(s), dont 98 % sont des femmes. Les modifications proposées par le ministre du travail et des affaires sociales, qui portent sur le « flux » des bénéficiaires, ont pour but de « mettre l'API en cohérence avec les aides au logement ». D'après lui, le revenu réel de l'allocataire varie actuellement de 1 500 francs par mois en moyenne, « selon la nature juridique de l'aide au logement qu'il perçoit ».

Les changements envisagés par M. Barrot sont très techniques et l'on simplifie un peu: l'allocation de logement familiale (ALF) s'ajoutera désormais à l'API,

mais celle-ci serait minorée de 300 francs par mois. Pour les 30 000 titulaires des deux allocations, l'augmentation de ressources serait de 1 500 francs par mois. Pour les 120 000 autres bénéficiaires de l'API, qu'ils reçoivent ou non l'ALF ou l'aide personnalisée au logement (APL), la perte serait de 300 francs par mois. Au total, assure M. Barrot, les comptes de la CNAF (Caisse nationale d'allocations familiales) seraient « équilibrés ».

Enfin, le montant de l'APJE, perçue par 32 000 allocataires, serait ramené de 8 595 francs sur neuf mois à 6 235 francs sur six mois. L'économie réalisée (75,5 millions de francs) serait destinée à un « système d'intéressement », permettant que les femmes qui retrouvent un emploi ne soient pas pénalisées, notamment par les frais de transport et de garde d'enfants. 10 % des contrats d'initiatives locales (CIL) seraient ouverts aux titulaires de l'API, et des aides personnelles seraient attribuées localement à des femmes qui reprennent un travail ou une formation.

M. C.

La cassette du « 1 % EDF-GDF »

PENDANT CINQUANTE ANS, le consommateur français a, sans le savoir, indemnisé les anciens actionnaires des sociétés d'électricité et de gaz, qui ont été nationalisées par la loi du 8 avril 1946. En effet, EDF et GDF ont répercuté, depuis un demi-siècle dans leurs factures, le prélèvement de 1 % sur leurs chiffres d'affaires, que cette loi avait instauré pour dédommager ces actionnaires. Le consommateur ne s'est aperçu de rien pour deux bonnes raisons: cette « taxe » n'est jamais apparue, en tant que telle, dans les notes et, surtout, elle a été d'un montant très modique: environ 200 francs par an et par ménage.

Mais, au plan national, cela représente 2,3 milliards de francs par an. Or, cette disposition de 1946 est arrivée à expiration au 1^{er} juin 1996 et cette manne est donc aujourd'hui disponible. Qu'en faire? Xavier Emmanuelli estime, dans son projet de loi, qu'employer cette « cassette » à une baisse des tarifs déjà prévue par le contrat de plan ne serait pas perceptible par le consommateur que la « taxe » qu'il a acquittée pendant cinquante ans. En revanche, écrit le secrétaire d'Etat, « on peut envisager de main-

tenir ce prélèvement en lui donnant une destination qui soit clairement identifiée et acceptable, tant par le consommateur que par les partenaires sociaux d'EDF-GDF ».

Pour lui, la lutte contre l'exclusion est d'autant plus susceptible d'être cette destination qu'elle est « affaire de tout le monde » et que le maintien de ce 1 % symboliserait la participation financière de l'ensemble des citoyens.

En conséquence, le secrétaire d'Etat propose qu'une disposition législative transfère le « 1 % EDF-GDF » à une fondation, créée à cet effet dans le giron de la Fondation de France et présidée par une personnalité nommée par le premier ministre. Cet organisme garantirait d'abord, « en regard de l'origine des fonds », le droit à l'électricité et au gaz pour les plus démunis. Il participerait ensuite au financement d'autres « pans » de la lutte contre l'exclusion: insertion par l'activité économique, fonds national de garantie, fonds locaux de développement, structures d'accueil d'urgence, etc.

Dans la proposition de M. Emmanuelli, les deux tiers des 2,3 mil-

liards de francs (soit environ 1,5 milliard) seraient consacrés à ce combat contre la pauvreté. Le dernier tiers (800 millions) serait affecté à l'aide humanitaire internationale, notamment pour soutenir « le développement durable par l'énergie » dans des pays du tiers monde.

On ignore quels étaient les desiderata d'EDF et de GDF vis-à-vis de ce 1 %. Adhérer à l'idée de M. Emmanuelli équivaudrait, pour les deux sociétés nationales, à une « opération blanche » sur le plan financier. En termes d'image, cette acceptation crédibiliserait davantage « la politique de solidarité » qu'EDF et GDF assurent avoir entreprise depuis quelques années, notamment en ne procédant plus à des coupures systématiques pour cause d'impayés et en signant des conventions « pauvreté-précarité » avec l'Etat, les collectivités territoriales et les milieux associatifs.

Cet assentiment pour une bonne cause ferait peut-être aussi pardonner aux deux établissements d'avoir, dans cette affaire et pendant si longtemps, manqué de transparence à l'endroit du consommateur.

M. C.

Des propositions pour faciliter le retour à l'activité et l'insertion professionnelles

DANS LE DOMAINE de l'emploi, les deux projets de loi recommandent de faciliter l'accès des plus démunis à l'activité, de renforcer l'insertion professionnelle et de produire un effort particulier en faveur des jeunes défavorisés. Voici les principales mesures proposées dans ce domaine par M. Barrot et M. Emmanuelli:

● **CIL**: un million et demi de personnes (allocataires du RMI, de l'ASS et de l'API) sont « très largement exclus » du marché du travail, constatent M. Barrot et M. Emmanuelli. Aussi est-il proposé d'instaurer à leur intention 300 000 contrats d'initiative locale (CIL), encore appelés emplois d'utilité sociale, sur une période de cinq ans. Le CIL doit

être financé par l'Etat sur la base d'une subvention au salaire correspondant à 50 % du SMIC pour 30 heures de travail hebdomadaires.

● **Mieux-disant social**: la clause du « mieux-disant social », qui permet au maître d'ouvrage d'obliger l'entreprise attributaire à employer ou à former un quota de personnes en difficulté, devrait être plus strictement appliquée par l'Etat lui-même. L'exécution des marchés publics de travaux et de construction devrait être liée à une action locale contre le chômage. Une cellule spécialisée serait placée auprès du préfet.

● **Economie solidaire**: les chômeurs qui créent des micro-entreprises ne trouvent guère, face à la réticence des banques, que des associations privées pour se porter garantes en cas de défaillance. Les deux textes proposent d'instituer un fonds national de garantie de l'économie solidaire (Etat, collectivités, mé-

céritat d'entreprise) et des fonds locaux initialement dotés par l'Etat.

● **RMI**: selon M. Emmanuelli, la partie « insertion » du RMI (20 %) devrait être réactivée par

Établir pour chaque jeune « un parcours individualisé »

un système d'intéressement plus incitatif, autorisant un cumul avec une activité rémunérée dans la limite de 100 % du SMIC. Selon M. Barrot, un même mécanisme d'incitation doit être incorporé à l'API dans la limite (salaire plus prestations) de 1,5 fois le SMIC.

● **Entreprises**: le secteur de l'insertion se caractérise surtout par sa faiblesse: 8 000 postes

pour les entreprises d'insertion, 6 000 pour les entreprises intérim d'insertion. Il s'agit d'augmenter la capacité des premières en créant 4 000 ou 8 000 postes (selon l'un ou l'autre texte) en cinq ans.

● **Fonds**: Le texte de M. Barrot propose d'instituer un fonds décentralisé libre d'emploi à la disposition du préfet et un fonds commun départemental sur une base volontaire.

● **Jeunes**: chaque année, 50 000 à 70 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification. Selon des estimations, ils sont aujourd'hui 200 000 à 400 000 à être « en voie d'exclusion sociale ». Selon M. Barrot, il est nécessaire d'établir pour chacun « un parcours individualisé » d'insertion professionnelle avec accompagnement social et formation. Pour M. Emmanuelli, il faudrait établir une démarche pédagogique et régénérer l'ASI (appui social individualisé). Il convient d'ouvrir le CEC

(contrat-emploi solidarité) aux jeunes dès l'âge de dix-huit ans. Pour financer ces dispositions, les crédits des FAJ (fonds d'aide aux jeunes), apportés à parité par l'Etat et les départements, passeraient de 200 millions de francs en 1996 à 600 millions en 2002.

En complément de ces mesures, M. Emmanuelli suggère de « revitaliser » les centres d'adaptation à la vie active (CAVA), tombés en désuétude, en créant 10 000 places en quatre ans; d'aligner les entreprises intérim d'insertion sur le poste de travail des entreprises d'insertion; de favoriser l'installation d'entreprises d'insertion dans des entreprises classiques; d'étendre à la métropole, pendant la période transitoire de la réforme du service national, le service militaire adapté (SMA), en vigueur dans les DOM-TOM, pour offrir une formation de base, dans des chantiers-écoles, à plusieurs milliers de jeunes en difficulté.

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admission
23 juillet : INA Paris
25 juillet : ENSAE Eco. et Maths

3615 LEMONDE



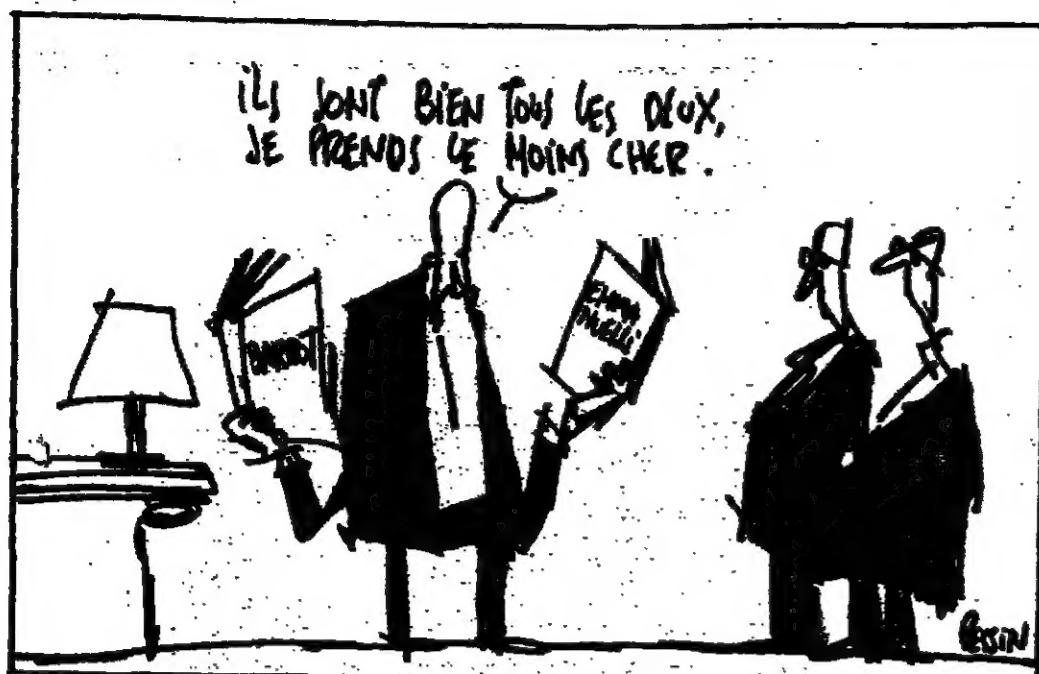
Chacun des deux textes... cohérent de mesure

LES PROJETS DE LOI DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION... CHIRAC... MATIGNON... BARROT... EMMANUELLI...

LES PROJETS DE LOI DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION... CHIRAC... MATIGNON... BARROT... EMMANUELLI...

LES PROJETS DE LOI DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION... CHIRAC... MATIGNON... BARROT... EMMANUELLI...

LES PROJETS DE LOI DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION... CHIRAC... MATIGNON... BARROT... EMMANUELLI...



Chacun des deux textes prévoit un arsenal cohérent de mesures techniques

LES DEUX PROJETS de loi proposent de très nombreuses mesures que nous avons regroupées en cinq chapitres : institutions, droits, santé, logement, éducation et culture. Les mesures concernant l'emploi font l'objet d'un traitement distinct (lire page 8). Voici les principes d'entre elles.

DE NOUVELLES INSTITUTIONS

● **Observatoire** : les informations sur le nombre et la situation des plus démunis, ainsi que sur les processus qui conduisent à l'exclusion, sont « *éclatés* ». En conséquence, MM. Barrot et Emmanuelli souhaitent tous les deux la création d'un « observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale » qui aura pour principale mission de « *capitaliser, mettre en perspective et diffuser les connaissances* ».

● **Administration départementale** : pour pallier le manque de cohérence et la prévention insuffisante en matière de lutte contre l'exclusion, M. Barrot préconise une nouvelle organisation départementale, qui amènerait à modifier plusieurs textes, dont la loi Besson sur le logement et la loi sur le RMI.

Il souhaite en particulier créer un conseil départemental de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion (Codile) (qui remplacerait l'actuel conseil départemental de l'insertion), instituer un plan départemental d'insertion et de lutte contre l'exclusion (Pdile), et instaurer une conférence départementale budgétaire pour l'insertion et la lutte contre l'exclusion, ce qui permettrait d'assurer « la cohérence des décisions de financement ».

● **L'exercice des droits civiques et sociaux** : M. Barrot propose que le droit de vote soit restauré pour les personnes sans domicile fixe. M. Barrot suggère que la période légale de rattachement domiciliaire – notamment auprès d'une association agréée – nécessaire pour pouvoir s'inscrire sur les listes électorales, soit ramenée de trois ans à six mois.

M. Emmanuelli souhaite que ces personnes puissent voter dans leur dernière commune de résidence ou dans leur commune de naissance.

● **Représentation** : M. Barrot veut favoriser la représentation des exclus en garantissant la présence des associations de solidarité dans les conseils de surveillance des organismes de protection sociale, dans les instances des organismes à vocation sociale et dans les commissions d'attribution de prestations en espèces ou en nature (HLM).

● **Information** : M. Barrot souhaite élargir l'article 18 de la loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI) « en instituant le devoir pour toutes les institutions sociales (Caisse d'allocations familiales (CAF) et Assoc. comprises) d'informer leurs ressortissants de toutes les prestations sociales susceptibles de les concerner ».

● **Médiation familiale** : cette pratique, destinée à prévenir ou à corriger les dysfonctionnements familiaux, notamment en cas de divorce, s'est développée en France dans le milieu des années 80 grâce au secteur associatif privé. M. Barrot envisage de l'étendre « en en faisant une mission permanente obligatoire » de la CAF.

UN MEILLEUR ACCÈS AUX SOINS

● **Aide médicale** : au principe de l'assurance-maladie universelle retenu dans la réforme de la Sécurité sociale, il est nécessaire, pour M. Emmanuelli, d'ajouter celui de l'aide médicale, « qui assure la gratuité totale et automatique des soins pour les personnes en dessous d'un certain niveau de ressources ».

● **Accueil et soins** : M. Barrot entend « généraliser l'accueil social dans les hôpitaux des grandes villes ».

M. Emmanuelli se prononce pour l'extension à l'ensemble du territoire des plans départementaux d'accès aux soins des plus démunis.

● **Médecine préventive** : la majorité des stagiaires de la formation professionnelle (450 000 personnes), les chômeurs de longue durée (1 million) et certains salariés des associations intermédiaires (40 000) n'ont dans aucun dispositif de prévention. Ils seraient progressivement pris en charge par la médecine de main-d'œuvre, rattachée à l'ANPE.

● **Alcoolisme et toxicomanie** : M. Emmanuelli propose que le financement de la prise en charge des malades alcooliques dans les structures ambulatoires soit effectué par l'assurance-maladie et celui de la prévention par l'Etat. Même dispositif pour les toxicomanes, dont « 15 % sont sans couverture sociale ».

ACCÈS FACILITÉ AU LOGEMENT

● **Contingent préfectoral** : les deux projets souhaitent procéder à une « reconquête » du contingent préfectoral en matière de logements sociaux. Si les préfets exercent réellement les pouvoirs que leur donne la loi, en réservant aux pauvres 20 % à 25 % des logements HLM remis par an sur le marché, ce sont 90 000 toits qui leur seraient ainsi dévolus.

● **Attribution des HLM** : pour M. Emmanuelli, une réforme s'impose : centralisation des demandes à la préfecture, commission départementale établissant un ordre de priorité, publication de la liste des logements disponibles, attribution d'office en cas d'urgence ou d'attente injustifiée de plus d'un an, interdiction aux délégués du préfet d'être à la fois membres de la commission d'attribution et locataires HLM.

● **Loyer-plafond** : les aides au logement sont calculées d'après le montant du loyer-plafond. Ce dernier n'a pas suivi la hausse des loyers réels, pénalisant ainsi les ménages modestes. Le loyer-plafond serait donc relevé « substantiellement ».

● **Surloyer** : M. Emmanuelli suggère d'abaisser de 40 % à 20 % ou 10 % le dépassement du plafond de ressources, à partir duquel le locataire HLM acquitte un surloyer.

● **Étudiants** : M. Emmanuelli souhaite corriger l'« anomalie » qui réside dans le fait d'attribuer aux étudiants une allocation de logement sans prendre en considération les ressources de ses parents.

● **Logements vacants** : Les deux textes proposent des mesures visant à inciter les propriétaires privés à louer leurs logements vacants. Afin de lever les préventions envers les plus démunis, les allocations de logement seront versées

au bailleur et les aides à la réhabilitation seront majorées.

● **Surendettement** : ce dernier est le plus souvent provoqué par des dettes locatives. M. Barrot propose un abandon des créances par les organismes HLM qui ont laissé s'accumuler des impayés anormalement élevés et, d'autre part, une augmentation du quantum insaisissable (2 370 francs actuellement) selon la taille de la famille. Il souhaite aussi un gel des dettes des RMIstes.

M. Emmanuelli propose une suspension ou un gel des poursuites dès le déclenchement de la procédure de redressement et un rachat des créances de particuliers par des organismes sociaux avec aménagement d'un prêt pour le débiteur.

● **Expulsions** : pour prévenir celles-ci, envoi immédiat au préfet du commandement de payer, puis saisie automatique du Fonds solidarité logement (FSL), dont les conclusions seront attendues avant tout recours à la force publique.

● **Insalubrité** : mettre fin à « l'indignité », qui consiste à refuser l'aide au logement à quelqu'un vivant dans une habitation insalubre, pour la raison qu'il ne respecte pas les normes (M. Emmanuelli).

● **Téléphone** : service minimum obligatoire permettant d'être appelé et de composer les numéros d'urgence.

● **CHRS** : la mission des 700 centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS), subventionnés par l'Etat, doit être élargie à l'accueil d'urgence et renforcée dans l'accompagnement social et l'insertion professionnelle. Une trentaine d'entre eux, au moins, doivent être renoués (75 à 100 millions de francs sur trois ans). Les nouveaux établissements ou services, récemment créés pour faire face aux besoins (foyers d'urgence, haltes de jour, boutiques de solidarité, SAMU sociaux), doivent être reconnus comme « institutions sociales » (au titre de la loi de 1975). Sous conditions, ils pourront bénéficier du « statut CHRS », leur assurant un financement plus stable.

LA LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME

Les deux ministres étaient, lors de la remise de leurs projets de loi, « en attente » des propositions de leur collègue de l'éducation nationale. Aussi, ce chapitre est-il restreint.

● **École** : M. Barrot préconise, avec un réaménagement de la carte des ZEP (zones d'éducation prioritaire) et des établissements sensibles, « un doublement », dans les ZEP, des moyens budgétaires pour les équipes pédagogiques et du nombre de classes.

● **Illettrisme** : ce fléau touche 10 % à 20 % de la population française âgée de plus de 15 ans. Or, les crédits du GPEI (groupement permanent de la lutte contre l'illettrisme) ont été réduits de 60 millions de francs en 1995 à 30 millions en 1996, dont 11 millions provenant du Fonds social européen (FSE). M. Barrot demande que la part nationale (19 millions) soit portée à 36 millions.

M. Emmanuelli évalue à 70 millions le budget nécessaire. Enfin, la future loi devrait proclamer « l'importance et la valeur » du travail social.

La justice examine la remise en liberté du commissaire Féval

Incarcéré à l'audience, le policier avait été condamné à quatre ans de prison pour complicité de trafic de stupéfiants

LA DIXIÈME CHAMBRE de la cour d'appel de Paris devait examiner, lundi 22 juillet, la demande de remise en liberté du commissaire Philippe Féval, quarante-huit ans, ancien chef adjoint de la brigade de répression du banditisme (BRB). Il avait été condamné le 4 juillet à quatre ans de prison ferme pour complicité de trafic de stupéfiants (Le Monde du 6 juillet). Alors qu'aucune preuve accablante n'avait été rapportée à l'audience, la seizième chambre correctionnelle, présidée par Béatrice de Beaupuis, avait accentué la sévérité du jugement en délivrant un mandat de dépôt contre le policier, qui avait donc été aussitôt menotté dans le prétoire, puis transféré à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis.

Homme de terrain loué par ses pairs et par sa hiérarchie pour ses fructueuses collectes de renseignements, Philippe Féval avait reconnu son « erreur », à la frontière du pénal et de la faute professionnelle : en juillet 1992, il avait informé l'un de ses indicateurs, Roland Piégat, patron du restaurant Les Muses et ancien braqueur qu'il croyait « rangé », qu'il était sur le point de se faire piéger par deux informateurs de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCR-TIS). A l'audience, l'ancien responsable de la BRB avait expliqué qu'il pensait que l'OCR-TIS avait monté « une affaire truquée » contre son informateur. Le commissaire avait surtout également avoué ne pas avoir eu le courage de reconnaître son « erreur », une fois informé par l'OCR-TIS des soupçons qui pesaient sur Piégat.

Or à la lecture du jugement, il semble bien que ce soit ce silence – celui de la faute professionnelle

non avouée – et non une participation active qui a valu à Philippe Féval « l'application d'une peine d'une particulière gravité ». Ainsi, le tribunal a souligné qu'« il n'était pas établi que le commissaire ait perçu un quelconque bénéfice » du trafic dans lequel il s'est trouvé impliqué (hormis quelques repas à titre gracieux) et lui a accordé le fait qu'il ne connaissait rien des activités de Piégat avant d'en être informé par l'OCR-TIS.

LIENS D'AMITIÉ

Les juges ont estimé que le commissaire s'était « rendu coupable de complicité par aide ou assistance du trafic de stupéfiants commis par Roland Piégat dont il avait été informé » à partir du 23 juillet 1992 par l'Office, soit après qu'il eut lui-même informé Piégat. Le tribunal a estimé que le comportement de Philippe Féval, « qui paraît davantage s'expliquer par l'ancienneté des liens d'amitié ou d'intimité » l'empêchant de donner aux membres du réseau l'impression qu'ils jouissaient d'une « protection policière particulière ».

Avant de se prononcer sur le fond, la cour d'appel devait statuer lundi sur le seul point de la remise en liberté du commissaire. Pour motiver l'incarcération immédiate du policier, avant que ne soient épuisées les voies de recours habituelles, la seizième chambre correctionnelle a évoqué la possibilité que le commissaire Féval puisse « se soustraire à l'exécution de sa peine ». Placé à deux reprises en détention provisoire pendant une durée totale de deux mois et demi, Philippe Féval a toujours répondu aux convocations de justice.

Jean-Michel Dumay

DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION** : 589 514 candidats ont réussi les épreuves du BEPC 1996, soit un taux de réussite de 74,4 % (+0,8 %). De loin la plus nombreuse, la série des collèges obtient les meilleurs résultats (76,1 % d'admis), devant les séries technologiques (68 %) et professionnelles (64 %), dont les effectifs sont en forte diminution. L'académie de Nantes arrive en tête avec 80,1 % de lauréats (+7,7 %) suivie des académies de Rennes (79,9 %), d'Amiens, Poitiers, Rouen et Toulouse (76,9 %). Dans l'académie de Paris (72,7 %) la progression est de 7,8 %, tandis que les taux de succès sont les moins bons dans les académies de Créteil (68,3 %), Corse (68,8 %) et Aix-Marseille (72,1 %).

■ **VACCINATION** : une deuxième vaccination contre la rougeole, les oreillons et la rubéole, remboursée par l'assurance-maladie, sera obligatoire à partir de la rentrée pour les enfants âgés de 11 à 13 ans, a indiqué vendredi 19 juillet Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé.

■ **DISPARITION** : un petit garçon de six ans a disparu vendredi 19 juillet dans le massif du Taillefer (Isère), alors qu'il venait de quitter des amis et rejoignait seul son père au campement du groupe. Les opérations de secours, qui mobilisent une centaine de personnes, n'ont toujours pas permis de retrouver sa trace.

■ **MONTAGNE** : l'hélicoptère d'une équipe de secours en montagne, qui venait en aide, dimanche 21 juillet, à une femme âgée de 52 ans victime d'une chute dans le massif des Ecrins (Hautes-Alpes), s'est écrasé après avoir heurté une paroi rocheuse. Sur les cinq membres de l'équipage, trois ont été blessés. La randonneuse a succombé à ses blessures.

■ **MER** : deux plongeurs ont trouvé la mort, samedi et dimanche 21 juillet, l'un à Cap-Camarat (Var), l'autre au large de Calais (Pas-de-Calais), alors qu'ils participaient en groupe à des exercices. Un problème de détendeur serait à l'origine du premier accident. A Calais, la victime s'est retrouvée bloquée dans l'épave qu'elle explorait avec trente personnes. Un autre plongeur est toujours porté disparu.

On ne peut pas passer sa vie sans savoir.

Ol Informatique, Courrier International, L'Entreprise, L'Expansion, L'Express, La France Agricole, GaultMillau, La Gazette des Communes, Lire, LSA, Maison Française, Le Moniteur du BTP, L'Ordinateur Individuel, Le Point, La Vie Française, L'Usine Nouvelle, Windows Plus... C.E.P. Expositum... Liris Interactive... 10/18, Belfond, Bordas, Armand Colin, Dalloz, Dunod, Gauthier-Villars, Harrap, Robert Laffont, Larousse, Masson, Nathan, Perrin, Plon, Pocket, Presses de la Cité, Retz, Le Robert, Solar...



Des journaux, des salons, des CD-Rom, des livres du groupe C.E.P. Communication.

Le Monde

EDITORIAL

Le retour du terrorisme basque

LES terroristes basques ont choisi de profiter de la période des vacances et de la résonance que provoquent les attentats contre les sites touristiques pour prouver qu'ils gardent une capacité opérationnelle. Ils entendent montrer qu'ils sont en mesure de perturber le bon fonctionnement de l'industrie des loisirs. Face à une campagne d'été au cours de laquelle quatorze bombes ont déjà été déposées en l'espace de onze jours, le gouvernement de José María Aznar tente d'afficher une certaine sérénité.

Jaime Mayor Oreja, le ministre de l'Intérieur, a déclaré qu'il n'allait pas modifier son calendrier parce que les terroristes essaient de faire parler d'eux mais il s'est tout de même déplacé en Catalogne pour apporter son soutien aux blessés et annoncer que la politique antiterroriste et pénitentiaire du gouvernement ne serait pas modifiée. Au contraire, de nouvelles mesures seront sans doute adoptées au prochain conseil des ministres afin de lutter essentiellement contre les manifestations violentes dans les rues du Pays basque. Cette guerre des rues est souvent accompagnée de vandalisme. Le gouvernement souhaite donc que les organi-

smes de ces manifestations soient rendus directement responsables des dommages. Si besoin est, des caméras pourraient être installées dans les endroits stratégiques.

Ces décrets anticasseurs en préparation ainsi qu'une meilleure collaboration avec les autorités judiciaires sont les deux axes à travers lesquels le gouvernement de José María Aznar entend agir pour combattre davantage la violence basque. La quasi-impunité dont jouissent les bandes de casseurs, l'impunité et la peur des juges locaux à imposer des sanctions contre les auteurs de troubles et la tolérance dont bénéficient jusqu'à présent les dirigeants d'Herri Batasuna (HB),

le bras politique de l'ETA, qui se comporte ouvertement comme la courroie de transmission de l'organisation terroriste, ne peut plus être tolérée par un régime démocratique.

La décision du Tribunal suprême d'entendre les vingt-cinq dirigeants d'HB pour collaboration avec une bande armée est donc considérée comme un premier pas vers une normalisation de l'Etat de droit au Pays basque. Dans cette optique, le nouveau régime ne pourra qu'être soutenu par une population fatiguée d'une violence totalement injustifiée dans une nation où toutes les voies démocratiques sont ouvertes. La fin du terrorisme passe-t-elle par la mise en application de règles égales pour tous ou par un dialogue avec les poseurs de bombe ? Comme l'a reconnu Jaime Mayor Oreja, un Basque qui sait de quoi il parle, « il n'y a pas de miracles dans la bataille contre le terrorisme, elle doit être tenace, soutenue, décidée et comprise par tous ». Un front commun avec les autres partis politiques et une attitude sereine et ferme, telle sera la politique suivie par le Parti populaire qui, dans l'opposition, était nettement plus radical. Responsabilité oblige !

Guerre et Paix par Ronald Searle



La télévision entre dans la guerre des bouquets d'images

A LA FIN DE 1996, les télé-spectateurs français pourront avoir accès à trois bouquets de chaînes de télévision diffusées en numérique et par satellite (Astra et Eutelsat). Chânes thématiques à gogo, cinéma et football à la carte, images et sons de qualité laser, télécharge-ment de jeux vidéo, stéréophonie, interactivité... la marée ne saurait être trop belle pour déclencher le désir d'abonnement ! Premiers partis, le 27 avril, Canal Plus et les chaînes thématiques de CanalSatellite revendiquent aujourd'hui près de 70 000 abonnements ou promesses de souscription. En octobre, AB Sat, filiale d'AB Productions, proposera au public un bouquet d'une vingtaine de chaînes différentes. En décembre, Télévision par satellite (TPS), ensemble de programmes piloté par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), TF1, France Télévision, France Télécom, M 6 et la Lyonnaise des eaux, tentera, à son tour, l'aventure du numérique.

Alors que les Belges, les Allemands et les Anglais zappent déjà sur plus de trente chaînes de télévision diffusées par câble et satellite, vingt millions de ménages français (sur les vingt-cinq équipés d'un récepteur) se contentent aujourd'hui encore de quatre à six chaînes. L'offre numérique de France de football, acheté par Canal Plus en exclusivité jusqu'à l'an 2000, pourrait également être l'objet d'une enchère serrée. Patrick Le Lay, président de TPS, affirmait récemment au Monde que « le foot-

ball sera obligé d'être sur TPS et CanalSatellite. La Ligue nationale de football sera obligée de revenir sur cette question (les droits de diffusion cryptée du football), il y va de son intérêt ». Enfin, les chaînes LCI (information) financée par TF1 et Paris Première (spectacles) contrôlée par Lyonnaise Com., aujourd'hui présentes dans CanalSatellite, devraient assez rapidement basculer dans le giron de TPS. Et être rejointes par Eurosport et Canal J. La stratégie commer-

ciales de TPS est donc toute indiquée : bâtir une offre aussi attractive que celle de Canal Plus numérique, mais moins chère que l'ensemble CanalSatellite : 100 francs par mois pour TPS contre 175 francs pour la chaîne cryptée.

A côté de ces deux groupes qui vont investir d'important moyens financiers, l'offre d'AB Sat sera décalée. Renonçant à l'exclusivité cinématographique et à l'événementiel sportif, AB va exploiter l'immense stock des images de catalogues pour bâtir une offre toute entière axée sur la profusion : chaînes de cinéma, de documentaires humains et animaliers, chaînes pour les touristes, chaînes de dessins animés, de films calins..., une abondance qui visera moins les grandes

villes blâchées que les petites villes désertées par le cinéma et le câble.

A terme toutefois, des regroupements ne sont pas à exclure. Trois bouquets pour un seul pays, c'est visiblement trop. Même s'il n'en restait que deux, l'offre d'images devrait toutefois s'acheminer vers une homogénéisation. A l'exemple des États-Unis, la concurrence passera de moins en moins par les programmes et la technologie et de plus en plus par le marketing. Outre-Atlantique en effet, DirecTV et PrimeStar, deux ensembles de programmes numériques diffusés par satellite, s'affrontent depuis plusieurs mois. Premier lancé, DirecTV propose près de deux cents programmes à un million et demi d'abonnés. Plus récent, PrimeStar regroupe plus de 600 000 souscripteurs autour d'une offre quasi identique. A défaut de pouvoir se faire concurrence sur les programmes, les mêmes chaînes sont présentes indifféremment sur les deux bouquets -, les opérateurs américains multiplient les offres promotionnelles. Quand DirecTV vante la flexibilité de ses combinaisons de programmes et de ses tarifs, PrimeStar réplique par la gratuité du matériel de réception satellite. La guerre commerciale est sauvage, à l'image de celle que se livrent aujourd'hui en France, les trois opérateurs de téléphone mobile. Quand la nature et la qualité du service sont identiques, seul le prix fait la différence.

Guy Dutheil
et Yves Mamou

Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alméras, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournier, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cassan, Pierre Georges, Laurence Gellens, Danièle Heymann, Bertrand Le Goff, Jean-Yves Lemerle, Raphaël Luchini, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Boyette
Rédacteur en chef technique : Eric Jean
Secrétaire général de la rédaction : Alain Faurand
Directeur technique : Eric Pélissier ; directeur délégué : Alain Chaussonnet
Conseiller de la rédaction : Alain Robit ; directeur des relations internationales : Daniel Verrot
Médiateur : Patrick Laurent
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courlet, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Besson-Méry (1946-1949), Jacques Fassin (1949-1952), André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1959), Jacques Lasserre (1959-1994)
Le Monde est édité par le SA LE MONDE
Durée de la société : 100 ans à compter du 18 décembre 1994
Capital social : 999 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Besson-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévisions
Siège social : 10, rue des Capucins - 75001 PARIS CEDEX 01
Tél. : (0) 1 42 37 30 40. Télécopieur : (0) 1 42 37 30 41. Fax : 204 60 67

L'été inquiet de Jacques Chirac

Suite de la première page

Le déplacement du premier ministre en Corse, s'il n'a pas suffi à transformer le climat dans l'île, a donné du moins la preuve que le rétablissement de la légalité est à l'ordre du jour - aucun incident n'est venu troubler la visite - et que les propos de M. Chirac sur l'aide au développement économique n'étaient pas vains. Après un sondage indiquant que les Français ont été plutôt satisfaits des déclarations du chef de l'Etat (Le Monde du 20 juillet), l'enquête mensuelle de l'IFOP n'est de nature à rassurer ni le président ni le premier ministre (lire page 7).

L'hypothèse de renforcer le gouvernement, à titre préventif, dès la fin du mois d'août n'est pas écartée pour autant. N'en déplaise à M. Juppé, l'idée de demander à Charles Pasqua de venir prendre en charge les restructurations militaires, en faisant profiter le gouvernement des rapports qu'il avait su établir avec les élus lorsqu'il

était ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire dans le gouvernement d'Edouard Balladur, est envisagée à l'Elysée. Le sénateur des Hauts-de-Seine ne cachait pas, dès 1993, son intérêt pour les questions de défense. Il est envisagé aujourd'hui qu'il puisse conjuguer les deux tâches.

L'autre « retour » dont il est de nouveau question est, lui, beaucoup plus en accord avec le son de M. Juppé de consolider sa position de chef de la majorité : c'est celui de François Léotard, président de l'UDF, auquel pourraient être confiées l'économie et les finances. Cependant, les relations entre le pouvoir et le député du Var ont été rendues difficiles par la révélation des écoutes téléphoniques pratiquées sur ses collaborateurs (Le Monde du 9 juillet) et, aujourd'hui, par l'incarcération du maire UDF de Cannes, Michel Moullier, pris en flagrant délit de corruption. Si la première affaire a été réglée d'un commun accord par un échange de communiqués élogieux, la seconde est plus épineuse.

MM. Chirac et Juppé ont un peu plus d'un mois devant eux pour mener à bien la pacification dont ils ont besoin, au sein de la majorité, afin d'affronter les menaces de l'automne.

Patrick Jarnaux

DANS LA PRESSE

THE ECONOMIST

■ Un événement sportif ? Ou simplement l'une des facettes du business du loisir et de la communication ? A l'occasion du centenaire de leur réinvention par le baron Pierre de Coubertin, les Jeux olympiques ressemblent davantage à la célébration de la puissance commerciale de Coca-Cola, Kodak et BMW qu'à la démonstration des prouesses et du courage de l'homme (...). Faut-il condamner cette pression commerciale ? Ce n'est pas l'argent des entreprises mais l'arrogance brutale de gouvernements non démocratiques qui ont fait le plus pour transformer les Jeux en une compétition où tous cherchent à se surpasser en se dopant (...). Plus les entreprises soutiendront les athlètes, moins les sportifs dépendront de l'Etat. Est-ce si mauvais ? (...) La télévision a permis le lien entre le sport et le mécénat d'entreprise. Cela a favorisé une profonde démocratisation des Jeux (...). Par dessus tout, le mariage puissant entre le parrainage et la télévision est une merveilleuse machine pour promouvoir les sports. Il n'y a jamais eu autant de gens dans le monde qui courent, nagent ou tapent dans un ballon pour le simple plaisir qu'aujourd'hui.

FINANCIAL TIMES

■ Les Jeux olympiques sont devenus une grande réunion des marques mondiales. Seules les très grandes entreprises internationales peuvent investir les sommes

nécessaires pour sponsoriser un tel événement. Ces noms sont devenus les balises d'une société globale de consommation (...). Les Jeux ne font pas disparaître néanmoins la persistance de particularités locales qui sont l'autre face de la mondialisation. Les Jeux sont un événement global partagé par tous, mais qui est vécu de manière très différente dans les différents pays de la planète, chacun s'inscrivant d'abord à ses propres héros et à ses sports préférés.

DIE WELT

Martin S. Lambeck

■ On s'explique mal les raisons pour lesquelles d'un côté Israël accepte volontiers l'aide de l'Allemagne lors de l'échange de prisonniers et de cadavres avec le Hezbollah et d'un autre côté continue à critiquer les relations particulières de Bonn avec l'Iran et la Syrie (...). Il y a encore quelques années, personne en Israël n'aurait imaginé qu'un jour un avion militaire frappé de la croix de fer ramènerait à Jérusalem des corps de soldats israéliens. Cette réalité témoigne d'une bienfaisante normalisation dans la délicate relation entre l'Allemagne et Israël. Grâce à son habileté de négociateur et en raison de ses bons contacts avec la Syrie et avec l'Iran, le ministre d'Etat Bernd Schmidbauer est surtout parvenu à faire jouer à l'Allemagne un rôle actif dans la politique internationale au Proche-Orient (...). Dans les difficiles problèmes humanitaires qui existent dans cette région en crise comme pour conforter économiquement le processus de paix au Proche-Orient, l'Allemagne est désormais utile à toutes les parties prenantes.

FRANCE INTER

Jérôme Dorville

■ Avec la chute de la maison Moullot, ce sont les ampères flic et toc qui s'efflochent un peu plus. Après Michel Notli, Alain Carignon, Pierre Botton et Bernard Tapie, voilà le maire de Cannes à son tour distingué au palmarès de la carambouille politique (...). La dégringolade de Michel Moullot jette à nouveau une lumière crue sur les pratiques locales. Elle embarrasse le Parti républicain et François Léotard, elle ne fera pas pleurer le RPR à l'affût d'une conquête mais au final elle pourrait surtout conforter un peu plus la position du Front national.

ATHÈNES ET L'EUROPE

Plusieurs lecteurs se sont émus de lire, dans notre compte rendu de la première journée des Rencontres de Pétrarque (Le Monde du 17 juillet), qu'Athènes, l'une des deux « villes-sources » de l'Europe, avec Jérusalem, était présentée comme lui étant extérieure. Cette analyse était celle du professeur Rémi Brague, dont nous résumons l'intervention. Ni les Grecs anciens ni les Byzantins, a-t-il rappelé, ne considéraient qu'ils appartenaient à l'Europe, celle-ci s'identifiant pour eux à la chrétienté latine. Rémi Brague a développé cette idée dans son livre *Europe : la voie romaine* (Cronique, nouvelle édition 1993).



portes de Tel-Aviv, l'aide
indée par les ultra-ortho-
es « haredim » - les « cra-
Dieu » - régner en
et imposent
aux « seci

M

PODIUM

1 LES FOOTBALLEURS japonais ont réussi l'impossible : vaincre l'équipe du Brésil (1-0), en exploitant une mésaventure de sa défense, et en comptant sur l'héroïsme du gardien, Yoshikatsu Kawaguchi.

2 L'ANATATION n'est plus l'affaire des vieilles puissances sportives. Les cinq premières médailles d'or ont été remportées par la Belgique, la Nouvelle-Zélande, l'Irlande, la Chine et le Costa Rica.

3 TROIS PROLONGATIONS ont été nécessaires à la Lituanie pour battre la Croatie (83-81), grâce, notamment, au vétéran, Rimas Kurtinaitis (36 ans).

Les Jeux d'Atlanta

Le Monde

de nos envoyés spéciaux

Confusion record

Des sprinters américains Eddie Hart et Ray Robinson qui ont raté leurs quarts de finale du 100 m de Munich aux Jeux olympiques de 1972, ont été réintégré dans la compétition à un tour olympique éliminé parce qu'ils n'étaient pas au bon endroit au bon moment. Atlanta y a ajouté David Khakhalechvili, le judoka géorgien médaillé d'or des poids lourds à Barcelone.

L'un des plus sérieux rivaux du Français David Douillet n'a pas été autorisé à prendre part au tournoi parce qu'il n'a pas été pesé à temps. Initialement, cette opération était prévue sur le lieu de compétition. Au moment du tirage au sort, changement de programme : les combattants devaient passer sur la bascule du village olympique. Toutes les délégations en furent informées. Toutes, sauf celle de Géorgie. Elle s'est présentée au dojo à 7 h 20. Le temps de comprendre l'erreur, de revenir au village, à cinq

kilomètres, et de franchir les services de sécurité, il était 8 h 5. Cinq minutes trop tard. Les officiels de la Fédération internationale de Judo ont disqualifié Khakhalechvili.

Balourdise de responsables sportifs incompétents, dira-t-on ? Vraie. Le soir même, la remise des médailles du tournoi de Judo fut retardée de près d'une heure.

Indifférent à l'attente du public - et de la reine d'Espagne, venue féliciter le finaliste du tournoi poids lourds -, un obscur membre du service de sécurité avait décidé que la Française Christine Clout ne pouvait retourner vers la salle où on l'attendait pour lui remettre sa médaille de bronze.

Détail, encore ? En fait, les carences de l'organisation se sont accumulées au cours des premières heures. La gestion informatique des résultats s'est révélée d'une incroyable médiocrité pour un système mis en place par IBM. Bases de données vides, temps de transmission interminables, résultats erronés.

Bien plus graves, l'apoplexie du système de transports, la saturation du métro, l'irrégularité des transports de surface, qui provoquent

l'exaspération des athlètes, du public et des journalistes. Les nouvelles entre sites sont en nombre insuffisant et fonctionnent mal. Les services de secours peuvent être pris en défaut. Le CIO a demandé qu'une enquête soit ouverte après l'accident survenu au judoka autrichien Eric Krieger, blessé aux vertèbres cervicales. Il a fallu plus d'une heure pour qu'une ambulance assure son transport à l'hôpital.

Ces manquements renvoient Atlanta à son image de ville de province mégalo-maniaque, celle que sous-entendait sa candidature à l'organisation des J.O. En tout cas, le Comité international olympique a pris la mesure du risque.

Officiellement, il a demandé au comité d'organisation de donner « la priorité à la technologie et aux transports ». En coulisse, les mises en garde ont été beaucoup plus vives. Le président Juan Antonio Samaranch ne supporterait pas que les Jeux du centenaire ne soient pas les plus grands de l'histoire. Pour l'instant ils le sont. Mais aussi par la confusion.

Alain Giraud

MARDI 23 JUILLET 1996

Laura Flessel et Valérie Barlois, duel de dames

Epée. La dernière finale franco-française à l'escrime remontait à un Buhan-d'Oriola de 1948. La Guadeloupéenne, victorieuse, et la Parisienne ont pris la relève

MICHEL SALESSE ne sait plus sur qui ou sur quoi fixer son attention. L'entraîneur des épéistes françaises scrute un instant la piste, où deux de ses élèves disputent une finale olympique, la première dans cette arme pour les femmes. Puis son regard glisse sur la salle, simulant l'indifférence. Trop de tension, trop de déchirement. Impossible de choisir entre ces deux jeunes femmes, partenaires d'entraînement et complices dans la vie, entre Laura Flessel, calme Guadeloupéenne adepte des touches portées au pied, et Valérie Barlois, Parisienne survoltée au style bondissant.

Duel cornélien. « Avant la finale, nous nous sommes souhaités mutuellement bonne chance, raconte Laura Flessel. Mais sur la piste, il y avait deux adversaires. Nous savions qu'une seule d'entre nous marquerait la quinzième et dernière touche. Il ne pouvait plus être question d'amitié. » Pour avoir su ainsi se blinder, pour avoir su exploiter chaque hésitation de cette coéquipière devenue adversaire pour quelques minutes, Laura Flessel est devenue championne olympique. Avant d'avoir eu le temps de réagir, Valérie Barlois s'est trouvée menée trois touches à zéro, puis encore onze touches à quatre. « Je crois que le fait d'avoir une autre Française en face de moi m'a déconcentré, dit-elle. Tactiquement, j'ai très mal tiré. Je n'étais pas dans le match. »

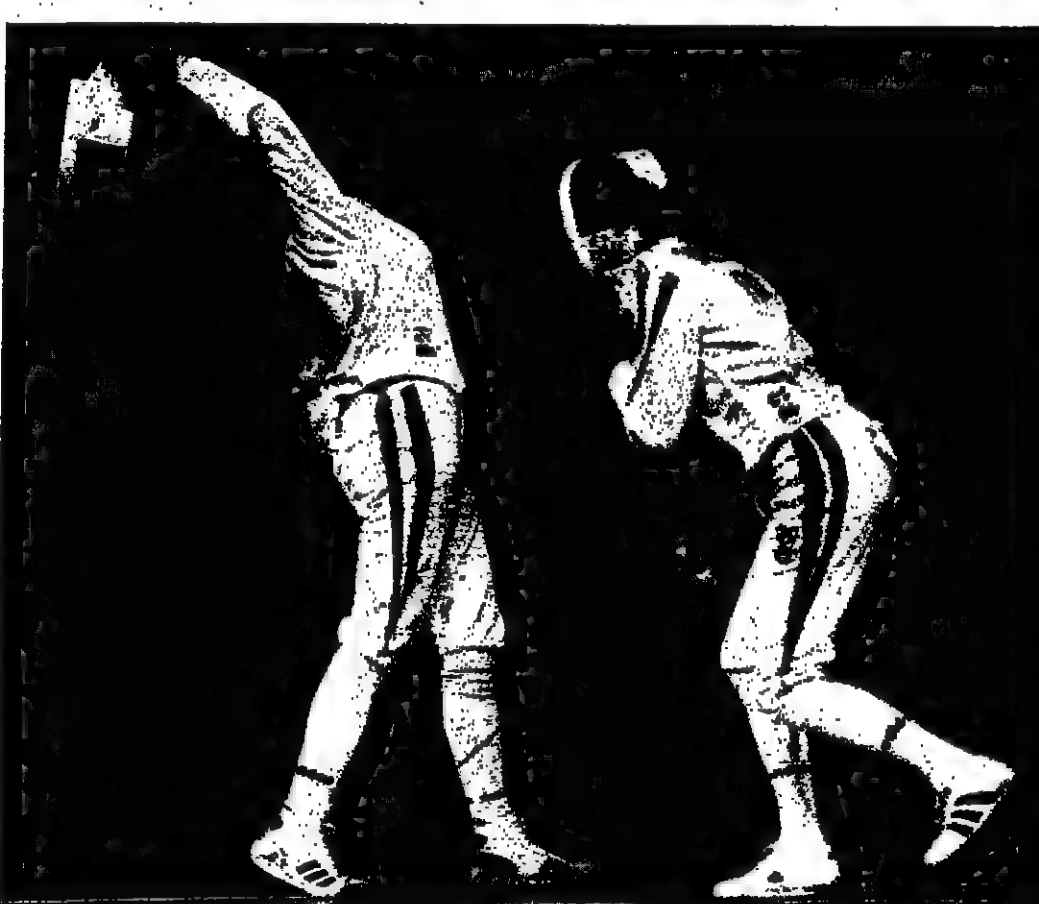
Quand la sonnerie a retenti, il était trop tard. Laura Flessel a porté son dernier coup, fixant définitivement le score à quinze touches à onze. Elle a eu un petit geste de victoire, rien de démonstratif, rien de trop. « Je crois que Laura était très contente de gagner, mais qu'elle a compris ce que quel'un qui vient de perdre une finale olympique pouvait ressentir », reprend son adversaire malheureuse. Ce doublé a donc été célé-

bré dans la dignité. La dernière finale olympique d'escrime franco-française remontait pourtant aux Jeux de Londres, en 1948, quand le fleuretiste Jehan Buhan avait pris le meilleur sur Christian d'Oriola.

Laura Flessel restera la première championne olympique de l'histoire de l'épée féminine, discipline qui n'existe réellement que depuis une dizaine d'années et qui vient donc de faire son entrée aux Jeux. La jeune femme ne pratique d'ailleurs l'épée que depuis 1991. C'est au club de Petit-Bourg, en Guadeloupe, qu'elle a fait ses premières armes, en 1978, après avoir été subjugée par un reportage télévisé consacré à l'escrime. « Ce qui m'a plu, c'est la philosophie de ce sport : toucher sans être touchée, dit-elle. Et je cherchais un sport différent de ceux que pratique tout le monde. » Dans une île plus tournée vers les sports de plein air, la petite Guadeloupéenne va donc s'entraîner dans des salles d'armes pour pratiquer le fleuret et parfois le sabre. Ce n'est qu'en s'installant en métropole qu'elle va se convertir à l'épée.

Rapidement, elle rejoint l'équipe de France et y rencontre Valérie Barlois, qui vient elle aussi d'abandonner le fleuret, à la fois par lassitude et à cause d'une blessure au genou qui l'a tenue éloignée des pistes pendant plusieurs mois. « Au début, nous n'étions que coéquipières, puis nous avons appris à nous apprécier mutuellement et nous sommes devenues amies, explique la vice-championne olympique. Nous nous voyons d'ailleurs souvent en dehors du cadre de l'escrime. Et ce qui vient d'arriver n'y changera évidemment rien. »

Autant Laura Flessel, vingt-cinq ans, paraît réservée, y compris dans la victoire, autant sa coéquipière, de deux ans plus âgée, affiche une personnalité extravertie. Cela n'empêche pas les



Laura Flessel exulte. Avec sa victoire sur Valérie Barlois, elle devient la première championne olympique de l'épée de l'histoire (Enrique Shore, Reuters.)

deux jeunes femmes de pratiquer une escrime assez semblable, portée sur l'offensive, caractéristique de l'école française d'épée féminine. Celle-ci a démontré à Atlanta sa qualité. Et ce n'est peut-être pas terminé : mercredi prochain, Laura Flessel et Valérie Barlois disputeront, avec Sophie Morese, le tournoi olympique par équipes. Cette fois, pour perdre ou gagner ensemble.

Gilles van Kote

Damien Touya sabre pour le bronze

En obtenant, pour sa première participation aux Jeux olympiques, la médaille de bronze au sabre, Damien Touya s'est affirmé comme le successeur de Jean-François Lamour, médaillé d'or en 1984 et 1988. Après avoir éliminé un autre Français, Jean-Philippe Daurelle, en huitièmes de finale, et s'être débarrassé du Polonais Sznajder - qui avait sorti Kirienko, le quadruple champion du monde - en quarts, Touya a manqué de très peu d'accéder à la finale, ne s'inclinant que d'une touche face au Russe Sergueï Charikov, après en avoir compté cinq d'avance. Lors de son match pour la troisième place, Touya, champion du monde juniors l'an dernier, a battu le Hongrois Jozsef Navarrete par 15 touches à 7.

Jeannie Longo roule enfin sur l'or

Cyclisme. A sa quatrième tentative, la Grenobloise s'impose dans l'épreuve olympique sur route. Seule, bien sûr

SOUS LE DÉLUGE, c'est elle qui passe, dents serrées. Corps ployé, yeux rivés à l'horizon, elle est partout, piaffe, avance et remorque. Elle déteste la pluie, elle souffre, c'est sûr. Parfois, ses traits se creusent dans l'effort. Tant pis, il y a cet absolu. Jeannie Longo court pour l'or, rien que pour l'or. Bien sûr, ils disent tous cela. Mais elle sait mieux qu'une autre ce qu'il peut parfois y avoir de cruel à recevoir une médaille d'argent. Celle de Barcelone, elle s'en souvient comme d'une offense, d'une méconnaissance.

Quatre ans après, Jeannie, ex-retraîtée et grande patronne de la course, est en session de rattrapage. Elle a trente-sept ans. Ces Jeux sont ses derniers. Le peloton le sait, l'attend au virage, cherche à la piéger. Accélération, coups d'accrochage, Longo veille, seule. Catherine Marsal et Marion Clignet, qui roulent sous le même maillot, ne sont pas disposées à lui apporter la moindre aide. Entre la « vieille » et les deux « jeunes »,

c'est la guerre froide, la coexistence belliqueuse. Depuis longtemps, Jeannie est un électron totalement libre de l'équipe de France. Elle choisit sa marque de pédales comme sa méthode d'entraînement. Trois semaines avant les Jeux, elle est partie en solitaire, pour rouler et s'oxygéner dans l'altitude du Colorado, pour préparer son apothéose.

Jeannie est seule. Contre toutes. Elle le sait. Dans un sens, elle s'en fiche. Nichée dans le peloton, elle observe encore avant d'attaquer une première fois. Pour voir. Elle est rattrapée, elle repart encore. Sans succès encore. Puis, sous l'averse d'orage, à l'arraché, elle s'extirpe du peloton, dans le cinquième des huit tours. La Canadienne Clara Hughes et l'Italienne Imelda Chiappa s'échappent avec elle.

Trois à courir après une unique médaille d'or. Avec le peloton en embuscade, vorace et furieux de s'être fait berné. Les Américaines, évidemment, mènent une chasse

effrénée sans pouvoir revenir à moins de trente minutes petites secondes des échappées. La pluie tombe, drue et chaude. Il reste huit kilomètres. Jeannie échappe aux échappées. Seule, à force de volonté boulimique et de barres énergétiques boulochées. Jusqu'à la ligne d'arrivée.

IMPENSABLE PALMARÈS

Championne olympique. Enfin. Comme toujours, elle s'enfuit un peu plus loin, encore perchée sur ses pédales. Elle salue, elle sourit, s'arrête pour parler. Elle a des gouttes de pluie et de sel sur le visage, une larme dans chaque œil. La voilà avec le seul titre qui manquait à son impensable palmarès. Dix fois championne du monde entre 1981 et 1995, dont cinq fois sur route. Mais la championne du monde ne parvient pas à dominer Polympe. En 1984, à Los Angeles, elle roule vers la victoire quand son vélo s'entrechoque avec celui de l'Italienne Maria Canins, sa grande adversaire du moment. Dé-

raillé cassé, elle finit sixième. A Séoul, à peine remise d'une blessure, elle échoue à la vingt et unième place. Partie à la retraite en 1989, elle s'ennuie et revient pour Barcelone. Arrivée deuxième, elle joue qu'elle n'avait pas vu l'Australienne Kathy Watt s'enfuir un kilomètre avant l'arrivée pour lui souffler l'or.

Maintenant, elle rit : « C'est comme le bac et le permis : à force, on finit par l'avoir. Une fois que c'est fait, on se dit que ce n'était pas si dur que ça. » Elle est heureuse d'elle. Aujourd'hui, elle a su utiliser les conditions atmosphériques pour durer une course qui, par elle, est devenue pour elle. Est-elle la plus forte ? « Je l'ai été. »

Elle avoue quelques angoisses d'avant-course à propos du tracé de routier-sprinteur, sans trop de dévotion, pour laquelle elle s'est alignée avec son vélo de contre-la-montre. La veille, elle a refait l'épreuve dix mille fois dans sa tête, cherchant les points d'une attaque, les recoins de ses fai-

blesses : « Ce matin, je suis partie dans l'inconnu. » Elle signe le bordereau du contrôle antidopage, embrasse son mari et entraîneur, Patrice Ciprelli, serre la main au ministre des sports, Guy Drut. Tout à l'heure, en la regardant courir, le ministre s'est exclamé, sidéré : « Elle a une telle troncne qu'elle va bouffer son vélo. » Au long des années, elle s'est endurcie, s'est exaltée Patrice Ciprelli. Elle est capable de s'entraîner encore mieux. »

Jeannie demande des nouvelles des autres Françaises. Plus loin, Catherine Marsal a la tête des grands dépités : « Je me suis fait couillonner », grogne-t-elle pour être restée dans le peloton, roulant de rage. Jeannie, elle, dit : « Cette médaille d'or va faire plaisir aux rares qui m'ont fait confiance. » Lundi matin, la championne olympique repart pour le Colorado, où elle va s'entraîner pour le contre-la-montre du 3 août. Son nouveau défi d'indépendance.

Bénédicte Mathieu

Ghani Yalouz rate son dernier combat

Gréco-romaine. Le lutteur de Besançon s'est incliné en finale contre un Polonais qui ne l'avait jamais battu

SUR LE TAPIS rouge et jaune, Ryszard Wlohy bondit déjà de joie. Un pan de tribune scande son nom, en agitant des drapeaux polonais. Mais même à dix secondes de l'issue mathématiquement irrévocable de la finale des 66 kilos, Ghani Yalouz refuse d'abandonner. Mené par sept points à zéro, le Français cherche désespérément une ultime empoignée. Comme si la médaille d'argent était une punition. Le regard incrédule, Wlohy le ramène à la réalité.

La consécration échappe encore au lutteur de Besançon : « Je suis un peu le Raymond Poulidor de la gréco-romaine, regrette-t-il. J'ai été champion d'Europe (1992 et 1995), vice-champion du monde (1989 et 1994) et aujourd'hui vice-champion olympique. Un grand titre me manquait peut-être à la fin de ma carrière. »

Samedi 20 juillet pourtant, il avait terrassé d'entrée le Russe vice-champion d'Europe, Aleksandr Tret'yakov. Puis il avait écrasé par « grande supériorité » (un écart de 10 points) le Japonais Yasushi Miyake, 3 minutes 25 secondes avant la fin des cinq minutes réglementaires. Dimanche 21 juillet au matin, sa demi-finale contre Kamandar Madzhidov l'a préoccupé. Retraité depuis les Jeux de Barcelone, le Biélorusse, médaillé d'or à Séoul, avait conseillé Ghani à l'occasion de nombreux séjours en France. « Même s'il pratique une lutte physique qui me convient bien, il me connaît par cœur. » Il avait pourtant su trouver la solution pour maîtriser son inspirateur.

SPECTATEURS PASSIONNÉS

Restait la finale, devant 7 000 spectateurs passionnés par ce sport très prisé dans les universités américaines. Wlohy, Yalouz l'avait battu en finale des championnats d'Europe 1995, chez lui, à Besançon. L'affaire semblait donc entendue. Mais le Français n'est pas allé au bout de son rêve. « Ma déception va passer, se consolait-il. Une médaille d'argent, c'est tout de même magnifique. »

Ce sera la seule médaille pour la France dans cette discipline. Yvon Riemer, sélectionné en 82 kilos, a déclaré forfait. Une hernie cervicale lui interdisait de s'aligner à Atlanta. En accord avec l'encadrement de la Fédération française de lutte, Riemer a quand même accompagné Yalouz au bout de sa préparation en Géorgie. « Je ne pouvais pas le laisser seul avec la pression des résultats et le régime alimentaire draconien qu'impose la « descente de poids » avant la pesée. Quand je pense qu'il n'avait jamais perdu contre Wlohy... »

Patricia Jolly

Nike, coussin d'air et air du temps

A l'arrivée des sélections américaines de marathon, Bob Kempainen, épuisé, a vomi. Cela arrive fréquemment au terme de cette course éprouvante où l'estomac des concurrents est ballotté pendant 42,195 km. Les caméras de télévision qui suivent l'événement évitent pourtant de diffuser de telles images. La marque de chaussures de sport la plus vendue dans le monde, Nike, a choisi elle de les montrer dans un spot publicitaire.



Au-dessus de la photo de Bob Kempainen, plié en deux, imprimée dans un graphisme volontairement sale, on peut lire : « Si vous ne supportez pas la chaleur, ferez-vous d'Atlanta. » Et on entend : « Où diable vous croyez-vous ? ». Sur petit écran ou sur papier magazine, l'effet est le même : celui, si on peut

dire, d'un coup de poing dans l'estomac.

« On vend des chaussures de sport, des chaussures de champions », répond invariablement l'ancien marathonien Alberto Salazar, devenu un des directeurs de Nike, quand on lui demande pourquoi de telles images ont été choisies. « On veut exprimer le véritable esprit de compétition qui anime ces athlètes. On veut montrer ce qui se passe effectivement, on veut sortir des sempiternels clichés de champions que toutes les firmes qui ne sont pas dans le sport utilisent, en y accolant le logo officiel de l'événement. Ça, c'est du marketing pour les clients de supermarché. Nous, on s'intéresse aux athlètes. »

Les premières réactions à cette campagne ont été assez négatives. En prenant le risque de choquer, Nike a pourtant atteint son objectif : l'équipementier sort du rang au moment où tous ses concurrents font une publicité massive mais utilisent toujours, au bout du compte, les mêmes images très clean des athlètes qu'ils ont sous contrat. Le public peut ne pas faire la différence entre deux annonces concurrentes. Mais, avec Nike, le doute n'est pas permis. La firme, basée en Oregon, n'en est pas à son coup d'essai en la matière : en 1988, elle avait déjà étonné en utilisant la chanson des Beatles Revolution.

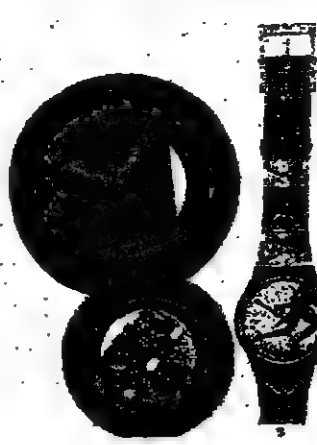
Cette fois, il est d'ores et déjà acquis que les 165 millions de francs consacrés par Nike à sa campagne estivale n'ont pas été investis en vain. Alors qu'en matière de chaussures le fournisseur officiel des Jeux est Reebok, Nike, qui a transformé un vieux garage en centre d'exposition en plein Atlanta, occupe le terrain avec 16 panneaux géants répartis dans la ville et 100 dans le métro.

Malgré tout, comme le suggère sa publicité bien dans l'air du temps, c'est sur la piste que les chaussures à coussin d'air ont acquis leur notoriété. Et là, l'équipementier, qui a fait sa première apparition aux Jeux de Munich en 1972 avec ce nom un peu prétentieux signifiant « victoire » en grec, a de fortes chances de faire terminer les Jeux : il équipe la sélection américaine d'athlétisme, qui comprend, entre autres, les sprinters Gwen Torrence et Michael Johnson, favoris respectivement sur 100 m féminin, et 200 m et 400 m.

On retrouve le sigle Nike sur les maillots des basketballeurs croates et yougoslaves et sur celui des footballeurs néerlandais et italiens. Au total, ses produits sont portés par 44 délégations sur les 197 présentes à Atlanta. En termes sportifs, cela s'appelle un bon score.

DESSINÉ POUR LES JEUX

LA FIRME SUISSE SWATCH a usé jusqu'à satiété des droits commerciaux que lui offre son statut de chronomètreur officiel des Jeux du centenaire. Avec 34 modèles de montres dessinés pour l'occasion, elle s'est livrée à une déclinaison



universelle de ce que des designers peuvent faire avec : un cadran, un bracelet et le thème de l'olympisme. Montres sur l'histoire des Jeux, montres sur dix champions olympiques de l'époque, montres pour les volontaires, montres pour le CIO, la liste n'en finit pas.

Il y a même une série, baptisée « Irony Ceremony », qui comprend trois montres, respectivement faites dans l'or, l'argent et le bronze, pour 14 500 francs. La création la plus étonnante reste malgré tout un modèle qui n'appartient à aucune série : « Olympic Portraits », fait à partir de clichés de sportifs anonymes par la photographe américaine Annie Leibovitz, spécialisée dans le portrait de célébrités.

Elle a suivi la « mise en pages » réalisée par le collectif du « Swatch Lab » de New York. Le résultat est un paradoxe, car un album de photos, jusqu'ici, servait plutôt à arrêter le temps.

La revanche des brasseurs

Natation. Déçus de Barcelone, Fred Deburghgraeve puis Penelope Heyns s'offrent la victoire

PAS D'EMPLOI du temps mieux réglé et aussi rempli que ceux des vainqueurs de 100 mètres brasse aux Jeux d'Atlanta. Chez les femmes comme chez les hommes, ce sont des lève-tôt de la performance pure et des couche-tard des honneurs olympiques. Le matin, ils battent des records du monde. Le soir, ils offrent une médaille d'or à leur pays, débutant ou renaissant dans le cercle de plus en plus large des nations qui comptent en natation.

Ainsi le Belge Fred Deburghgraeve. Drôle de personnage, celui-là. Il s'avance dans sa série de qualification, samedi 20 juillet, à la première heure d'une longue semaine de compétition, et il bat le record du monde sans avoir l'air d'y penser. Il nage sa distance en 1 min 56 centièmes, soit trente-cinq de moins que la performance de référence, mais, de son propre aveu, deux dixièmes de plus que celle dont il aurait pu rêver s'il ne s'était autorisé l'élégance de ralentir à quelques mètres du mur. Au crépuscule, il offre à la Belgique la première médaille d'or en natation de son histoire, mais n'en peste pas moins contre ceux qui lui ont tendu ce traquenard nocturne : des mondanités, qu'il déteste par-dessus tout, en présence du prince Philippe, héritier de la Couronne.

Dans son sport, le Flamand n'a que faire des dynasties établies. La Belgique paraît ruinée à côté du gorilla des piscines ? Peu importe. A une journaliste qui s'enquiert des impressions d'un vainqueur venu de « nulle part », Fred Deburghgraeve répond, en plissant son visage lisse, qu'il n'est plus besoin « de venir d'un grand pays, avec une longue tradition, pour s'entraîner avec professionnalisme et obtenir



Penelope Heyns a battu son propre record du monde du 100 m brasse dès les séries avant de s'imposer en finale. (Gary Hershorn, Reuters.)

une médaille d'or ». Dimanche 21 juillet, la Sud-Africaine Penelope Heyns s'est chargée d'en administrer une nouvelle démonstration. Mêmes heures, même distance, même nage, et même manière de répartir les tâches. Dès potron-minet, la jeune femme, âgée de vingt et un ans, a nettement amélioré le record du 100 m brasse qu'elle avait établi en mars. En 1 min 52 centièmes, elle s'est qualifiée pour la finale avec une marge de sécurité sur ses adversaires qui lui garantissait presque la médaille d'or. Au crépuscule du soleil, Penelope Heyns a effectivement procuré à l'Afrique du Sud son premier titre olympique en natation depuis les Jeux d'Helsinki en 1952, après les années de néant ajoutées à celles d'interdiction d'olympisme pour cause d'apartheid.

D'où les deux brasseurs ont-ils tiré cette force, ces victoires sans histoire pour des pays qui n'ont guère marqué les annales des exploits aquatiques ? D'un exil sans doute, les plaçant en marge des priorités nationales qui auraient pu étouffer leurs talents. Celui de Pe-

nelope Heyns est géographique. Après les Jeux de Barcelone, où elle n'embarqua qu'à une misérable trentaine-troisième placée au 100 mètres brasse, elle est partie profiter des structures de l'université du Nebraska, au nord des Etats-Unis. Là-bas, elle a appris cette technique et taillé ces muscles qui lui permettent aujourd'hui de prouver que « l'Afrique du Sud n'est pas seulement le pays des sports collectifs, du rugby, du football et du cricket ».

Si la natation n'était pas avant tout pratique individuelle, Fred Deburghgraeve ne l'aurait sans doute pas choisie. Son exil à lui est intérieur. Introverti de l'effort, le fils de maître-nageur supportait mal la présence permanente d'un entraîneur au bord de la piscine municipale de Roulers, à une trentaine de kilomètres de Lille. Ronald Gastra, son mentor néerlandais, le conseilla donc à distance, par fax et par téléphone. Fred a besoin de l'approbation de ses sensations, de l'assentiment de son corps, et d'eux-

seuls, pour adopter les modifications qu'il lit sur le papier. Fierement attaché à son indépendance, il se tient aussi à l'écart des stages de l'équipe belge. Sa principale source de motivation lui est d'ailleurs venue d'une vexation solitaire.

A Barcelone, en 1992, Fred Deburghgraeve avait glissé de son plot au départ des séries et n'avait pu défendre ses chances. La blessure morale alors ressentie l'avait conduit à arrêter net la natation. Le Flamand avait mis sept mois avant de se décider à relancer une carrière qu'il a conduit depuis au sommet de sa discipline. Mais il en garde une manie. Samedi encore, avant sa finale, Fred essayait consciencieusement son plot de départ, comme si chaque goutte faisait luire le mauvais souvenir. Puis il a plongé pour rafraîchir la piscine de sa personnalité atypique, et semer, avant Penelope Heyns, le désordre de quelques nœuds indolents dans les palmiers de la natation.

Jérôme Fenoglio

Avec Tom Dolan, l'Amérique respire mieux

Natation. C'est un asthmatique qui, dans l'épreuve du 400 mètres 4 nages, a donné aux Etats-Unis leur première médaille d'or

BONNE NOUVELLE pour les Jeux du centenaire : l'Amérique respire mieux. Cin d'œil du hasard, elle doit ce retour à la vie à un jeune homme de vingt ans, dont l'existence a souvent tenu à une seule bouffée d'oxygène. Tom Dolan, un grand échafaud à peine plus épais que les lignes de plastique qui séparent entre eux les huit couloirs du bassin olympique, a offert au pays sa première médaille d'or des Jeux, dimanche soir 21 juillet, sur 400 mètres 4 nages. Il l'a fait en grimasçant, dans la douleur, en piochant derrière chaque mouvement de nage la force de surmonter son mal. Puis il a expliqué d'une voix lisse et grave que l'air avait failli lui manquer pour terminer la course. Un aveu qui n'a surpris personne : Tom Dolan est asthmatique. Un handicap qui l'accompagne depuis l'enfance mais qui n'a jamais, semble-t-il, ralenti ses pas.

Ce premier titre olympique pourrait résumer d'un trait rapide le récit épique de sa carrière d'athlète. Deuxième après le premier virage, encore deuxième à une longueur du but, il a souffert d'échouement dans les derniers mètres mais assommé à coups de poing l'idée de la défaite. « Mes poumons me brûlaient, racontait-il avec l'air détaché de celui que le mal n'effraye plus. Je ne sentais plus mes jambes. Mais je me suis dit que j'étais seulement à cinquante mètres de la médaille d'or. Alors j'ai forcé encore un peu plus fort. » La victoire était au bout, il l'a vue dans un éclair. Et choisi d'oublier le reste.

Son handicap physique l'a souvent placé au bord du gouffre. A ses débuts dans la carrière, il n'était pas rare de le voir perdre connaissance à la fin d'un entraînement. Son appétit de travail l'a encore renvoyé par le fond, au début du mois de mars, deux semaines seulement avant le début des épreuves de sélection

olympique. Il lui a fallu se résoudre à un repos de soixante-douze heures. « Une éternité », plaisante-t-il. Son père, un avocat de Virginie tenu d'un moment par un parcours en politique, s'est longtemps inquiété de ces brutales pannes d'énergie. « Et puis un jour, il a compris que rien ne m'arrêterait », explique le fils. Alors, il m'a simplement demandé d'apprendre à écouter mon corps pour couper mon effort juste avant qu'il ne soit trop tard. Ses entraîneurs, eux, ne le quittent jamais d'un regard. « Il ne sait pas ralentir », explique Jon Urbancsek, petit homme d'origine hongroise venu poser ses mailles dans le Michigan. Il lui faut sans cesse repasser ses limites, physiquement, autant que psychologiquement.

Coudeusement, le masque d'oxygène a fini par servir ses ambitions d'athlète. Il s'en explique sans formidisme, analysant soigneusement la nature de champion : « J'ai tellement l'habitude de composer quotidiennement avec la douleur, à chaque entraînement dans l'eau, que mon seuil de tolérance est sûrement plus élevé que celui de mes rivaux. Ils peuvent craquer dans une dernière longueur de bassin et laisser s'échapper la victoire. Pas moi. » Il l'a prouvé dimanche soir, dans l'ultime portion de la course, un effort en nage libre que l'Américain Eric Nemesnik avait entamé trois centièmes de seconde avant lui. Les deux nageurs sont longtemps restés associés dans un même mouvement. Puis le plus petit des deux a lâché la fatigue ralentit son allure. Tom Dolan, lui, s'est souvenu d'une vieille plaisanterie que lui servait souvent Dick Carl, son premier entraîneur : « Puisque tu ne sais pas nager assez d'air, ne respire plus et nage. » Il l'a fait sans angoisse. Pour remporter le titre olympique d'un souffle.

Alain Mercier

RÉSULTATS Samedi 20 juillet

BASEBALL
Japon b. Pays-Bas, 12-3 ; Cuba b. Australie, 10-6 ; Etats-Unis b. Nicaragua, 4-1.

BASKET-BALL
Messieurs
• Groupe A : Etats-Unis b. Argentine, 95-58 ; Lituanie b. Corée, 85-61 ; Chine b. Angola, 70-57.
• Groupe B : Brésil b. Porto Rico, 101-68 ; Yougoslavie b. Grèce, 71-63 ; Australie b. Corée du Sud, 111-88.

ESCRIME
Messieurs
Epee : Russie b. Belgique (Rus) b. Iran (Belg) 15-14. Pour la 3^e place : G. Imer (Hongr) b. Iran (Koréa) (Hongr), 15-9 ; Demi-finales : I. Terepov (Rus) b. G. Imer, 15-10 ; A. Dolgov (Uz) b. I. Kovacs, 15-8.

FOOTBALL
Messieurs
• Groupe A : Argentine b. Etats-Unis, 3-1 ; Portugal b. Tunisie, 2-0.
• Groupe B : France b. Australie, 2-0 ; Espagne b. Arabie Saoudite, 1-0.

HALTEROPHILIE
• 54 kg : I. H. Mutlu (Turc), 287,5 kg ; 2. Z. Kengon (Chine), 280 ; 3. S. Minchev (Bulg), 277,5 ; 4. S. Lam (Chine), 275 ; 5. T. Chanev (Roum), 265.

HOCKEY
Messieurs
• Groupe A : Argentine b. Inde, 1-0 ; Pakistan b. Etats-Unis, 4-0 ; Espagne b. Allemagne, 1-0. Dames
Etats-Unis et Pays-Bas, 1-1 ; Australie b. Espagne, 4-0 ; Corée du Sud b. Grande-Bretagne, 5-0 ; Allemagne b. Argentine, 2-0.

JUDO

Messieurs
• 55 kg : Finale : D. Douillet (Fr) b. E. Ponce (Esp), 10-0. Pour la 3^e place : H. Van Barneveld (Bel) b. S. Liu (Chine), 10-0 ; F. Mosler (All) b. N. Ogawa (Jap), 10-0.

Dames
• 72 kg : Finale : S. Panfili (Chine) b. E. Rodriguez (Cuba), 10-0. Pour la 3^e place : J. Hag (All) b. S. Matsuyama (Pol), 10-0 ; C. Choi (Fr) b. S. Sanderenko (Rus), 10-0.

NATATION
Messieurs
• 100 m brasse : 1. F. Deburghgraeve (Bel), 1 min 52 s 55 ; 2. J. Lin (EU), 1 min 53 s 77 ; 3. M. Wambeck (All), 1 min 53 s 83 ; 4. K. Guder (Hongr), 1 min 54 s 49 ; 5. P. Rogers (Aust), 1 min 54 s 54 ; 6. K. Grose (EU), 1 min 55 s 59 ; 7. Q. Zeng (Chine), 1 min 56 s 01 ; 8. S. Lopez (Rus), 1 min 56 s 13.

• 400 m 4 nages : 1. T. Dolan (EU), 4 min 50 s 73 ; 2. E. Nemesnik (EU), 4 min 52 s 03 ; 3. K. Egners (Hongr), 4 min 52 s 53 ; 4. S. Hest (All), 4 min 53 s 78 ; 5. E. Johnson (Aust), 4 min 54 s 22 ; 6. C. Costa (Roum), 4 min 54 s 91 ; 7. L. Becerra (Esp), 4 min 55 s 17 ; 8. M. Wier (EU), 4 min 56 s 25.

WATER-POLO
Messieurs
• Groupe A : Espagne b. Allemagne, 9-3 ; Hongrie b. Russie, 10-7 ; Yougoslavie b. Pays-Bas, 14-0.
• Groupe B : Italie b. Etats-Unis, 10-7 ; Corée b. Grèce, 8-5 ; 3. P. Jozak (Pol), 8-2.

TIR
Messieurs
• Tir à l'arc : 1. R. H. Brown (U), 684,2 pts ; 2. Y. Wang (Chine), 684,1 ; 3. T. Nakayev (Rus), 628,9 ; 4. S. Pyryanov (Rus), 625,5 ; 5. J. Pizack (Pol), 622,7.

Dames
• Carabine air comprimée 10 m : Finale : 1. S. Hauer (Aut), 427 pts ; 2. P. Hutter (All), 427 ; 3. A. Hauer (Youg) 427 ; 4. V. Balashova (Fr), 426 ; 5. C. C. Pogrebnik (Rus), 426.

Dimanche 21 juillet

BASEBALL
Cuba b. Japon, 9-7 ; Italie b. Corée du Sud, 2-1.

BASKET-BALL
Dames
• Groupe A : Etats-Unis b. Lituanie, 3-0 ; Corée du Sud b. Japon, 3-0 ; Chine b. Pays-Bas, 3-0.
• Groupe B : Espagne b. Allemagne, 3-0 ; Cuba b. Grèce, 3-0 ; Russie b. Argentine, 3-0.

HALTEROPHILIE
• 55 kg : 1. T. H. Mutlu (Turc), 287,5 kg ; 2. Z. Kengon (Chine), 280 ; 3. S. Minchev (Bulg), 277,5 ; 4. S. Lam (Chine), 275 ; 5. T. Chanev (Roum), 265.

HOCKEY
Messieurs
• Groupe A : Argentine b. Inde, 1-0 ; Pakistan b. Etats-Unis, 4-0 ; Espagne b. Allemagne, 1-0. Dames
Etats-Unis et Pays-Bas, 1-1 ; Australie b. Espagne, 4-0 ; Corée du Sud b. Grande-Bretagne, 5-0 ; Allemagne b. Argentine, 2-0.

JUDO
Messieurs
• 55 kg : Finale : D. Douillet (Fr) b. E. Ponce (Esp), 10-0. Pour la 3^e place : H. Van Barneveld (Bel) b. S. Liu (Chine), 10-0 ; F. Mosler (All) b. N. Ogawa (Jap), 10-0.

Dames
• 72 kg : Finale : S. Panfili (Chine) b. E. Rodriguez (Cuba), 10-0. Pour la 3^e place : J. Hag (All) b. S. Matsuyama (Pol), 10-0 ; C. Choi (Fr) b. S. Sanderenko (Rus), 10-0.

NATATION
Messieurs
• 100 m brasse : 1. F. Deburghgraeve (Bel), 1 min 52 s 55 ; 2. J. Lin (EU), 1 min 53 s 77 ; 3. M. Wambeck (All), 1 min 53 s 83 ; 4. K. Guder (Hongr), 1 min 54 s 49 ; 5. P. Rogers (Aust), 1 min 54 s 54 ; 6. K. Grose (EU), 1 min 55 s 59 ; 7. Q. Zeng (Chine), 1 min 56 s 01 ; 8. S. Lopez (Rus), 1 min 56 s 13.

21 juillet

BASEBALL
Cuba b. Japon, 9-7 ; Italie b. Corée du Sud, 2-1.

BASKET-BALL
Dames
• Groupe A : Etats-Unis b. Lituanie, 3-0 ; Corée du Sud b. Japon, 3-0 ; Chine b. Pays-Bas, 3-0.
• Groupe B : Espagne b. Allemagne, 3-0 ; Cuba b. Grèce, 3-0 ; Russie b. Argentine, 3-0.

HALTEROPHILIE
• 55 kg : 1. T. H. Mutlu (Turc), 287,5 kg ; 2. Z. Kengon (Chine), 280 ; 3. S. Minchev (Bulg), 277,5 ; 4. S. Lam (Chine), 275 ; 5. T. Chanev (Roum), 265.

HOCKEY
Messieurs
• Groupe A : Argentine b. Inde, 1-0 ; Pakistan b. Etats-Unis, 4-0 ; Espagne b. Allemagne, 1-0. Dames
Etats-Unis et Pays-Bas, 1-1 ; Australie b. Espagne, 4-0 ; Corée du Sud b. Grande-Bretagne, 5-0 ; Allemagne b. Argentine, 2-0.

JUDO
Messieurs
• 55 kg : Finale : D. Douillet (Fr) b. E. Ponce (Esp), 10-0. Pour la 3^e place : H. Van Barneveld (Bel) b. S. Liu (Chine), 10-0 ; F. Mosler (All) b. N. Ogawa (Jap), 10-0.

Dames
• 72 kg : Finale : S. Panfili (Chine) b. E. Rodriguez (Cuba), 10-0. Pour la 3^e place : J. Hag (All) b. S. Matsuyama (Pol), 10-0 ; C. Choi (Fr) b. S. Sanderenko (Rus), 10-0.

NATATION
Messieurs
• 100 m brasse : 1. F. Deburghgraeve (Bel), 1 min 52 s 55 ; 2. J. Lin (EU), 1 min 53 s 77 ; 3. M. Wambeck (All), 1 min 53 s 83 ; 4. K. Guder (Hongr), 1 min 54 s 49 ; 5. P. Rogers (Aust), 1 min 54 s 54 ; 6. K. Grose (EU), 1 min 55 s 59 ; 7. Q. Zeng (Chine), 1 min 56 s 01 ; 8. S. Lopez (Rus), 1 min 56 s 13.

21 juillet

BASEBALL
Cuba b. Japon, 9-7 ; Italie b. Corée du Sud, 2-1.

BASKET-BALL
Dames
• Groupe A : Etats-Unis b. Lituanie, 3-0 ; Corée du Sud b. Japon, 3-0 ; Chine b. Pays-Bas, 3-0.
• Groupe B : Espagne b. Allemagne, 3-0 ; Cuba b. Grèce, 3-0 ; Russie b. Argentine, 3-0.

HALTEROPHILIE
• 55 kg : 1. T. H. Mutlu (Turc), 287,5 kg ; 2. Z. Kengon (Chine), 280 ; 3. S. Minchev (Bulg), 277,5 ; 4. S. Lam (Chine), 275 ; 5. T. Chanev (Roum), 265.

HOCKEY
Messieurs
• Groupe A : Argentine b. Inde, 1-0 ; Pakistan b. Etats-Unis, 4-0 ; Espagne b. Allemagne, 1-0. Dames
Etats-Unis et Pays-Bas, 1-1 ; Australie b. Espagne, 4-0 ; Corée du Sud b. Grande-Bretagne, 5-0 ; Allemagne b. Argentine, 2-0.

JUDO
Messieurs
• 55 kg : Finale : D. Douillet (Fr) b. E. Ponce (Esp), 10-0. Pour la 3^e place : H. Van Barneveld (Bel) b. S. Liu (Chine), 10-0 ; F. Mosler (All) b. N. Ogawa (Jap), 10-0.

Dames
• 72 kg : Finale : S. Panfili (Chine) b. E. Rodriguez (Cuba), 10-0. Pour la 3^e place : J. Hag (All) b. S. Matsuyama (Pol), 10-0 ; C. Choi (Fr) b. S. Sanderenko (Rus), 10-0.

NATATION
Messieurs
• 100 m brasse : 1. F. Deburghgraeve (Bel), 1 min 52 s 55 ; 2. J. Lin (EU), 1 min 53 s 77 ; 3. M. Wambeck (All), 1 min 53 s 83 ; 4. K. Guder (Hongr), 1 min 54 s 49 ; 5. P. Rogers (Aust), 1 min 54 s 54 ; 6. K. Grose (EU), 1 min 55 s 59 ; 7. Q. Zeng (Chine), 1 min 56 s 01 ; 8. S. Lopez (Rus), 1 min 56 s 13.

21 juillet

BASEBALL
Cuba b. Japon, 9-7 ; Italie b. Corée du Sud, 2-1.

BASKET-BALL
Dames
• Groupe A : Etats-Unis b. Lituanie, 3-0 ; Corée du Sud b. Japon, 3-0 ; Chine b. Pays-Bas, 3-0.
• Groupe B : Espagne b. Allemagne, 3-0 ; Cuba b. Grèce, 3-0 ; Russie b. Argentine, 3-0.

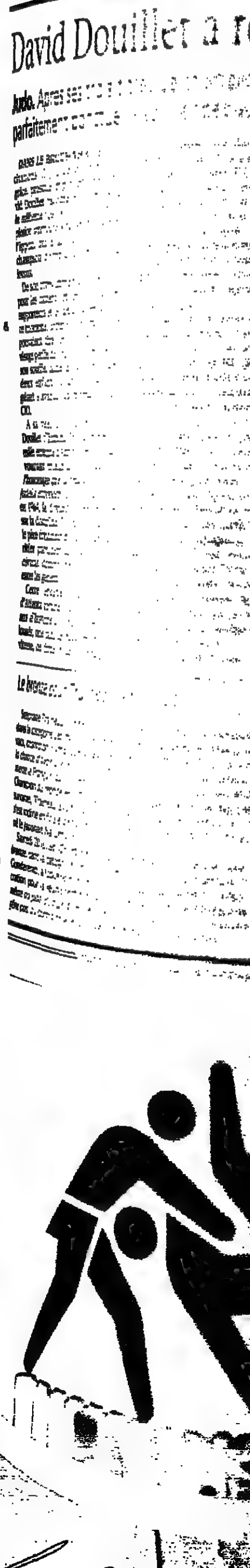
HALTEROPHILIE
• 55 kg : 1. T. H. Mutlu (Turc), 287,5 kg ; 2. Z. Kengon (Chine), 280 ; 3. S. Minchev (Bulg), 277,5 ; 4. S. Lam (Chine), 275 ; 5. T. Chanev (Roum), 265.

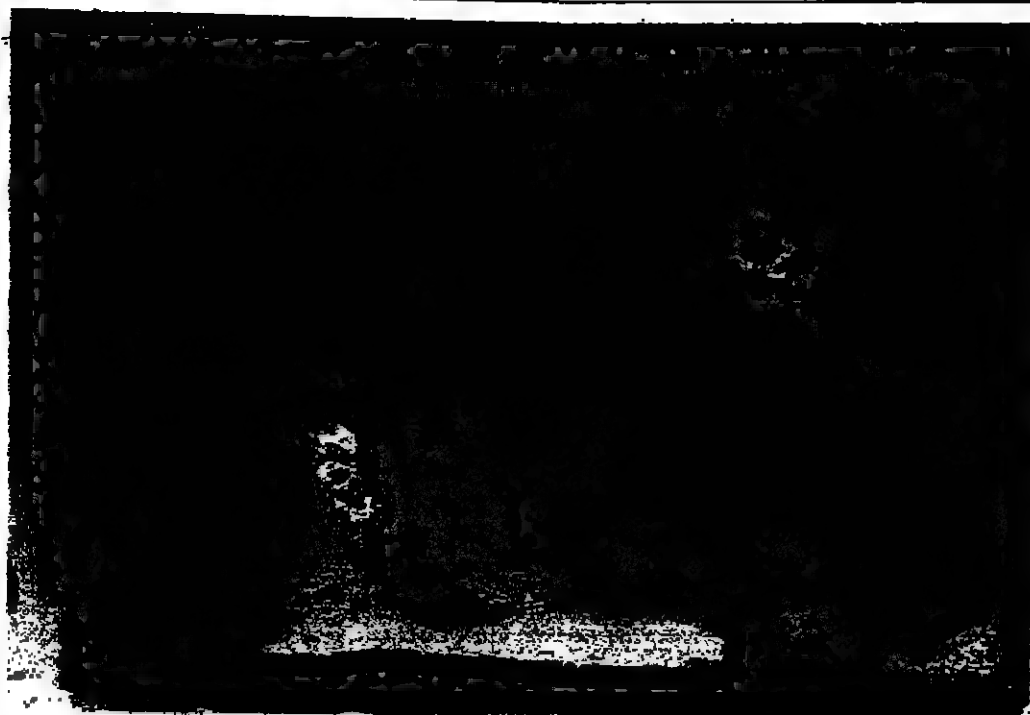
HOCKEY
Messieurs
• Groupe A : Argentine b. Inde, 1-0 ; Pakistan b. Etats-Unis, 4-0 ; Espagne b. Allemagne, 1-0. Dames
Etats-Unis et Pays-Bas, 1-1 ; Australie b. Espagne, 4-0 ; Corée du Sud b. Grande-Bretagne, 5-0 ; Allemagne b. Argentine, 2-0.

JUDO
Messieurs
• 55 kg : Finale : D. Douillet (Fr) b. E. Ponce (Esp), 10-0. Pour la 3^e place : H. Van Barneveld (Bel) b. S. Liu (Chine), 10-0 ; F. Mosler (All) b. N. Ogawa (Jap), 10-0.

Dames
• 72 kg : Finale : S. Panfili (Chine) b. E. Rodriguez (Cuba), 10-0. Pour la 3^e place : J. Hag (All) b. S. Matsuyama (Pol), 10-0 ; C. Choi (Fr) b. S. Sanderenko (Rus), 10-0.

NATATION
Messieurs
• 100 m brasse : 1. F. Deburghgraeve (Bel), 1 min 52 s 55 ; 2. J. Lin (EU), 1 min 53 s 77 ; 3. M. Wambeck (All), 1 min 53 s 83 ; 4. K. Guder (Hongr), 1 min 54 s 49 ; 5. P. Rogers (Aust), 1 min 54 s 54 ; 6. K. Grose (EU), 1 min 55 s 59 ; 7. Q. Zeng (Chine), 1 min 56 s 01 ; 8. S. Lopez (Rus), 1 min 56 s 13.





Les Français

● **AVIRON.** Deux sans barreur, deux sans barreur féminin, deux de couple et quatre sans barreur qualifiés pour les demi-finales. Céline Garcia (skiff) en repêchages.
● **BOULDER.** Hussein Bayram (poids welter) éliminé au premier tour par Marian Simon (Roumanie). Rachid Bouaita qualifié pour le deuxième tour en battant Bekas Aboubakirov (Kazakhstan).
● **CYCLISME.** Jeannie Longo championne olympique sur route. Catherine Marsal 16^e à 53 s. Marion Clignet 38^e à 5 min 37 s.
● **ESCRIME.** Laura Flessel championne olympique à l'épée en battant en finale Valérie Barlois (15-12). Sophie Moreau éliminée en huitièmes par Eva-Maria Itner (Allemagne). Dans la compétition masculine, Beketov (Russie) a écarté Eric Srecki, champion olympique à Barcelone, en huitièmes de finale (15-10), puis Jean-Michel Henry en quarts (15-13). Robert Leroux a été

battu en huitièmes par Kaido Kaaberma (Estonie). Au sabre, Damien Touya, battu en demi-finales par le Russe Sergueï Charikov (15-14), obtient le bronze contre le Hongrois Jozsef Navarrete. Jean-Philippe Daurelle et Franck Ducheix ont été éliminés en huitièmes par... Damien Touya et Felix Becker (Allemagne).
● **FOOTBALL.** Succès pour les Français contre l'Australie (2-0), à Miami.
● **GYMNASTIQUE.** Français et Françaises sont neuvièmes par équipes après les exercices imposés.
● **HALTÉROPHILIE.** 54 kg : Eric Bonnel, onzième avec un total de 250 kg.
● **JUDO.** David Douillet champion olympique des lourds. Battue au premier tour par Beata Maksymowa (Pologne). Christine Cicot a obtenu la médaille de bronze (+ 72 kg) après le repêchage. Stéphane Traineau, battu en finale de tableau par Min Soo Kim (Corée du Sud), gagne le bronze (95 kg) face à Antai

Kovacs (Hongrie). Estha Essombe (72 kg), battue pour la troisième place par Ylenia Scapin (Italie), a été victime d'une fracture du péroné.
● **LUTTE GRÉCO-ROMAINE.** Ghani Yalouz (68 kg), médaille d'argent, échoue en finale contre Ryszard Wolny (Pologne).
● **NATATION.** Le relais 4 x 200 m libre huitième de la finale (7 min 24 s 85). Vainqueur de la finale B, Vladimir Latocha bat le record de France du 100 m brasse (1 min 2 s 28). Éliminés en séries : Solennès Figues sur 100 m libre (54 s 90) et 200 m libre (2 min 2 s 74). Nadège Cliton sur 400 m 4 nages (5 min 6 s 46), Christophe Bortone sur 200 m libre (1 min 52 s 17), Karine Bremont sur 100 m brasse (1 min 11 s 80).
● **TIR.** Valérie Belenoune quatrième à la carabine à air comprimé (10 m). Carole Cousson 41^e. Déception pour Dumoulin, champion du monde en titre, qui finit 36^e à la carabine 10 m, derrière Gérard Fernandez, 12^e.

David Douillet a rejoint les plus grands des lourds

Judo. Après ses trois titres de champion du monde en 1993 et 1995, le Français s'est montré parfaitement ponctuel à son rendez-vous olympique

DANS LE BROUHAHA des félicitations, il y a ce moment de grâce, presque imperceptible. David Douillet raconte encore, pour la millième fois, « la fabuleuse explosion intérieure » ressentie après l'ippon, qui avait fait de lui le champion olympique des poids lourds.

De son corps immense, il rejoue, pour les caméras et les stylos, les supporters et les amis, la geste de ce triomphe, comme si les mots ne pouvaient dire son bonheur. Son visage pétillant de sourires. Il reprend son souffle, dédie la victoire à ses deux enfants, quand un autre géant s'avance, un membre du CIO.

A sa vue, le visage de David Douillet s'illumine. Et il accepte la mille émeuse d'Anton Geesink, savourant mieux que tout autre l'hommage que lui rend le premier judoka européen qui ait mis à mal, en 1964, la domination japonaise sur la discipline. Geesink-Douillet : le père fondateur et le lointain héritier partagent un chapeau d'or, comme une passerelle entre les générations.

Cette éphémère rencontre d'Atlanta résume plus de trente ans d'histoire des grands poids lourds, une saga de muscles et de vitesse, de force et de technique.

Qui d'autre que Geesink aurait pu remettre au Français sa médaille d'or avec autant d'à-propos ?

Fabien Canu, le directeur du haut niveau à la fédération de judo, n'a désormais plus aucun doute : il sait que son champion olympique appartient à la catégorie des judokas d'exception, à la lignée restreinte des combattants que les maîtres japonais regardent avec respect.

Grâce à ce nouveau titre, qui s'ajoute à trois couronnes mondiales, David Douillet confirme qu'il est bien le fils des Anton Geesink, Willem Ruksa et Yasuhiro Yamashita, ces monstres de judo qui l'ont précédé, dans le palmarès olympique, au sommet de ce monde un peu à part des poids lourds. Entre les tournois, ils sont copains, amis parfois. Sur le tatami, il n'est pas plus rival.

Dans cette rigoureuse séparation des genres, Douillet réussit des miracles. A la ville, difficile de trouver meilleur compagnon : les télécommentateurs de Canal Plus, dont il sera consultant jusqu'à la fin des Jeux, au côté de l'autre ancien champion olympique Thierry Rey, pourront mesurer à quel point le héros d'une publicité pour revêtement de sols est un bon vivant.

En compétition, impossible

d'imaginer judoka plus féroce. « C'est le fait de gagner qui est jouissif, dit-il pour expliquer sa rage de vaincre. Et même aux championnats de France, j'aime gagner. »

Le champion olympique a mis ses qualités au service de son ambition : puissance physique, vitesse d'exécution, science du combat, science de la défense. « Si vous regardez bien la journée, analyse Jean-Luc Rougé, le directeur technique national, vous avez un David différent à chaque combat, une fois attentif, l'autre très offensif. Il sait parfaitement adapter sa stratégie à l'adversaire du moment. Il est toujours plus malin que l'autre. »

PUISSANCE ET VITESSE

Avec un souci permanent du détail, il y puise la force de sa concentration, et la meilleure garantie contre les erreurs, contre la crainte de l'ippon stupide (la projection sur le dos) qui donne le vertige aux plus forts.

Lors des trois premiers tours, il s'est montré prudent. Cela ne l'empêchait pas de faire main basse sur la moindre occasion. Entre le matin et l'après-midi, les éliminatoires et les finales, il s'est ménagé, respectant à la lettre un programme de sagesse.

Il a mangé, un peu. Dormi, dix minutes, grâce à ce pouvoir, qui le fait sourire, de n'avoir qu'à fermer l'œil pour s'assoupir. Au réveil, il s'est réchauffé avec Fabien Canu, son « sparring-partner de luxe ».

Au fil des ans et des victoires, David Douillet a appris à se connaître. Il n'est plus ce grand athlète un peu timide, fraîchement débarqué de sa Normandie natale, que Jean-Luc Rougé avait imposé en équipe de France lors des Jeux de 1992. La préparation qu'il a suivie pour Atlanta a étonné jusqu'aux spécialistes.

Il n'a participé qu'à un seul tournoi, au mois de mars en Italie, « séchant » les championnats d'Europe



David Douillet, face à l'Autrichien Eric Krieger (à g.), amorcé un de ses mouvements favoris. (Kimimasa Mayama, Reuters)

et toutes les autres compétitions du calendrier. Retiré à l'Insep, dans le bois de Vincennes, il s'est débattu avec quelques ennemis de santé, puis il a passé son temps à s'entraîner, à nourrir seul la flamme d'une victoire dont il dit ne pas avoir

douté. Comme s'il savait, tout au fond de lui-même, que, samedi 20 juillet 1996, David Douillet, de Neuchâtel-en-Bray, serait champion olympique de judo.

Pascal Ceaux

DÉPÊCHES

■ **TIR.** Grand favori du tir au pistolet à 10 m, le Chinois Yifu Wang s'est évanoui après la finale. Il avait distancé ses concurrents pendant toute l'épreuve, mais la chaleur lui a été fatale au dernier tir : 6,5, un score catastrophique. L'homme jeta son pistolet à terre et s'écroula. Évacué en civière, il n'a pu recevoir sa médaille d'argent. Zongfeng Tan, un autre finaliste chinois, l'a représenté sur le podium, la mine déconfite.

■ **DOPAGE.** Raymond Domenech, l'entraîneur de l'équipe de France de football, a vivement protesté, à la veille du premier match du tournoi, lorsque les délégués du CIO l'ont avisé qu'aucun contrôle antidopage n'était prévu avant les demi-finales. « Autant promettre l'impunité aux éventuels dopages », a-t-il dit. Le CIO n'a pas modifié ses intentions, mais la Fédération internationale de football (FIFA) a annoncé, samedi 20 juillet, qu'elle diligenterait des contrôles inopinés tout au long de l'épreuve olympique.

■ **PORTABLE.** Le président Jacques Chirac s'est entretenu par téléphone avec la Française Jeannie Longo, afin de la féliciter de sa médaille d'or de cyclisme sur route. La championne, qui parlait avec un téléphone portable, en présence de la presse, a remercié le chef de l'Etat pour ses « gentilles paroles ».

■ **GROS TEMPS.** Une tempête avec des vents soufflant à environ 60 km/h a contraint, dimanche 21 juillet, la flotte olympique à fuir le site de Savannah pour se mettre à l'abri. Seule une des trois régates inscrites au programme a pu aller à son terme.

■ **LE PLOMB ET LE BRONZE.** Les 6/10 de point qui ont séparé la Française Valérie Belenoune de la Yougoslave Aleksandra Ivosev, troisième de la carabine à 10 m, représentent 1,5 mm sur la cible. Cela veut dire que si la Toulonnaise avait pu envoyer un de ses projectiles 1,5 mm plus près du cœur de la cible, elle aurait transformé ce plomb en bronze.

■ **FAIR-PLAY.** Les États-Unis ont déposé une réclamation contre l'inscription de la nageuse hlandaise Michelle Smith dans l'épreuve du 400 m nage libre. La concurrente, qui a déjà enlevé le titre olympique du 400 m 4 nages, a réalisé le minima requis pour l'inscription hors des délais imposés.

Le bronze pour Traineau et Cicot

Stéphane Traineau a obtenu, dimanche 21 juillet, la médaille de bronze dans la catégorie des moins de 95 kilos, en battant le Hongrois Antal Kovacs, champion olympique à Barcelone en 1992. « Tout le monde n'a pas la chance d'avoir une médaille olympique, et je vais la savourer », a commenté le Français, qui, à trente ans, disputait ses troisièmes et derniers Jeux. Champion du monde en 1991, grand favori des Jeux de Barcelone l'année suivante, Traineau avait connu une élimination précoce. Cette fois, il s'est incliné en finale de tableau, contre le Coréen Kim, après avoir éliminé le japonais Nakamura.

Samedi 20 juillet, Christine Cicot a, elle aussi, gagné une médaille de bronze, dans la catégorie des plus de 72 kilos, en projetant l'Ukrainienne Gundarenko, à laquelle elle rendait une quarantaine de kilos. Une consécration pour la jeune femme la plus légère de sa catégorie. « L'essence même du judo, c'est de dominer des combattantes plus lourdes. Cela ne me gêne pas, au contraire », expliquait-elle après sa victoire.



VITTEL

POUR LES ATHLÈTES DU QUOTIDIEN.

FOURNISSEUR OFFICIEL DE L'EQUIPE DE FRANCE OLYMPIQUE.



هك ان النحل

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 23 JUILLET 1996

17

« **GOLDEN BOY** » Les établissements financiers se disputent à la City les opérateurs de marché les plus brillants. La flambée des rémunérations sur la place de Londres

provoque une dérive sociale et psychologique. ● LA BANQUE D'ANGLETERRE a fait part de ses inquiétudes face aux effets pervers de ces super-salaires, dont les traitements consti-

tuent jusqu'à 60 % des frais généraux, sur la rentabilité des firmes. ● LA CONTRIBUTION des services financiers au produit intérieur brut du Royaume-Uni est passée de 30 mil-

liards à 85 milliards de livres (680 milliards de francs) de 1982 à 1992. ● SELON L'HEBDOMADAIRE ALLEMAND *Welt am Sonntag* du dimanche 21 juillet, l'ex-« golden boy » Nick

Leeson, condamné à six ans et demi de prison à Singapour pour avoir provoqué la faillite de la banque d'affaires britannique Barings, aurait dissimulé 23 millions de livres.

Les rémunérations dans la City atteignent des niveaux record

L'envoie des salaires oblige les établissements financiers à déployer des trésors d'imagination pour tenter d'encourager la fidélité à l'entreprise, afin de conserver les meilleurs éléments

LONDRES

de notre correspondant dans la City

La Cité de l'indifférence. L'un passé, à la Bourse de Londres, près d'un boursier sur trois a changé d'employeur (30 %) contre un sur cinq en 1994. Et les départs ne cessent de s'accroître. Depuis son rachat en 1995 de la firme Smith New Court, l'Américain Merrill Lynch aurait été contraint de dépenser 30 millions de dollars (150 millions de francs) en complément de salaire, pour tenter de conserver les stars de sa nouvelle filiale londonienne. Une enquête d'un consultant, City Insight, indique que la loyauté envers l'employeur est devenue rare.

« Si les banquiers acceptent de travailler très dur, c'est pour gagner beaucoup d'argent et non pas parce qu'ils aiment leur "botte" ou apprécient leur chef », souligne un associé d'un cabinet de chasseurs de têtes. Deutsche Morgan Grenfell (DMG), la banque d'affaires filiale de la Deutsche Bank, a lancé à grands frais des opérations de débouchage d'équipes entières chez

ses concurrents. La flambée des rémunérations sur la place de Londres provoque une dérive, sociale et psychologique. Dans le livre *Poker menteur* consacré à Salomon Brothers, un jeune ban-

grands établissements bancaires d'Europe continentale, en particulier allemands et néerlandais. Traditionnellement, le salaire de base se conjugue à une prime discrétionnaire dont le montant est

ment de l'employé. En comparaison, les avantages en nature et les notes de frais paraissent aujourd'hui dérisoires. Les bonus représentent en moyenne entre 50 % et 90 % de salaires annuels, qui s'échelonnent de 50 000 livres (400 000 francs) pour des analystes au début de leur carrière à 120 000 livres (960 000 francs) pour un chef de département.

La Cité du risque. Pour les fondeurs sans ceinture de sécurité qui traversent un monde, où s'exacerbent passions, jalousies et appât du gain, le bonus garanti est devenu synonyme de sécurité de l'emploi. A Londres, les règles du jeu sont devenues aussi impitoyables qu'à New York : dès que le marché obligataire fléchit ou que les OPA (offres publiques d'achat) se raréfient, on allège les effectifs sans coup férir, préavis minimal à la clé. Pour ses participants, ce type de rémunération présente l'avantage de permettre aux courtiers vendettes de faire leurs preuves sur une plus longue période et non plus en fonction d'un seul exercice. La Banque d'Angleterre a fait

part de ses inquiétudes devant les effets pervers de ces super-salaires sur la rentabilité de firmes dont les traitements constituent jusqu'à 60 % des frais généraux. « Accusation ridicule. Nous engageons les « forts en thème » pour qu'ils nous rapportent des mandats et des revenus », répliquent les intéressés.

FACTURE SANS CÉRÉMONIE

Mais beaucoup soupçonnent les banques, même les plus sérieuses, de faire supporter cette charge supplémentaire aux clients. « Le prix des commissions est devenu exorbitant. Je ne reçois jamais de justificatif ou de détail des honoraires. Le banquier-conseiller vous tend une facture sans plus de cérémonie », s'est plaint récemment un industriel de renom, Sir Nigel Rudd, patron de Williams Holdings.

Deuxième ombre à ce tableau, le bonheur des uns fait le malheur des autres. Les stars d'un côté sont chouchoutées et protégées. L'élite regroupe les analystes des secteurs des télécommunications, de l'électronique ou des médias et les experts en produits financiers dérivés et des pays émergents et de certaines actions européennes (la liste n'est pas close). En revanche, les cadres non générateurs de recettes directes, comme les analystes généralistes, les économistes ou les administratifs, se plaignent d'une détérioration de leur train de vie professionnelle à cause de la chasse frénétique aux dépenses jugées superflues.

« Les banques aiment perdre de l'argent. D'abord, il y a l'Amérique latine, puis l'immobilier de bureau, et aujourd'hui les rémunérations des financiers », se lamente un président qui semble avoir une dent contre son collègue de DMG.

L'amélioration du cadre de travail est désormais à l'ordre du jour pour tenter d'endiguer les détériorations. « Quand il existe un bon ma-

nagement, attentif aux ressources humaines, les employés ont tendance à rester », souligne Oliver Wells, chasseur de têtes. D'autres firmes ont découvert le charme de la... participation. Ils

La City, une manne pour l'économie britannique

L'économie britannique bénéficie largement du développement de la City. Selon la London Business School, la contribution des services financiers au produit intérieur brut du Royaume-Uni est passée de 30 milliards à 85 milliards de livres (680 milliards de francs) de 1982 à 1992, soit respectivement 12 % et 17 % du PIB.

● Exportations : les revenus, au titre des exportations d'invisibles des institutions financières installées dans la City, sont passés de 9,2 milliards à 20,4 milliards de livres de 1984 à 1994.

● Change : entre 1992 et 1995, la place de Londres dans les opérations de change dans le monde (plus de 1 000 milliards de dollars de transactions par jour) est passée de 27 % à 30 %.

● Emploi : le nombre d'emplois générés par la City a augmenté d'environ 15 % entre 1981 et 1991 pour atteindre 617 000 personnes.

distribuent des titres de la compagnie qui ne peuvent être revendus avant plusieurs années. « Cet actionnariat, qui crée un sentiment de propriété, concilie l'intérêt individuel et celui de l'entreprise en forgeant une nouvelle fidélité », souligne-t-on chez Morgan Stanley, dont 40 % du capital est détenu par le personnel. Ubi bene, ibi patria... (« Oh l'on est bien, là est la patrie... »)

Marie Roche

Les courtiers « nouvelle génération » aiment la discrétion

LONDRES

de notre correspondant dans la City

« On évite l'ostentatoire. Aujourd'hui, le mode de vie transparent peu dans la vie professionnelle », souligne, sous couvert de l'anonymat, un banquier, fier d'acheter ses costumes chez Marks & Spencer au lieu du sur-mesure à 1 000 livres (8 000 francs). Contrairement aux yuppie « cavalières, type à l'été, jet-set » de la dernière décennie, les nouveaux riches de la City restent les murs.

Ce chef de vente d'actions américaines au sein d'un gros établissement européen fait partie des quelque 130 000 contribuables britanniques - la grande majorité travaillant dans la City - qui gagnent au moins 100 000 livres, à en croire les derniers chiffres du fisc. L'argent,

notre interlocuteur n'aime guère en parler. Il préfère mentionner son goût pour la transaction rapide, la fierté de travailler aux côtés d'intervenants puissants ou l'appartenance à une profession chic.

La serviette de cuir fatiguée et les chaussures Chukka noires aident à distinguer les heureux élus prêts à tout pour accroître leur revenu. Car, à entendre notre trader, 200 000 livres par an, voire le double, cela ne vous mène pas loin, à Londres. Une maison dans un quartier résidentiel, une autre à la campagne, deux enfants inscrits dans l'une des meilleures écoles privées de la capitale, une grosse BMW et une Volvo pour madame, un petit bateau à moteur et la volonté de transmettre un héritage... « Le salaire part vite », lance-t-il avec un regard grave. D'après ses dires, son épouse, qui a démis-

sonné d'un poste moyen dans la fonction publique pour s'occuper de la maisonnette, serait la cause de bien des frais supplémentaires : « Je suis constamment en voyage. On ne se voit pratiquement que le week-end. Mon épouse a droit à des compensations pour ce mode de vie particulier », insiste le professionnel londonien.

Notre homme de la City garde néanmoins les pieds sur terre. La vieille tradition britannique consistant à démolir le succès, la hantise de la presse à sensation, la mauvaise image de marque des patrons des entreprises privées qui se sont octroyés des augmentations exorbitantes et surtout la peur lancinante de perdre son emploi donnent ces jours-ci en équilibre l'ego dilaté.

M.R.

Les anciens dirigeants de Moulinex ont réalisé près de 60 millions de francs de plus-values

Le désastre du groupe électroménager a aussi profité aux salariés qui ont participé au rachat de la société en 1988

PIERRE BLAYAT, président du directoire de Moulinex, devait confirmer, lundi 22 juillet dans la matinée, à ses actionnaires réunis en assemblée générale, le plan de redressement de son groupe, qui prévoit la suppression de 2 600 emplois, dont 2 100 en France. Le désastre de Moulinex révèle quelques paradoxes. La société a beau accumuler des difficultés financières et commerciales depuis des années, tout le monde n'a pas tout perdu dans cette affaire. Les dirigeants et les 6 300 salariés de l'entreprise qui ont participé à son ra-

chat en 1988 ont en effet réalisé une excellente opération financière : en l'espace de six ans, ils ont multiplié leur mise de départ par environ quatorze.

Comment un tel miracle a-t-il pu se produire ? Première explication, les actions Moulinex ont été achetées par ses salariés à un prix d'ami. Début 1988, le fondateur de l'entreprise, Jean Mantelet, sans héritier, prépare sa succession, en vendant à ses salariés la Finap, holding de contrôle qui détenait à l'époque 45 % du capital et 60 % des droits de vote de Moulinex.

Cette cession se fait sur la base d'un prix de 40 francs l'action Moulinex, soit le cours de Bourse du groupe électroménager, qui était alors très bas.

L'entreprise sortait d'une crise financière grave, l'action venait de s'effondrer. Les salariés ont aussi bénéficié d'une ristourne supplémentaire, puisqu'ils n'ont payé ces actions que 28 francs : « J'ai appliqué une première décote de 30 % parce que la société était vendue aux salariés », explique Michel Vannootenberghe, ancien directeur financier du groupe.

Deuxième explication à la bonne affaire des actionnaires salariés : la Finap a été vendue pour un montant total de 240 millions de francs, mais les salariés, regroupés dans une société baptisée Financière Moulinex, n'ont apporté que 22 millions de francs. Le solde a été obtenu par un emprunt d'environ 220 millions de francs, contracté auprès du Crédit lyonnais. Les dividendes prélevés sur Moulinex devaient permettre de rembourser cette énorme dette. Si les dividendes ne tombent pas, alors l'entreprise va à la catastrophe financière.

DETTE EFFACÉE

C'est ce qui arrive à Moulinex en 1994 : Moulinex ne peut pas verser de dividendes. La Financière Moulinex ne peut donc pas rembourser ses dettes. Les salariés ont, en théorie, deux solutions : soit remettre au pot leurs propres économies pour redresser l'entreprise ; soit faire appel à un actionnaire extérieur qui rembourse les

dettes à leur place et leur rachète leurs actions pour le franc symbolique.

Aucun de ces scénarios n'a eu lieu. Les nouveaux actionnaires de Moulinex, emmenés par Euris, le fonds d'investissement de Jean-Charles Naouri, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, ont tout simplement accepté de rembourser une grande partie de la dette de la Financière Moulinex et ont donné aux salariés, en échange de leurs actions dans la Finap, 10,8 % du capital de Moulinex.

Pourquoi une telle générosité ? D'abord, Jean Mantelet avait légué dans une société en commandite par actions, baptisée Finamex, quelque 200 millions de francs. Cette somme était destinée à descendre la Financière Moulinex et à sauver le montage financier en cas de malheur.

Le malheur est arrivé : Gilbert Torelli, ancien directeur général du groupe, mais surtout héritier spirituel de Jean Mantelet et gérant de la Finamex, a donc apporté ces fonds en 1994. Seconde explication : la restructuration de Moulinex était juridiquement inextinguible.

Il fallait obtenir l'accord quasi unanime des différentes catégories de salariés pour démonter l'usine à gaz qui contrôlait l'entreprise. Chacun devait donc faire une bonne affaire pour accepter la restructuration financière qui permettait le sauvetage de l'entreprise. Parmi les salariés et dirigeants de Moulinex, tout le monde n'a pas été logé à la même enseigne. Les ouvriers, souvent payés au Smic, qui avaient investi 500 ou 1 000 francs en 1988, se retrouvent peut-être aujourd'hui avec 6 500

ou 13 000 francs de plus-value. Une compensation bien maigre lorsqu'on fait partie des futures licenciées : « Les ouvriers investissaient 1 000 francs et les contre-maîtres 10 000 francs », se rappelle Michel Vannootenberghe. Selon les chiffres fournis par Moulinex, 6 300 salariés ont investi un total de 11,6 millions de francs en 1988, soit 1 800 francs en moyenne par personne. Chacun a donc réalisé une plus-value moyenne de 25 400 francs.

MAUVAISE GESTION RÉCOMPENSÉE

Les vingt-trois cadres dirigeants, qui ont apporté ensemble 3,6 millions de francs, ont fait une meilleure affaire. Avant d'investir chacun environ 160 000 francs en 1988, ils ont engrangé une cote plus-value de 1,9 millions de francs. Mais le véritable jackpot a été touché par les « héritiers » de Jean Mantelet, ces dirigeants qui, par leurs disputes incessantes et leur mauvaise gestion, ont conduit Moulinex au bord du gouffre.

L'ancien PDG, Roland Dameau, qui avait investi environ 570 000 francs, a encaissé, lors du débouchage financier, 7,4 millions de francs de plus-value. Gilbert Torelli, actuel président du conseil de surveillance et ancien directeur général du groupe, a vu ses 2 millions devenir près de 28 millions. Même performance pour Michel Vannootenberghe, licencié du groupe en 1990, qui avait investi la même somme que M. Torelli. Curieuse société, où une équipe de direction s'est enrichie, alors qu'elle laissait l'entreprise courir à sa perte.

Arnaud Leparmentier

Un nouveau candidat à la présidence de la SNCF

PHILIPPE CHOPPIN DE JANVRY, actuel numéro deux d'Usinor, pourrait être le successeur de Loïc Le Floch-Prigent à la tête de la SNCF. Cette information, publiée par le *Journal du dimanche*, est confirmée par le ministère des transports. Proche du RPR, M. Choppin de Janvry a réglé le dossier social de la restructuration d'Usinor dans l'est de la France. Il a également vécu la privatisation d'Usinor et le changement de statut des salariés du groupe. Une expérience qui serait utile pour le patron de la SNCF. Trois autres candidats restent en liste : Louis Gallois, le président d'Aérospatiale, Jean-Paul Bailly, le président de la RATP, et Frédéric d'Allest, le directeur général de Lagardère Groupe.

■ AIR FRANCE EUROPE : le tribunal de grande instance d'Evry (Essonne) a suspendu, vendredi 19 juillet, le plan social de l'ex-Air Inter, qui prévoit notamment 950 suppressions d'emploi. Le tribunal, saisi par le comité d'entreprise, demande des précisions sur les modalités de la fusion, annoncée après le plan.

■ CASINOS : le consortium de réalisation (CDR) - organisme public chargé de recueillir et de vendre une partie des actifs du Crédit lyonnais - a annoncé, vendredi 19 juillet, qu'il avait conclu un accord de cession de la société luxembourgeoise Mayon à la société financière Le Foll. Mayon détenait la société française Eméraude, elle-même propriétaire de sept casinos en France (Le Monde du 6 juin).

JEUX OLYMPIQUES D'ATLANTA

JOUR J -

JOUR J

Actualité en temps réel

Résultats en temps réel

Gazette des J.O.

Tableau des médailles

Programme par jour et par épreuve

Actualité

Histoire des J.O. depuis 1876

Programme du jour et du lendemain

Les sites olympiques

A partir de votre Minisat

3615 LEMONDE

CULTURE

LE MONDE / MARDI 23 JUILLET 1996

AVIGNON 96 Après Alain Francon et son *Edouard II* controversé, Jacques Nichet, directeur du Centre dramatique des Treize-Vents de Montpellier, investit la Cour d'honneur du Palais des papes avec une troupe composée essentiellement d'acteurs noirs qui servent *La Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire. ● PHILIPPE DOUSTE-BLAZY a

accepté pour la première fois de discuter publiquement de sa politique à la tête du ministère de la culture lors d'un débat animé et souvent vif organisé par *Le Monde* et consacré à la crise de la politique culturelle. ● LAURENCE MAYOR a séduit en créant *Anges des peupliers*, pièce d'un auteur contemporain, Jean-Pierre Milovanoff. ● LE

CHORÉGRAPHE flamand Alain Platel, en revanche, n'a pas convaincu, avec une pièce contestable mettant en scène l'exclusion (lire page 22). (De nos envoyés spéciaux.)

Aimé Césaire fait entendre le pas secret du peuple noir

Le metteur en scène Jacques Nichet, après avoir servi « Alceste », d'Euripide, en 1993, présente cette année « La Tragédie du roi Christophe », de l'écrivain et poète martiniquais, dans la Cour d'honneur du Palais des papes

LA TRAGÉDIE DU ROI CHRISTOPHE, d'Aimé Césaire. Mise en scène: Jacques Nichet. Décors: Pierre Heydort. Création sonore: Bernard Valléry. Costumes: André Sanchez et Catou Verdier. Lumières: Marie Nicolas et Michel Le Borgne. Avec Emile Abossolo-M'Bo, Alain Aithnard, Kangu Alem-Jodro, Prince Billa, Yaya Georges, Alan Boone, Sylvie Laporte, Mouss, Daniel Znyk... Cour d'honneur, jusqu'au 25 juillet à 22 heures. Tél.: 90-14-14.

Aimé Césaire est âgé de cinquante ans lorsqu'il écrit, en 1963, sa *Tragédie du roi Christophe*. Il en avait vingt-six lorsqu'il publia, en 1939, à peine sorti de l'école normale supérieure, son *Cahier d'un retour au pays natal*, l'un des plus beaux poèmes écrits en français — un français tout d'énergie, de chaleur, de dynamisme, qui ne devait rien à aucun écrivain d'ici, mais qui n'était pas étranger à la poésie innée des femmes, des hommes, et même de la nature, de sa Martinique natale. Ce poème, qui restera sans doute le plus haut

texte de Césaire, est tenu, à juste raison, pour le premier grand appel à la décolonisation.

Pourquoi Césaire a-t-il choisi le roi Christophe pour rôle-titre d'une œuvre dramatique? Christophe conduit une insurrection jusqu'à la victoire. Aux commandes de son royaume, il prend certes des mesures de relance de l'économie et d'attachement de la vie. Mais assez vite il va devoir mettre sur pied une équipe de, si l'on ose dire, « pré-tout-à-fait », réquisitionner des dizaines de milliers de bras pour d'immenses et ténus travaux de mégalomane architecture. Il fait exécuter un ambassadeur français, emmurier un évêque.

Lâché peu à peu par ses ministres, par son armée, Christophe se tira une balle d'or dans la tête, le 8 octobre 1820. Sous la plume de Césaire, ce roi, avant de se tuer, dit à son fou: « J'ai voulu forcer l'énigme de ce peuple à la traîne » et le fou lui répond: « Les peuples vont de leur pas, majesté; leur pas secret. » Ce qui est, parmi beaucoup d'autres dans cette pièce, un très bel échange: « l'énigme », « secret », tout acte ici-bas, même

aussi évident que la lutte des esclaves pour acquiescer le droit de vivre, a sa part d'obscur, la plus forte parfois.

Aimé Césaire, écrivant son *Roi Christophe*, n'est pas aussi personnel que le poète solitaire du *Cahier d'un retour au pays natal*. C'est d'ailleurs là un accroc qu'on connaît plusieurs très grands écrivains quand ils ont voulu passer du poème à la scène. Il est d'usage de s'extasier devant le *Roi Christophe* parce que c'est d'Aimé Césaire, et qu'Aimé Césaire, grande figure de notre histoire et de nos lettres, ne peut pas échapper à l'estime absolue. Césaire poète est un astéroïde en fait, unique; dramaturge il s'accroche tant qu'il peut aux basques de Shakespeare et de Claudel, entre autres parrains de moins de dimension. Il n'échappe pas, aussi, à ce qu'un des personnages nomme « une petite crise d'éloquence ». L'éloquence s'accompagne d'obscurité, lorsqu'un paysan pauvre et opposant, avant de se faire exécuter par les soldats de Christophe, se dit « rougissant ce noir terreau de notre sang agraire selon la trame de l'impérieuse conquête ». Pour des ac-

teurs, jouer une prose pareille n'est pas une mince affaire. Mais le grand Césaire réapparaît à travers des paroles plus simples. Par exemple cet échange entre deux

Jacques Nichet

de Normale à la scène

Albigeois affable et généreux, ancien élève de l'école normale supérieure, Jacques Nichet est entré en théâtre par l'université. En 1970, il crée le Théâtre de l'Aquarium à la Cartoucherie de Vincennes, à l'invitation d'Ariane Mnouchkine. Il y réalise douze spectacles avant de prendre, en 1986, la direction du Centre dramatique des Treize-Vents, à Montpellier. Depuis, il a mis en scène treize spectacles, alternant avec bonheur le service du répertoire et celui de la création contemporaine.

hommes qui portent le corps de Christophe mort: « Un roi, c'est toujours lourd. Pas seulement qu'il est lourd, faut remarquer qu'il s'alourdit. C'est p'tête qu'il est de

plus en plus roi. Faut dire que c'était un grand arbre », ou bien quand la reine, s'adressant à son mari mort, lui dit: « Dure étreinte chaude, grand cœur froid déjà dans la distance, défais-toi de ton orgueil de pierre pour songer d'une petite vieille qui claudiquant à travers poussières et pluies dans le jour ébréché jusqu'au bout du voyage glanera ton nom », alors oui, là c'est le grand Césaire qui vous envoie, comme il dit ailleurs dans la pièce, « une bonne médecine d'herbes conséquentes ».

Avignon attendait beaucoup de la mise en scène de Jacques Nichet, qui avait présenté ici, en 1993, un très bel *Alceste* d'Euripide. Mais la pièce de Césaire vole de plage en salle du trône, de cathédrale en champ de bataille, de salon bourgeois en berge de fleuve, c'est aussi remuant que *Le Soulier de satin*; le plus simple était de laisser place libre à l'imagination, au lieu de centrer l'attention, comme a fait Nichet, sur un vieil autobus immobilisé dans une pente (ces autobus, à la Martinique, sont le lieu de mille scènes très vivantes, qui ont sans doute frappé Nichet, mais ici ça ne nous

dit rien). L'échec de la soirée, et l'ennui pénible qui s'installe, est dû au jeu, ou plutôt à la diction des acteurs. Il y a comme une difficulté à faire passer en vraie écoute des mots qui pourtant sont clairement prononcés, c'est très étrange, des fragments de paroles comme infirmes ou prisonnières se traînent, isolément, si bien qu'il n'y a qu'à laisser filer ce cortège insaisissable de fantômes de voix.

Il y a pourtant de très beaux moments de silhouettes dans un blanc lunaire. De magnifiques costumes, aussi. Une maîtrise technique remarquable dans les transformations de l'autobus en wagon-salon ou en balcon d'orateur. Emile Abossolo-M'Bo (le Roi Christophe), Sylvie Laporte (la Reine), Alain Aithnard, Kangu Alem-Jodro, leurs camarades, sont d'excellents acteurs. L'obstacle est cette barrière acoustique qui laisse la plupart du temps percevoir les voyelles et les consonnes telles qu'elles sont, mais qui annihile, au passage, l'échange avec les paroles elles-mêmes, avec leur sens, avec la pièce.

Michel Cournot

EN VILLE, EN SCÈNE

Emile Abossolo-M'Bo

Rien ne sépare le Cameroun, cœur de l'Afrique noire, où est né Emile Abossolo-M'Bo, de la Martinique d'Aimé Césaire, chanteur de la négritude qui n'est rien d'autre que l'exaltation de la terre des origines de l'homme. Cette pièce au long cours, le jeune acteur l'avait déjà servie deux fois dans son pays avant d'en porter le rôle-titre dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Sans trop de crainte, donc. Avant de s'installer à Paris, où il vit désormais, il a forgé ses armes d'acteur dans les villages camerounais, où l'on raconte encore d'introuvables épopées; plus tard, il a appartenu à une troupe universitaire, où il a pu le temps d'approfondir son goût des textes et du jeu. Charmant, d'un caractère posé, le corps sculpté par un exercice physique exigeant, Emile Abossolo-M'Bo considère chacun de ses rôles comme un engagement qui le dépasse et le transcende.

XAVIER GARY/KODAK POUR « LE MONDE »



Le vieil homme, l'ange et les peupliers

ANGES DES PEUPLIERS, de Jean-Pierre Milovanoff. Mise en scène: Laurence Mayor. Décors de Claude Jost. Lumières de Joël Hourbeigt. Costumes d'Isabelle Hazaël. Avec Hélène Alexandridis, Jérôme Bli, Robert Bouvier, Bruno Crochet, Véronique Poupetin, Hélène Savina et Zobeïda. Tinel de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, jusqu'au 25 juillet, à 19 heures. Tél.: 90-14-14-14. Le texte de la pièce est publié dans *Cinquante mille nuits d'amour*, Guillard, 243 p., 120 F.

C'est une histoire pour la tombée de la nuit, une chronique à raconter devant une vieille maison du Sud. Il y a une allée bordée de peupliers, un vieil homme, et un ange. Le vieil homme, Elias, attend les infirmiers qui l'emmenaient à l'hospice, et il voit la mort arriver, sous la forme d'un ange qui lui accorde une dernière faveur: faire revenir à la ferme ceux qui y vécut trente ans auparavant.

Elias n'avait pas eu de chance. Lui qui, enfant, était selon sa mère « la beauté du monde », était devenu un adulte à part, rongé par l'épilepsie, un « idiot » tout juste bon à attacher le poulain dans l'enclos. Mais il aime Emilia, une jeune fille qui aimait la vie. Elle partit avec un autre. Elias ne le supporta pas. Alors la ferme connut un drame... Seul face à l'al-

lée des peupliers, le vieil homme se souvient. La voiture des infirmiers de l'hospice est arrivée. Elias ne veut plus partir. Il veut rester sur sa terre, et attendre la mort, comme dans un rêve sans fin. Comédie-mystère, selon son auteur Jean-Pierre Milovanoff, *Les Anges des peupliers* séduit par son atmosphère. Les personnages semblent sortir de l'imaginaire pour y retourner aussitôt. Le vent souffle dans les peupliers, des airs d'accordéon bruissent dans la nuit, les pierres chauffent au soleil du Sud, même dans l'obscurité du Tinel de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, où Laurence Mayor met en scène la pièce.

Comédienne de Bernard Sobel, Bruno Bayen, ou Valère Novarina, Laurence Mayor possède l'étrange. Elle sait respirer la terre sur les plateaux du théâtre, et elle croit à la lumière. Sa mise en scène repose, sobre, douce, et claire. Il suffit d'un vieux banc pour inventer la maison d'Elias et d'une ombre bleue pour dessiner la nuit. Les acteurs n'ont pas à se forcer pour entrer dans l'univers songeur de Jean-Pierre Milovanoff. Ils peuvent laisser libre cours à leur fantaisie — Hélène Alexandridis (l'ange) — ou jouer les braconniers du rêve — Robert Bouvier (Elias) — personnages pivots d'une pièce qui se déploie sans heurt, à pas de loup.

Brigitte Salino

M. Douste-Blazy plaide pour « un nouveau contrat social pour la culture »

A la faveur d'un débat organisé par « Le Monde », le ministre a annoncé un projet de loi sur « le pluralisme dans les bibliothèques publiques »

DANS un climat courtis, et parfois détendu ou chahuté, qui devait apaiser ses craintes initiales, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, a participé dimanche 21 juillet au Centre national du théâtre à un débat de plus de deux heures organisé par *Le Monde*, ayant pour thème « la politique culturelle en crise ».

Face à une salle composée de plusieurs centaines de professionnels et de festivaliers, entouré par Catherine Trautmann, maître (PS) de Strasbourg, Frédéric Bredin, secrétaire nationale à la culture au Parti socialiste, Marie-Josée Roig, maître (RPR) d'Avignon, Jack Ralite, maître (PCF) d'Aubervilliers, et Jean-Jacques Allagon, président du Centre Georges-Pompidou, le ministre a voulu, pour la première fois à la faveur d'une rencontre publique, expliquer, sur un ton souvent vif, la politique qu'il mène depuis un an et ses perspectives d'action.

Ainsi a-t-il réaffirmé sa volonté de s'opposer, partout où elles se manifestent, aux décisions unilatérales de certaines municipalités qui ont remis en cause des contrats les liant à l'Etat, ou vont le faire. Si Serge Dassault, maire (RPR) de Corbeil-Essonnes, ou ceux de Rouen et de Cergy-Pontoise, socialistes, ont été une nouvelle fois la cible de l'irrévérence, Philippe Douste-Blazy a vivement dénoncé le fait que

Jacques Bompard, maire (Front national) d'Orange, après s'en être pris aux Chorgies, « ait décidé d'enlever des livres de la bibliothèque municipale pour les remplacer par ceux d'auteurs d'extrême droite ».

« SAUVEGARDE »

Le ministre a annoncé qu'il déposerait prochainement au Parlement un projet de loi, dont il n'a pas encore dessiné précisément les contours, « qui assure le pluralisme dans les bibliothèques publiques ». A part l'extrême droite, aucune formation politique ne s'en prend à l'idée même de politique culturelle, a constaté le ministre. L'ultra-libéralisme la rejette abstraitement. L'extrême droite, qui ne conçoit la culture que dirigée, la dévot.

Même si Jean-Jacques Allagon a préféré parler « d'une mutation des politiques culturelles », Philippe Douste-Blazy a dû constater qu'il y avait bien une crise de la politique culturelle en France aujourd'hui mais il veut y voir « l'obligation et l'occasion de repenser, de refonder la politique culturelle de l'Etat, de la transformer pour la sauvegarde ». Crise financière, rappelée, abruptement par Frédéric Bredin, dénonçant « toute une série de gels, annulations, amputations depuis trois ans » ou, drôlement, quand Jack Ralite a évoqué avec un hu-

mour « allénien » les aventures chaotiques du 1^{er} promu par le chef de l'Etat le 14 juillet; crise de confiance aussi comme l'a dit Catherine Trautmann, demandant que l'Etat, « garant de la liberté des créateurs et de l'accessibilité de leurs œuvres », « garantisse à ses partenaires, les artistes comme les collectivités locales, la continuité de ses engagements par des contrats qui devront être signés après une réforme de la répartition des efforts consentis par chacune des collectivités locales ».

Le ministre de la culture a assuré qu'il partageait cette idée et qu'il « voulait s'engager sur la voie d'un nouveau contrat social pour la culture ». Il permettra de « définir les modes de relation et de coopération entre les artistes, les partenaires politiques et les institutions sous la forme de cahiers des charges les engageant sur leurs moyens et sur les missions ». Marie-Josée Roig a insisté pour sa part sur « le réajustement indispensable des aides publiques au profit de la province, les villes assumant aujourd'hui 40 % des dépenses culturelles publiques ».

CHAPITRE EUROPÉEN

Interpellé par Jack Ralite et, de la salle, par Aline Pailler, député européen inscrit au groupe des communistes refondateurs, lui reprochant « d'être absent ou inaudible », Philippe Douste-Blazy a

précisé sa position sur les négociations actuelles concernant la directive européenne « Télévision sans frontières » (portant sur l'obligation aux chaînes de diffuser au moins 50 % de programmes européens): « Si la France n'obtient pas une rédaction claire sur ce point, j'ai dit et je répète que j'opposerai mon veto à ce texte. » Catherine Trautmann a demandé au ministre de la culture de « ne pas se contenter de l'agencement des budgets », mais de « favoriser l'exportation de l'ensemble des créations de notre pays, la France devant être à la pointe de ce combat essentiel ».

Toujours au chapitre européen, le ministre de la culture, interrogé par une disquette de Lille sur le dossier de la TVA appliquée au disque, a indiqué, assurant que c'était l'une de ses priorités, qu'il regretterait « l'attitude du gouvernement danois qui bloque par son refus la volonté des Etats membres d'abolir dans l'Union cette taxe au niveau de 5 % ».

Philippe Douste-Blazy a enfin assuré qu'« après avoir rencontré au début de la semaine son homologue italien, Walter Veltroni », les deux ministres avaient décidé « d'exporter dans l'Union le modèle français d'aide au cinéma qui nous vaut qu'il soit aujourd'hui le plus dynamique d'Europe ».

Olivier Schmitt

La première exposition de Manet en Suisse

Des toiles peu connues du peintre sont exposées à la Fondation Pierre-Gianadda à Martigny. Certaines œuvres n'étaient pas revenues en Europe depuis leur vente

MANET, Fondation Pierre-Gianadda, 1920 - Martigny (Suisse). Tél. : (09) 41-26-22-39-78. Ouvert tous les jours, de 9 heures à 19 heures, jusqu'au 11 novembre. Catalogue 269 p., 35 FS.

MARTIGNY (Suisse)

de notre envoyé spécial

Sao Paulo, Buenos Aires, Tournai, Copenhague, Hiroshima ou Moscou ont un point commun : des musées. Et leur musée, comme d'ailleurs ceux de Washington, Philadelphie, Madrid et on en oublie, ont eux aussi un point commun : tous possèdent des tableaux de Manet. Lesquels sont réunis, jusqu'au 11 novembre, à la Fondation Pierre-Gianadda, à Martigny. L'événement est d'importance : non seulement il dispense l'amateur d'art d'un dispendieux tour du monde, mais c'est tout bonnement la première exposition de Manet en Suisse. Et pour certaines toiles, leur premier voyage en Europe depuis bien longtemps : La Maison de Ruil, par exemple, peinte en 1882, avait quitté notre continent pour l'Australie en 1926. Après soixante-dix ans passés sous le soleil de Melbourne, la voici revenue, temporairement, dans les vallées du Valais. Autant dire qu'il y a fort peu de chances de revoir un jour ensemble les cent tableaux réunis par Léonard Gianadda.

Il faut garder cette idée présente à l'esprit en visitant l'exposition, sous peine d'être déçu. Car il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une rétrospective. Rares sont ici les toiles célèbres, et manquent les Olympia, Déjeuner sur l'herbe, Fille, Balcon et autres grands classiques. Le propos est plus subtil, et paradoxalement plus ambitieux : en regroupant ces tableaux souvent inconnus (autre la dispersion géographique, beaucoup n'ont été exhumés de collections privées qu'à cette occasion), Ronald Pickvance, le commissaire de l'exposition, n'avait pas en tête une nouvelle version de la rétro-

spective proposée par le Grand Palais, à Paris, et par le Metropolitan Museum de New York, en 1983. Il voulait, semble-t-il, proposer certains rapprochements nouveaux, et, à la lumière des travaux les plus récents, esquisser une révision de la chronologie, encore mal fixée, de la vie et surtout de l'œuvre de Manet. Remarquable en tous points, le catalogue s'y emploie.

Celui à qui Baudelaire disait qu'il n'était que le premier dans la décadence de son art est né le 23 janvier 1832, à Paris. Fils d'un haut fonctionnaire du ministère de la Justice, l'enfant est mauvais élève et rate deux fois l'examen d'entrée à l'école navale. A défaut d'un savoir théorique, il acquiert cependant une connaissance pratique de la navigation en embarquant en 1848 à bord d'un bâtiment de la Royale, à destination du Brésil. De retour en France, l'année suivante, il est autorisé à embrasser une carrière d'artiste.

UN ENSEMBLE DE MARINES

Ce sont ces deux traits biographiques qui ouvrent l'exposition : les premières toiles sont des copies que le jeune Manet réalisait au Louvre. Elles permettaient à Émile Zola, il y a plus d'un siècle, de rassurer ses lecteurs : « Je mentionne aussi des études anciennes, de très intéressantes copies : La Vierge au lapin, le portrait de Thibaut, une tête de Filippo Lippi, qui prouvent combien le peintre, accusé d'ignorance, avait fréquenté les maîtres d'autrefois. » Parmi lesquels Rubens : Baigneuses en Seine, exécutée vers la trentaine, montre un Manet non seulement intéressé par les femmes bien en chair, mais aussi adepte d'une technique qui, pour n'être pas académique, n'en est pas moins des plus anciennes : un fond coloré servant de demi-teinte reçoit les ombres et les lumières. Le procédé permet une exécution rapide et ne s'embourbe pas de détails.

Les tableaux suivants forment un ensemble passionnant de marines, que Manet, bourgeois érudit, savait faire mieux que personne. C'était en tout cas l'avis de Barbey d'Aurevilly : « Je suis un homme de mer. J'ai grandi dans les embruns. Je suis du même sang que les corsaires et les pêcheurs parce que je suis normand et d'origine scandinave et les vagues de la mer de Manet m'ont captivé, et je me suis dit que je la reconnaissais. C'est un bel exemple d'observation précise. Le tableau de Manet est, avant toute chose, une marine magistrale. »

Barbey d'Aurevilly faisait allusion à la toile représentant Le Combat du « Kearsarge » et de « l'Alabama », deux navires américains qui se livrèrent un furieux duel d'artillerie durant la guerre de Sécession, le 19 juin 1864, au large des côtes françaises. Le tableau n'est pas à Martigny. En revanche, le bateau lui, y est : les deux autres vues peintes par Manet du vaisseau vainqueur ren-

trant en rade de Boulogne sont présentées à la fondation, avec une troisième marine représentant des marsouins. Avec une vue du Port de Calais, et une autre d'une Plage de Boulogne, le spectateur est confronté à un ensemble exceptionnel, et rarement montré.

Manet, fort heureusement, ne s'est pas contenté de peindre les grands maîtres et les petits bateaux. Il aime également brosser Berthe Morisot, représentée ici par cinq des dix portraits qu'il fit d'elle. L'un d'eux, extrait d'une collection privée suisse, étonne par la violence du traitement, une touche sauvage, expéditive, qui faisait dire à Zola : « Il n'était pas toujours maître de sa main, n'usant d'aucun procédé fixe, ayant gardé une naïveté fraîche d'écolier devant la nature. En commençant un tableau, jamais il n'aurait pu dire comment ce tableau viendrait. Une seule règle l'a guidé, la loi des valeurs, la façon dont un être ou un objet se comporte dans la lumière : l'évolution est partie de là, c'est la lumière qui dessine autant qu'elle colore, c'est la lumière qui met chaque chose à sa place, qui est la vie même de la scène peinte. (...) Dès lors, les figures se simplifient, ne furent plus traitées que par larges masses, selon leur plan, et la

foule se tenait les côtes, car on l'avait accoutumée à tout voir, jusqu'aux poils de la barbe, dans les fonds bitumineux des tableaux historiques. »

Pissarro admirait sa capacité à faire de la lumière avec du noir. Berthe Morisot au bouquet de violettes, lui aussi propriété privée, est ainsi, avant tout, une somptueuse démonstration des possibilités constructives du noir et du blanc. Paul Valéry le considérait comme le chef-d'œuvre de Manet et, mieux encore, comme un véritable poème.

CÉCITÉ DES CRITIQUES

Il y en a d'autres, dans cette exposition, qui consolent de l'absence des tableaux trop connus. Eugène Pertuiset, le chasseur de lion, retour du Brésil, par exemple. Un critique, en 1891, le décrivait ainsi : « Le chasseur Pertuiset, violet jusqu'à l'asphyxie, vient de tuer un lion aussi violet que lui, dans une forêt violette, sur un sol violet, avec un fusil plus violet encore... » Et de conseiller à Manet de consulter un oculiste. Cécité des critiques d'art d'hier, mais myopie de ceux d'aujourd'hui, puisque les laques de garance utilisées par le peintre ont perdu beaucoup de leur éclat premier, de cette vivacité qui dé-
plus tant à l'époque. Pourtant, si



Victorine Morand en costume de toreador, lavis.

elles sont fragiles, les harmonies colorées de Manet ne sont jamais vulgaires. Elles peuvent être parfois trop précieuses, sans doute, comme ce rare accord de rose et de vert qui illumine la partie inférieure de La Prune, véritable leçon de peinture, composée avec la ri-

gueur d'un Poussin. Degas aurait dit, lors des obsèques de Manet : « Il était plus grand que nous le pensions. » L'exposition de Martigny montre aussi qu'il était infiniment plus complexe.

Harry Bellet

« Pas de pensum ! Ah ! non, pas de pensum ! »

Peu avant sa mort, en 1683, Manet se confia à Georges Jeanniot : « La concision, en art, est une élégance. L'homme concis fait réfléchir ; l'homme verbeux ennuie. Modifiez-vous toujours dans le sens de la concision. Dans une figure, cherchez la grande lumière, et la grande ombre ; le reste viendra naturellement ; c'est souvent très peu de chose. Et puis, cultivez votre mémoire : car la nature ne vous donnera jamais que des renseignements. C'est comme un garde-fou, qui vous empêche de tomber dans la banalité... Il faut tout le temps rester le maître, et faire ce qui amuse. Pas de pensum ! Ah ! non, pas de pensum ! »

REVUE DE CINÉMA

BREF
N° 29, 60 p., 35 F. A l'heure où les programmes de films courts se multiplient sur le grand écran, paraît opportunément la dernière livraison en date de ce « magazine du court métrage ». Fondé voici huit ans par François Ode et diffusé par l'Agence du court métrage (2, rue de Tocqueville, 75017 Paris), ce trimestriel est aujourd'hui placé sous la rédaction en chef de Jacques Kermabon. Il rassemble le maximum d'informations sur la vie (production, diffusion, festivals, tendances...) du court métrage. C'est que le genre (généralement considéré comme un banc d'essai) a ses aficionados et que l'intérêt qu'on lui consacre en France est inversement proportionnel à la place qu'on lui accorde ailleurs. A signaler plus particulièrement au menu : un gros plan sur le cinéaste d'animation Serge Elissade, une table ronde avec de jeunes réalisateurs consacrée à la question du scénario, enfin un entretien avec Alain-Alcide Sudre, auteur d'un livre sur Maya Deren, figure pionnière et très singulière du cinéma expérimental américain (redécouverte récemment à l'occasion d'une rétrospective organisée par le Centre Pompidou). J.M.

DÉPÊCHES

CINÉMA : Le film français Les Visiteurs, qui a été un énorme succès commercial en France, connaît un échec aux États-Unis, où il est présenté à New York et Los Angeles depuis une semaine. Le film n'a récolté depuis sa sortie américaine que 36 372 dollars (environ 185 000 francs). Jean Reno, l'acteur qui incarne un chevalier médiéval transplanté à notre époque, est connu aux États-Unis pour son rôle dans le film Mission impossible. Ce dernier, diffusé depuis un mois sur plus de 11 000 grands écrans dans tout le pays, a déjà recueilli 172 millions de dollars. - (AFR)

Le Club des amis du Balzac, moyennant une cotisation annuelle de 200 francs, permet à ses adhérents de bénéficier d'un tarif réduit à toutes les séances dans cette excellente salle à deux pas des Champs-Élysées, d'être invités à des avant-premières en présence du réalisateur et de recevoir chaque trimestre le magazine Le Balzac en VO.

Communications longues distances nationales

Le prix du téléphone baisse.

Par exemple : quand vous téléphonez 6 minutes de Paris à Nice ou de Marseille à Strasbourg, vous ne payez plus que 0,87 F la minute aux moments où vous êtes le plus disponible - le soir à partir de 21h30 et le week-end du samedi 13h30 au lundi 8h00.

Bonnes vacances !

 France Telecom

public où se mêlent toutes les générations. A Quimper, l'une des plus anciennes manifestations bretonnes, le Festival de Cornouaille, organise la ronde des danses, des messes en langue bretonne, des musiques celtiques et des concours (comme à l'Interceltique de Lorient). Le 24 juillet, Gilles Servat, avec ses invités, avant le fest-noz quotidien.

Ensemble Slovaque

remonte en vagues. Programme : *Sahitya Song, Deep Song, Maple Leaf Rag, Cave of the Heart, Sketches from Chronicles*.
Paris *Quartier d'été, Jardins du Palais-Royal, place Colene, Paris-1^{er}, 1^{er} Palais-Royal, 22 heures, le 22. 100 F.*

Jimmy Cobb
Né en 1929, Jimmy Cobb est de ces batteurs qui ont mis tout leur art au service des autres avec un sens musical rare. Il aura été dans les années 50 et 60 l'un des plus sollicités, et sa frappe, ou plutôt sa caresse sur les peaux et les cymbales est indissociable d'un trio rythmique d'exception avec le contrebassiste Paul Chambers et le pianiste Wynton Kelly. Au Sunset, il jouera avec ceux qui pourraient être ses petits-enfants, le contrebassiste Thomas Brämmer et le pianiste Massimo Farae. Aux cuivres, le 23, le duo Flavio Boltron (trompette) et Stefano di Battista (saxophones) et les 24 et 25, Stéphane Belmondo (trompette) et son frère Lionel (saxophones).
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}, 1^{er} Châtelet, 22 heures, les 23, 24 et 25. Tél. : 46-36-46-50. 78 F.

NOUVEAUX FILMS

AGENT ZÉRO
Film américain de Carl Friedberg, avec N. Martin, Charles Dumas, Marjorie Griffin, Harry Barty, Barry Bostwick, Wally Griffin (1 h 20).
VO : UGC Ciné-club les Halles, doblage, 15
14-Juillet Odéon, doblage, 6 (43-25-59-83).
Gaumont Marignan, doblage, 8 (réservation : 40-30-20-10).
UGC Normandie, doblage, 8 (réservation : 40-30-20-10).
14-Juillet Beaumont-Roche, doblage, 15 (45-75-75-75).
Gaumont Kinoparciana, doblage, 15 (réservation : 40-30-20-10).
Pathe Wepler, doblage, 18 (réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, doblage, 10 (43-27-10-40).
UGC Normandie, doblage, 8 (réservation : 40-30-20-10).
Parasound Mount, doblage, 8 (43-42-56-31).
14-Juillet Odéon, doblage, 15 (43-42-56-31).
UGC Lyon 1, doblage, 13 (47-47-55-88).
réservation : 40-30-20-10).
Gaumont Aléa, doblage, 15 (réservation : 40-30-20-10).
UGC Normandie, doblage, 15 (réservation : 40-30-20-10).
Gaumont Paradoxe, doblage, 18 (réservation : 40-30-20-10).
Gaumont Convention, doblage, 15 (48-28-42-27).
réservation : 40-30-20-10).
Le Gambetta, doblage, 22 (45-30-15-99).
réservation : 40-30-20-10).

ANGUS
Film américain de Patrick Read Johnson, avec George C. Scott, Rita Moreno, Chris Owen, Lawrence Pressman (1 h 30).
VF : Les Lombardes, 22 (59-17-10-00).
réservation : 40-30-20-10).

BARBIE WIRE (*)
Film américain de David Hogan, avec Pamela Anderson Lee, Tamera Mornik, Victoria Rowell, Jack Noseworthy (1 h 35).
VO : UGC Ciné-club les Halles, doblage, 17.
Gaumont Marignan, doblage, 8 (réservation : 40-30-20-10).
Pathe Wepler, doblage, 18 (réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, doblage, 13 (59-17-10-00).
Bregagne, 6 (59-17-10-00).
réservation : 40-30-20-10).
UGC Normandie, doblage, 9 (43-42-56-31).
14-Juillet Odéon, doblage, 15 (43-42-56-31).
UGC Lyon 1, doblage, 13 (43-43-04-67).
réservation : 40-30-20-10).
UGC Lyon Bastille, 12).
Gaumont Gobelins Faure, doblage, 13 (47-05-88).
réservation : 40-30-20-10).
Gaumont Convergence, doblage, 15 (48-28-42-27).
réservation : 40-30-20-10).

CRASH (*)
Film américain de David Cronenberg, avec James Spader, Miley Hunter, Ellis Koster, Deborah Avrelin, Rosanna Arquette (1 h 46).
VO : UGC Ciné-club les Halles, doblage, 15.
14-Juillet Odéon, doblage, 13).
Gaumont Aléa, doblage, 8 (43-53-59-88).
réservation : 40-30-20-10).
UGC Normandie, doblage, 8).
Max Under Panama, 734X, doblage, 9 (48-28-42-27).
réservation : 40-30-20-10).
Le Bastille, doblage, 11 (43-07-48-60).
Gaumont Gobelins Rodin, doblage, 13 (47-07-55-88).
réservation : 40-30-20-10).
Gaumont Convergence, doblage, 15 (48-28-42-27).
réservation : 40-30-20-10).
Gaumont Pernesse, doblage, 18 (réservation : 40-30-20-10).

LUNDI 22 JUILLET

Chœur de la Radio-télévision de Saint-Petersbourg
Chœurs liturgiques orthodoxes russes. Vladimir Stolpovskikh (direction).
Eglise Saint-Séverin, 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 5^e. M^{rs} Saint-Michel. 20 h 45, le 22. Tél. : 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin. De 75 F à 120 F.
Et le 24 juill. à 20 h 45, en l'église Saint-Louis-en-l'Île.

MARDI 23 JUILLET
James Bowman (haute-contre)
Le Parlement de musique.
Bach : *Cantates*.
Cour d'honneur de la Sorbonne, rue
de la Sorbonne, Paris 5^e. M^{rs} Cluny-
Sorbonne, 20 heures, le 23. Tél. : 49-
87-50-50. Location France, 50 F.
Académie de l'Œuvre Saint-Louis
Mozart : *Concerto pour violon et or-
chestre* KV 216, *Requiem*. Marina
Moravskaya (soprano), Lioubov Fe-
dorova (mezzo-soprano), Vitaly Lis-
sovsky (ténor), Victor Naïnich
(basse), Marc Viellefont (violon).

Chœur de la Radio-télévision de Saint-Petersbourg, Vladimir Stokovskikh (direction).

Eglise Saint-Germain-des-Près, 3. 10. 45. 20 h 45. 23. 30 F. *Mr Madeleine*.
Mr Madeleine, Paris 9. 10. 45. 20 h 45, le 23. Tél. : 44-52-70-90. Location Phac, Virgin. De 90 F à 150 F. Domenico del Giudice (guitare).

Grottes de Bach, Hand, Appassion. *Notre-Dame-de-la-Croix*.
 Concerto de Gendry-Koenig, Paris 17. 10. 45-74-82-31. 20 h 45, le 23. Tél. : 45-74-82-31. 30 F. Chœur et orchestre.

Sinfonietta de Paris.
 Concerto de Respighi, Eve-Pia Mancuso (soprano), Clara Cordas-Witt (mezzo-soprano), Patrick Garyot (ténor), Olivier Peyrebrune (basse), Benjamin Juarez (direction).

Eglise de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris 8. *Mr Madeleine*.
Mr Madeleine, Paris 8. 10. 45. 20 h 45, le 23. Location Phac, Virgin. De 90 F à 150 F.

MERCREDI 24 JUILLET

Orchestre de jeunes
de l'Union européenne
Berlioz : *Roméo et Juliette*, Markel-
la Hatzianzo (alto), Laurence Daude
(ténor), Michele Pertusi (basse),
Chœur de l'Orchestre de Paris, Colin
Davis (direction).

Atte de la Musique, 221, avenue
Jules-Gr. au Port-de-
Pantin. 20 heures, le 24. Tél. : 44-54-
44-54, De 100 F à 150 F.

Le Parlement de Musique
Bach : Concertos brandebourgeois
BWV 1047 et 1049.

Club d'honneur de la Sorbonne,
Musique de chambre, Paris 9, rue Clu-
sot-Sorbonne. 20 heures, le 24. Tél. : 49-
87-50-50, Location Franc. 50 F.

JEUDI 25 JUILLET
Ensemble Ars Antiqua de Paris
Saint Louis et ses contemporains
musiciens. Shakespeare et la mu-
sique élisabéthaine.
Sainte-Chapelle, 4, boulevard du Pa-
lais, Paris 1^{er}. M^o Cité, Saint-Michel,
Châtelet. 19 h 15 et 21 h 15, le 25.

161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-

SAMEDI 27 JUILLET

Ensemble Musique de la Renaissance
Ensemble Absalon
Musique sacrée de la Renaissance
Eglise St-Jacques-le-Mineur, Paris 6^e, 19 h.
Les Chants d'Israël - Le Syriaque, 17.
rue des Carmes, Paris 5^e. M^{aubert}-Muzillac, 17 h 30 et 21 heures,
le 27. Tél. : 44-51-36-46, 100 F.

Chœur de la Radio-télévision
de Saint-Denis
Mozart : Menuet. Chœurs orthodoxes
russe. Galina Ozeba, Marina Mo-
rovskaïa (Soprano), Victor Spirido-
nov (ténor). Victor Palekha (basse).
Académie de l'Ecole Saint-Vladim^r, Vla-
di-mir Sto-povnikov (direction).

Eglise St-Louis-de-France, 18, rue
Saint-Louis, Paris 4^e, M^{aubert}.
Puccini-Maria 20 h 45, le 27.
17 heures, le 28. Tél. : 44-62-70-90.
Location Fnac, Virgin. De 90 F à
150 F.

Et le 30 juil à 20 h 45, en l'église
St-Etienne-des-Marais, Paris 4^e.

Grieg-Grossard (piano)
Cécile Pajda (piano)

Quatuor de Faure, Bartok, Enesco,
Kodaly.

Eglise Saint-Hippolyte, 76, rue de Ver-
re-e. Paris 5^e, M^{Hotel-de-Ville}.

21 heures, le 27. Tél. : 42-71-93-93.
Entrée libre.
Jérôme Pernoo (violoncelle)
Jérôme Ducros (piano)
Beethoven : Sonate pour violoncelle
et piano op. 5 n° Schubert : Sonate
pour arpeggione et piano. Rachma-
ninov : Sonate pour violoncelle et
piano op. 19.
Sceaux (92). Orangerie, parc de
Sceaux. M^{re} Bourg-la Reine. 17 h 30,
le 27. Tél. : 46-61-00-66.

DIMANCHE 28 JUILLET

Philippe Le Baron (soprano)
Jean Grifflin (violo de gambe)
Brigitte Ramin (clavécin)
Œuvres de Monteverdi, Buxtehude,
Grand, Couperin.

Marie-Christine Allou (soprano)
Jean-Baptiste Denissin (piano)
Œuvres de Mozart, Brahms, Verdi,
Poulenc, Roger spirituals.

Eglise américaine de Paris, 65, qual
d'Orsay, Paris 7^e. M^{rs} Invalides.

18 heures, le 28. Entrée libre.

Œuvres de Debussy, Ravel, Liszt (soprano)
Véronique Nègre-Sach-Hien (piano)
Schubert, Schumann : *Lieder*.
Royaumont (95). Abbaye. 16 heures,
le 28. Tel. : 34-68-05-05.

Trio Bartholdy
Haydn : *Trio piano, violon et*
violoncelle n° 32. Beethoven : *Trio*
piano, violon et violoncelle
op. 1 n° 2. Chaousson : *Trio* *piano,*
violin et violoncelle op. 2.

Scènes de la Comédie-Française, parc de
St-Mandé, 101, Bourg de Reims, 17 h 30,
le 28. Tel. : 46-61-00-66.

Une sélection à Paris

Festival Paris Dance
Jeunes étoiles internationales.
Chorégraphes : France. Chorégraphes
de Pétipa, Bournonville, Chazot,
Dolin, Prokofiev, Vainonen, Vaganova,
Balanchine.
Mogador, 23, rue de Mogador, Paris 9.
3^e. 1^{re} Trinité, Chaussée d'Antin.
23, 24, 25, 26, 27 et 28. Tél. : 53-32-
32-00. De 140 F à 250 F.
Dancer Prévert
Chorégraphie d'Éthéré Pavaga.
Théâtre du Jardin d'Acclimatation.
Paris 14. 1^{re} Trinité, Paris 14. 23
blocs. 15 h 30, les 26, 27 et 28. Tél.
40-67-97-46. Entrée libre.
Ballets de Monte-Carlo
George Balanchine : Quatre Tempé-
raments. Jiri Kylian : Return to a
Stranger. Les Ballets de Monte-Christophe
Lalonde. Vers un paysage.
Palais-Royal, place du Palais-Royal,
Paris 1^{er}. 1^{er} Palais-Royal. 22 heures,
les 26, 27 et 28. 100 F.
Ballets de Monte-Carlo
Les Ballets de Monte-Christophe
Lalonde : Violin Concerto.
Natcho Dosto : Duende. Jean-
Christophe Maillot : Thème et
Quatre Variations.
Palais-Royal, place du Palais-Royal,
Paris 1^{er}. 1^{er} Palais-Royal. 22 heures,
les 26, 27 et 28. 100 F.

Une sélection à Paris

Mike Stern, Dave Weckl
Jeff Andrews, Bob Sheppard
New Morning, 7-9, rue des Petites-Écoles, Paris 10^e, M^{étro} Châteauneuf-Claude-
Vernon, 42-29. Tél.: 43-23-51-41. De
110 F à 130 F

Fabrice Eulry
Caveau de la Mûchette, 5, rue de la
Mûchette, Paris 3^e, M^{étro} Saint-Michel,
21 h 30, les 22, 28, 29, 30 et 31. Tél.: 43-
26-65-05. 70 F

Lonny Bloom
New Morning, 7-9, rue Quincampaille, Paris
10^e, M^{étro} Rambuteau, 22 heures, les
22 et 29. Tél.: 42-72-75-76

Robson Galdino Group
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris
1^{re}, M^{étro} Châtelet, 22 heures, les
22 et 29. Tél.: 42-76-46-50. 78 F

Christophe Bruneau
Francis Lockwood Quartet
Au Duc des Lombards, 42, rue des

ADVERTISING

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

- Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la 1^{re} page de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera débité au prorata des numéros servis dans le mois.

Recevez *Le Monde* sur le lieu de vos vacances. Retournez-vous au moins 12 jours à l'avance et bénéficiez accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (12 n°)	91 F
3 semaines (19 n°)	126 F
1 mois (26 n°)	161 F
2 mois (52 n°)	290 F
3 mois (78 n°)	336 F
12 mois (312 n°)	1890 F

Date et signature obligatoires

Lombards, Paris 1^{er}. M^{me} Châtelet.
22 h 30, le 22. Tél. : 42-33-22-88. De
70 F à 100 F.

René Urtrager Trio
Le Bilboquet, 13, rue Saint-Benoît,
Paris 6^e. M^{me} Saint-Germain-des-Prés.
22 h 30, les 22, 23, 24, 25, 26 et 27,
jusqu'au 3 août. Tél. : 45-48-81-84.
120 F.

Willie Williams Quartet
The Villo, 23 rue Jacob, Paris 6^e. M. Saint-Germain-des-Prés, 42-35-50. De 12 h 30 à 15 h 30. Tél. : 43-26-26-02. De 12 h 30 à 15 h 30.

Joe Henderson
Hot Brass, 217, avenue Jean-Jaurès, Paris 13^e. M. Porte-de-Pentlin, 20 h 30 à 22 h 30 et 24. Tél. : 42-00-14-14. De 30 F à 120 F.

Gilda Quartet
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris 3^e. M. Saint-Michel, 21 h 30, le 23. Tél. : 43-26-65-05.

Art Sound Orchestra
Baiser saulé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M. Châtelet, 22 heures, le 23. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

Orchestra
Flower Club, 130, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. M. Châtelet, Pont-Neuf, 22 heures, les 23, 25, 26 et 27 et 30. Tél. : 42-33-84-30. 75 F.

Quartet
Bateau-théâtre La Belle-sou-bord, 3, quai Malaquais, Paris 1^{er}. M. Pont-Neuf, 22 h 15, le 23. Tél. : 40-31-87-06. 40 F.

Gino Sisson Band
La Du des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M. Châtelet, 22 h 30, le 23. Tél. : 42-33-22-88. De 20 F à 100 F.

Carle Bianchi & Thomas Savy
 Petit-Oratoire, 15, rue des Lavandiers
 26-28-30. 27. Tél. : 42-33-71-86. De 50 F à 80 F
 MF Châtelet. 22 h 30, les 25, 24, 25
 26 et 27. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F
 Big Blue Lemon
 Jazz Club Lionel-Henri, 81, boulevard
 Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17^e
 25-26-27-28-30. 27. Tél. : 42-33-71-86. De 50 F à 80 F
 25, 26, 27 et 31 juillet et les 2^e, 3^e et 4^e
 3 août. Tél. : 41-68-10-42, 130 F
 Jean-Paul Amoureux Quartet
 Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard
 Saint-Michel, Paris 5^e, MF Luxembourg.
 21 h 30, le 24, le 28, le 24. : 43-
 26-28-35. 100 F
 Carole Bianchi & Etienne Mbaye
 25-26-27-28-30. 27. Tél. : 42-33-71-86.
 De 35 F à 80 F
 Spirit of Life Ensemble
 Au Duc des Lombards, 42, rue des
 Lombards, Paris 7^e, MF Châtelet.
 22 h 30 le 24, 27. Tél. : 42-33-22-86. De
 70 F à 100 F
 Fabrice Ewly
 Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard
 Saint-Michel, Paris 5^e, MF Luxembourg.
 21 h 30, le 25, le 28, le 24. : 43-
 26-28-35. 100 F
 Charlie Slide
 Le Club des Huchottes, 5, rue de la
 Huchotte, Paris 5^e, MF Saint-Michel.
 21 h 30, les 25, 26 et 27. Tél. : 43-26-
 65-05. 70 F
 Wolfoni
 Bateau-Lavoir La Baie-au-bord, 3,
 quai Malakoff, Paris 6^e, MF Pont-Neuf.
 22 h 15, le 25. Tél. : 41-01-67-67

Hearts and Soul
 Latitudes Saint-Germain, 7, rue
 Saint-Benoît, Paris 5^e, MP Saint-Ge-
 rmain-des-Prés, 20 h 30 et 22 heures,
 les 26 et 27, 42-61-53-53. De 11 h à
 18 h 30
 High Society Jazz Band
 Petit Journal Saint-Michel, 71, bou-
 levard Saint-Michel, Paris 5^e, MP
 Luxembourg, 21 h 30, le 26, 71-
 26-28-59. 100 R
 Grand Estway Quartet
 Sunset, 60, rue des Lombards, Paris
 5^e, MP Châtelet, 22 heures, les 26 et
 27, 40-26-46-50. 78 F
 Hal Singer Quartet
 Aux Deux des Lombards, 42, rue des
 Lombards, Paris 5^e, MP Châtelet,
 22 h 30, les 26 et 27, 42-33-32-
 86. De 11 h à 100 F
 Danilo Fatti Quartet
 Parc Floral de Paris, Bois de Vin-
 cennes 129, MP Châtelet-de-
 Vincennes, 16 heures, le 27, 71-
 43-92-95
 Philippe Mondouau Quartet
 Beisei, 314, 53, rue des Lombards,
 Paris 5^e, MP Châtelet, 22 heures,
 les 26 et 27, 42-33-37-71. De 15 h à 40 F

Nelson Veras
Gildas Boclé
Marcello Pellitteri
Au Duc des Lombards, 42, rue des
Lombards, Paris 1^{re}. M^o Châtelet.
22 h 30, le 28. Tél. : 42-33-22-88. De
70 F à 100 F.

Une sélection à Paris

Lee Rocker Big Blue
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Saint-Augustin.
23 h 30, les 2^e, 4^e, 25, 26, 27, 30 et
31 juillet et les 1^{er}, 2 et 3 août. Tél.
42-25-18-06. Entrée libre.

Une sélection à Paris

Fabrice Coltro
Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris 6.
M^o Bastille. 20 h 30, le 22. Tél.: 66-
59-62-82-30.

Jean Claude Goldschmidt
Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris
M^o Bastille. 20 h 30, les 23, 24 et 25.
Tél.: 44-59-62-82, 30 F.

**Festival d'été
de la chanson populaire
française**
Théâtre Montmartre-Gaîtébr, 4, rue
de l'Armée-d'Orient, Paris 18^e. M^o
Blanche, Abbesses. 20 h 30, le 22
et 23 h, du 24 juillet au 13 août.
Tél.: 42-23-15-85. Location France

Roman noir
Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris 6.
M^o Bastille. 20 h 30, les 26, 27 et 28.
Tél.: 44-59-62-82, 30 F.

Une sélection à Paris

et en Ile-de-France

Fanfare de Zecce Prajlin
Arenes de Montmartre, rue Saint-
Eulèphère, Paris 18°. M° Abbesses.
20 h 30, le 23. Tél. : 45-23-51-41. En-
tre libre.

Fanfare de Zecce Prajlin
Jardin des Tuileries, Paris 1°. M°
Concorde. 19 heures, les 23 et 24.
Entre libre.

Joao Bosco e Grupo
New Morning, 7-9, rue des Petites-
Ecuries, Paris 10°. M° Châteaud'Eau.
20 h 30, le 23. Tél. : 45-23-51-41. De
110 F à 130 F.

Gino Sironi Band
Au-Duc des Lombards, 42, rue des
Lombards, Paris 1°. M° Châtelet.
20 h 30, le 23. Tél. : 45-23-51-41. De
110 F à 100 F.

Ray Barretto & New World Spirit
New Morning, 7-9, rue des Petites-
Ecuries, Paris 10°. M° Châteaud'Eau.
20 h 30, le 24. Tél. : 45-23-51-41. De
110 F à 120 F.

Négina Colla et son trio
Suds, 55, rue de Charonne, Paris 11°.
M° Ledru-Rollin. 21 h 30, le 24. Tél. :
43-14-06-36. Entre libre.

Fanfare de Zecce Prajlin
Jardin du Luxembourg (kiosque),
Paris 6°. RER Luxembourg.
18 heures, les 23, 26 et 27. Entre li-
bre.

Família Veloso Miranda
New Morning, 7-9, rue des Petites-
Ecuries, Paris 10°. M° Châteaud'Eau.
20 h 30, le 24. Tél. : 45-23-51-41. Lo-
cation franc, Virgin. De 110 F à 130 F.

Eddie Palmieri Group
New Morning, 7-9, rue des Petites-
Ecuries, Paris 10°. M° Châteaud'Eau.
20 h 30, le 27. Tél. : 45-23-51-41. De
110 F à 130 F.

Grammado 446
Square Léon, rue Polonoisne, Paris
18°. M° Barbès-Rochechouart.
19 heures, le 28. Entre libre.

Mariela Cubana
Suds, 55, rue de Charonne, Paris 11°.
M° Ledru-Rollin. 21 h 30, le 28 juillet et
le 4 août, jusqu'à 25 août. Tél. :
43-14-06-36. Entre libre.

Joël Roura & Jewish Music Ensemble
Maison-Laffitte (78). Château, par-
cours de Château, 18 heures, le 28.
Entre libre.

TF1

TERRE PRO
Région de la capitale
1940
pour la construction
Celle-ci est destinée à
devenir la capitale de
l'État de la République
du Bénin.

1950

SANS AUCUN
"EST L'ÉTÉ

[illegible]

Les soirées
sur le câble et le sa:
TVS
2000 heures
sur le câble et le sa:

Plastic

[illegible]

1. Mr. [redacted]
 2. Mr. [redacted]
 3. Mr. [redacted]
 4. Mr. [redacted]
 5. Mr. [redacted]
 6. Mr. [redacted]
 7. Mr. [redacted]
 8. Mr. [redacted]
 9. Mr. [redacted]
 10. Mr. [redacted]

[illegible]

TO: DIRECTOR, FBI
FROM: SAC, NEW YORK (100-87654)
SUBJECT: [REDACTED]
[REDACTED]

les soirées

le câble et le satellite

France
Supermarket

par Pierre Georges

Bien sûr il appartiendra à la justice d'établir les faits. Ou, plutôt, ceux-ci semblant difficiles à contester et Michel Mouillot ne contestant pas le premier versement, à établir les motivations du

Sun Funing ! Et inversement. Donc Douillet court désormais après la muraille de Chine. En espérant qu'elle, du moins, n'a pas déjà fait don au parti de son or et de sa gloire !

MARSEILLE

est qualifiée de « très forte » par le préfet chargé de la sécurité, mais également par la direction de Gaz de France. Vendredi 19 juillet, à 21 h 20, après l'appel d'une habitante, une équipe de GDF avait procédé, au cinquième étage, à la réparation d'un robinet fixé sur la colonne montante de l'immeuble.

« Nous avons toutes les raisons de penser que l'intervention de nos agents a été correctement réalisée et que tous les contrôles ont été faits », a assuré Gérard Attali, responsable local de GDF, qui n'écarte pas l'hypothèse d'une bouteille de gaz. Samedi matin, face à la surveillance renforcée, les services de GDF ont demandé aux services de GDF de valent été requis une seconde fois, mais l'équipe de dépannage était parvenue sur les lieux deux minutes après l'explosion.

Luc Letour

L'hypothèse d'un accident paraît de moins en moins probable

WASHINGTON

Cette attente, notamment pour les familles des victimes, est difficilement supportable. D'autant qu'elle s'accompagne de rumeurs et d'informations éparpillées trop vite diffusées par les chaînes de télévision. Ainsi, sur 230 victimes, 101 corps (et non 140) seulement ont été repêchés. Les plongeurs, contrairement aux premières informations, n'avaient pas encore commencé leur travail dans la soirée de dimanche. Il fallait en effet que les caméras vidéo ramènent des images précises du fond, pour que cette phase de l'opération puisse être lancée.

Pendant ce temps, dans un hôtel proche de l'aéroport John Fitzgerald Kennedy de New York, plusieurs dizaines de familles attendent de pouvoir reconnaître le corps d'un parent disparu, se plaignent de la lenteur de ce processus et parfois, aussi, de l'insensibilité des fonctionnaires qui en sont chargés : 46 corps seulement avaient pu être identifiés à la fin du week-end.

SERVICES RELIGIEUX
Dimanche, des services religieux à la mémoire des victimes ont été organisés dans de nombreuses villes. L'enquête, elle, n'a guère progressé, du moins officiellement. Quelque 500 gendarmes et, dit-on, près d'un millier d'agents fédéraux du FBI, ont été mobilisés, ainsi que plusieurs dizaines de bateaux et d'hélicoptères. Mais ce déploiement de force est quasiment aveugle, tant que les boîtes noires et certaines parties essentielles de l'avion, comme les moteurs, n'ont pas livré leurs secrets. « Des informations extrêmement précieuses » ont été recueillies par les enquêteurs dimanche, selon le FBI. Les chances qu'il puisse s'agir d'un problème technique sont minimes, assure-t-il aussi. Kallstrom, l'un des responsables du

A ce stade de l'enquête, les spécialistes ont constaté que les corps ayant fait l'objet d'une analyse poussée ne portent aucun des signes trahissant habituellement l'explosion d'une bombe. Cela ne suffit pas à écarter une telle hypothèse mais, en conséquence, celle d'un tir de missile sol-air, qui avait été abandonnée vendredi, fait de nouveau partie des scénarios envisagés.

LA PISTE DES REVENDICATIONS

La police fédérale remonte également la piste des revendications reçues ces derniers jours. L'un de ces appels émanerait des « disciples » de Ramzi Ahmed Youssef, ce terroriste qui est soupçonné d'être l'un des organisateurs de l'attentat contre le World Trade Center, en février 1993, qui avait fait six morts.

et plus d'un millier de blessés. Ramzi Yousser passe actuellement en jugement, à New York, pour l'explosion qui s'était produite à bord d'un Boeing 747, en décembre 1994, aux Philippines, causant la mort d'un passager. Ce ressortissant irakien avait formé le projet de faire exploser une douzaine d'avions de ligne américains... Les enquêteurs se sont aussi intéressés à un mystérieux voyageur de nationalité libanaise qui avait essayé de monter à bord du vol TWA 800 à Athènes. D'autant que cet homme est fiché par le département d'Etat comme pourvoyeur de fonds du Hezbollah pro-iranien.

La question de l'insuffisance des mesures de sécurité dans les aéroports fait l'objet d'une polémique, par chaînes de télévision et journaux interposés. Les spécialistes reconnaissent que face à des terroristes décidés, les parades pour protéger les avions de

signe sont peu nombreuses. Une bombe à retardement à base d'explosif liquide — donc pratiquement indétectable — comme de la nitroglycérine et stabilisée peut facilement être dissimulée dans un avion. Il suffit au terroriste d'attendre le moment propice. "C'est tout", dit le trait le plus curieux par Abul Hakim Murad, l'un des complices de Ramzi Yousef. Depuis l'attentat commis contre l'avion de la Pan Am, au-dessus de la localité écossaise de Lockerbie, en décembre 1988, on sait à quel point un tel scénario a des chances de réussir. L'explosif — du plastic — qui a détruit le Boeing de la Pan Am, tuant les 259 personnes à bord, était contenu dans une malle enfouie dans le cargo.

Dans les conditions où elle peut être l'efficacité des complotés ordres dans les affronts?

En 1993, le bureau d'inspection de l'aviation civile (FAA) s'était livré à une expérience éditoriale : ses agents avaient tenté à vingt reprises de pénétrer sans autorisation dans des zones dites de haute sécurité de cinq aéroports. Ils avaient réussi quinze fois, allant même jusqu'à atteindre sans encombre le cockpit d'avions. Dans son dernier numéro, *Newsweek* précise que l'un des agents était parvenu à passer à travers un détecteur de métal avec en poche... une grenade à main désactivée.

Laurent Zecchini

LA BOURSE de Paris a entamé la journée du lundi 22 juillet sur une petite hausse de 0,03 % de l'indice CAC 40. Quelques minutes plus tard, le CAC 40 affichait un baisse insignifiante de 0,04 % à

LA BOURSE de Paris a entamé la journée du mardi 22 juillet sur une petite hausse de 0,03 % de l'indice CAC 40. Quelques minutes plus tard, le CAC 40 affichait un baïsse insignifiante de 0,04 % à 1 992,65 points. Selon un sondage Sofres publié lundi par *Le Tribune*, les professionnels de la Bourse de Paris se retrouvent dans une ambiance de baïsse des taux d'intérêt en Europe. La Bourse de Tokyo a terminé lundi en forte baïsse (-7,2 %), à la suite de rumeurs d'une prochaine hausse des taux par la Banque du Japon, selon les opérateurs. L'indice Nikkei a cédé 474,66 points à 21 005,63 points.

MARCHÉ DES CHANGÈS À PARIS

DEVISES	cours DDF 1987	% 1987	Actuel
Allemagne (100 m)	358,820		327
Autriche	4,3925		
Bata			
Bata-Unité (1 unit)	5,055		4,78
Belgique (100 F)	16,449		15,900
Brésil (100 R)	300,140		
Caïle (100 lir.)	3,3930		3,1200
Danemark (100 kr.)	67,660		63
France (1 liq.)	7,0180		7,7900
Cte-Bretagne (1 l)	8,1895		7,6800
Gruies (100 dirch.)	2,1425		1,9000
Suède (100 krs.)	75,730		72
Suisse (100 F)	414,470		400
Norvège (100 N)	75,750		75
Australie (100 sch.)	47,500		44,600
Canada (100 res.)	4,0145		3,9500
Portugal (100 esc.)	200,000		2,9750
Canada 1 dollar ca.	3,8690		3,4200
Japon (100 yen)	4,6690		4,4900

PARITES DU DOLLAR 22/17.

FRANCFORT : USD/DM	
TOYKO : USD/yens	
LES TAUX DE RÉFÉRENCE	
Taux de 100 francs pour 100 francs	
France	5,62
Allemagne	3,75
Grande-Bretagne	5,69
Italie	9,06
Japon	0,44
Etats-Unis	5,51
MATIF	
Échéances 19/07	volumen dernier prix
POTIONSNEL 10 %	
Sept. 96	79672
Déc. 96	3180
Mars 97	59
juin 97	36

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 L'ESPIONNE


BOURSE **TOUTE LA BOURSE EN DIX**
Cours relevés le lundi 22 juillet, à 10 h 15 (Paris)

PERMETURE :

DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	21476,30	-0,42	+5,72
Hong Kong index	10845,30	+1,25	+8,47

Tokyo. Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE

	Cours au 1907	Var. en % 1907	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	1992,83	- 0,72	+ 6,46
Londres FT 100	5722,60	+ 0,79	+ 0,90
Zurich	---	---	+ 13,67
Milan MIB 30	---	---	+ 13,37
Francfort Dax 30	2524,01	+ 0,71	+ 11,58
Bruxelles	---	---	+ 12,42
Suisse SMI	---	---	- 6,57
Madrid Ibox 35	---	---	+ 11,44
Amsterdam CBS	---	---	+ 12,72

Tirage du Monde daté dimanche 21-judii 22 juillet 1995 - 532 859 exemplaires

"L'esprit du sport : spécial J.O." Le dimanche 28 juillet à 12h, le mercredi 31 juillet à 13h30.

Le 25 et le 31 juillet, Cyril Viguier consacrera son émission à l'esprit olympique à travers les âges. Seront présents sur le


plateau de nombreux médaillés olympiques qui vous feront voir les Jeux sous un autre angle, celui des athlètes côté tête.

La Cinquième

On en apprend tous les jours

Protestations
contre l'injustice
des procédures
d'inscription
à l'université

**Il faut lire
les premiers livres**



in Vietnam A.C.F.

Gran de sel

Salut de mort

100

